

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 25°, 26°, 33°, 33.4°, 33.5°, 33.7°, 33.8° et 34; a. 331.2; 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport.*

Vous trouverez également ci-dessous, l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* et les projets de modification suivants :

- *Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (en mode souligné) ;
- *Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* ;
- *Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispenses dans plusieurs territoires* (en mode souligné).

Pour fins de référence, nous publions également, en mode souligné, l'Annexe D du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **17 septembre 2008**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2536
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Le 18 juillet 2008

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 11°, 25°, 26°, 33° et 34°; a. 331.2; 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

RÈGLEMENT CONCORDANT AU RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement abrogeant le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien.*

Vous trouverez également ci-dessous le projet d'abrogation de l'*Instruction générale 31-201 relative au régime d'inscription canadien*.

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **17 octobre 2008**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2536
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Le 18 juillet 2008

Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport et ses concordants

[Avis de consultation et résumé des commentaires](#)

[Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport](#)

[Annexe D du Règlement 11-102 sur le régime de passeport \(en version soulignée\)](#)

[Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport \(en version soulignée\)](#)

[Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires](#)

[Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispenses dans plusieurs territoires \(en version soulignée\)](#)

[Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires](#)

[Règlement abrogeant le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien](#)

[Abrogation de l'Instruction générale 31-201 relative au régime d'inscription canadien](#)

Avis de consultation

Projet d'Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires

Projet de Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport

Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport

Projet de modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires

Projet de modification de l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

Projets de modifications corrélatives

Le présent avis décrit les propositions des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») visant à simplifier la procédure d'inscription dans plusieurs territoires. Les ACVM, exception faite de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) (les « autorités sous le régime de passeport »), proposent des modifications réglementaires pour élargir le régime de passeport à l'inscription. Elles proposent également une nouvelle instruction générale que toutes mettraient en œuvre, y compris la CVMO, et qui énonce la procédure d'inscription dans plusieurs territoires. Les modifications proposées simplifieraient encore davantage la réglementation applicable aux personnes inscrites qui ont des clients dans plusieurs territoires du Canada.

Les propositions comprennent également des modifications de règlements et d'instructions générales visant à résoudre les questions qui se sont posées depuis la mise en œuvre de la deuxième phase du passeport pour les émetteurs. Cette phase porte sur l'information continue, le prospectus et les demandes de dispenses discrétionnaires.

Survol du régime de passeport

En septembre 2005, les autorités sous le régime de passeport ont mis en œuvre le *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale* (le « Règlement 11-101 »), qui constituait la première phase du passeport. Le 17 mars 2008, elles ont pris le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 »), qui constitue la deuxième phase du passeport pour les émetteurs, et abrogé les dispositions du Règlement 11-101 concernant les émetteurs. Nous proposons de mettre en œuvre la deuxième phase du passeport pour l'inscription et de mettre à jour la deuxième phase du passeport pour les émetteurs au cours du premier semestre 2009.

La CVMO n'adopte pas les projets de modification du Règlement 11-102 et de l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (l'« Instruction générale 11-102 ») qui visent la mise en œuvre du passeport pour les personnes inscrites. Comme dans le cas du passeport pour les émetteurs, les ACVM ont conçu des modes d'interaction pour rendre la réglementation des valeurs mobilières aussi efficiente et efficace que possible dans les circonstances pour toutes les personnes inscrites qui souhaitent traiter avec des clients à la fois dans les territoires sous le régime de passeport et en Ontario. La CVMO a participé à la conception des modes d'interaction entre les territoires sous le régime de passeport et l'Ontario.

Le passeport pour l'inscription et les modes d'interaction avec l'Ontario remplacerait le Régime d'inscription canadien (RIC). Nous décrivons les éléments du régime de passeport et les modes d'interaction en détail ci-dessous.

Le régime de passeport repose essentiellement sur un ensemble de dispositions réglementaires harmonisées qui s'interprètent et s'appliquent de manière uniforme dans l'ensemble du Canada. La mise en œuvre du passeport pour l'inscription dépend de l'entrée en vigueur du projet de *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription* (le « Règlement 31-103 »). Nous prévoyons apporter des modifications corrélatives à certains règlements d'application pancanadienne et locale et comptons que certains de nos gouvernements promulgueront des modifications législatives pour harmoniser les règles en matière d'inscription lorsque nous prendrons le Règlement 31-103.

Les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont promulgué une nouvelle *Loi sur les valeurs mobilières* qui, selon les autorités en valeurs mobilières de ces territoires, devraient être en vigueur lorsque les membres des ACVM prendront le Règlement 31-103.

Les ACVM prévoient modifier corrélativement le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») et le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 »), dont ses annexes, ainsi que l'instruction générale y relative, et apporter des modifications mineures au projet de Règlement 31-103 et à l'instruction générale y relative. Comme ces modifications ne sont pas importantes, nous ne les publions pas pour consultation, mais nous les décrivons en termes généraux ci-après.

Régime de passeport – modifications réglementaires concernant l'inscription

Les autorités sous le régime de passeport publient des projets de modifications réglementaires instituant le passeport pour l'inscription. Les principaux éléments de ce régime sont énoncés dans les textes suivants :

- le Règlement modifiant le Règlement 11-102;
- la modification de l'Instruction générale 11-102.

Nous avons rédigé les modifications des annexes du Règlement 11-102 en fonction des dispositions législatives et réglementaires qui devraient être en vigueur au moment de la mise en œuvre du passeport pour l'inscription.

Tous les membres des ACVM, y compris la CVMO, publient pour consultation le projet d'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-204 ») et le projet de modification corrélative de l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-203 »).

Le passeport pour l'inscription prévu par le projet de modification du Règlement 11-102 et les documents connexes ainsi que l'Instruction générale 11-204 remplacerait le RIC, qui établit les modalités par lesquelles les personnes inscrites peuvent actuellement obtenir des décisions dans plusieurs territoires. Par conséquent, les ACVM, y compris la CVMO, proposent également d'abroger les textes suivants :

- le *Règlement 31-101 sur le Régime d'inscription canadien*, dont l'*Annexe 31-101A1, Choix de se prévaloir du RIC et détermination de l'autorité principale*, et l'*Annexe 31-101A2, Avis de changement*;

- l'*Instruction générale 31-201 relative au Régime d'inscription canadien*;

(ensemble, les « projets d'abrogation »).

Objet et portée du passeport pour l'inscription

Le passeport pour l'inscription vise à mettre en œuvre un régime grâce auquel la personne inscrite peut avoir des clients dans plusieurs territoires en ne traitant qu'avec son autorité principale et en respectant les dispositions d'un ensemble de lois harmonisées. L'autorité principale de la personne inscrite sera généralement l'autorité du territoire où son siège ou bureau principal est situé.

Modifications locales

Les membres des ACVM de certains territoires prévoient apporter des modifications corrélatives à certains règlements et instructions d'application locale.

Modification du passeport pour les émetteurs

Nous proposons de réviser le passeport pour les émetteurs pour régler certains problèmes qui se sont posés depuis sa mise en œuvre. Les autorités sous le régime de passeport proposent de modifier le Règlement 11-102 et l'Instruction générale 11-102; les ACVM proposent de modifier l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-202 ») et l'Instruction générale 11-203.

Publication pour consultation

Les textes suivants sont publiés avec le présent avis :

- le règlement modifiant le Règlement 11-102;
- la modification de l'Annexe D du Règlement 11-102 (en version soulignée);
- la modification de l'Instruction générale 11-102 (en version soulignée);
- l'Instruction générale 11-204;
- la modification de l'Instruction générale 11-202;
- la modification de l'Instruction générale 11-203 (en version soulignée).

Les ACVM comptent mettre en œuvre le projet d'Instruction générale 11-204, les projets de modification de l'Instruction générale 11-202 et de l'Instruction générale 11-203 ainsi que les projets d'abrogation au moment de la mise en œuvre du Règlement 31-103, actuellement prévue pour le premier semestre 2009. Les autorités sous le régime de passeport comptent mettre en œuvre le règlement modifiant le Règlement 11-102 et les modifications de l'Instruction générale 11-102 au même moment.

Contexte

En 2005, les autorités sous le régime de passeport ont mis en œuvre la première phase du régime de passeport en se servant des pouvoirs légaux qui existaient alors. En mars 2008, elles ont mis en œuvre la deuxième phase du passeport pour les émetteurs en vertu de nouveaux pouvoirs légaux. Elles se servent de ces mêmes pouvoirs pour mettre en œuvre le passeport pour l'inscription.

Le 28 mars 2007, les autorités sous le régime de passeport ont publié un projet de régime de passeport pour l'inscription. Nous avons reçu des mémoires de 17 intervenants au sujet de cette publication, qui portait aussi sur le passeport pour les émetteurs. Les autorités sous le régime de passeport ont répondu à tous les commentaires reçus, sauf à ceux qui portaient précisément sur l'inscription, dans un avis publié le 25 janvier 2008. Nous joignons en annexe un résumé des commentaires sur l'inscription accompagné de nos réponses.

En vertu du *Protocole d'entente sur la réglementation des valeurs mobilières* signé en septembre 2004 par les ministres compétents des territoires sous le régime de passeport (le « protocole d'entente »), les gouvernements ont entrepris l'examen des barèmes des droits des territoires participants pour déterminer s'il convient de les ajuster aux objectifs du passeport.

Le Conseil des ministres signataires du protocole d'entente a demandé aux ACVM d'examiner les barèmes des droits de leurs membres et de présenter aux ministres les modifications qu'elles proposent d'y apporter. Les ACVM mènent actuellement cet examen et feront rapport aux ministres. En attendant, sous le régime de passeport, les droits en vigueur s'appliquent toujours aux participants au marché dans tous les territoires, sauf les droits exigibles pour les demandes de dispense discrétionnaire, qui ne s'appliquent que dans le territoire principal.

Résumé des propositions

Passeport pour l'inscription

La première phase du passeport pour l'inscription consistait dans le RIC et la dispense fondée sur la mobilité prévue par le Règlement 11-101. Le RIC offre à la société inscrite ou à la personne physique inscrite une dispense des règles relatives aux qualités requises qui s'appliqueraient normalement à elle si elle demandait à s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, une dispense des règles relatives au dépôt et à la notification et un régime d'examen concerté qui lui permet de s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal en ne traitant qu'avec l'autorité principale.

Les ACVM ont publié une dispense fondée sur la mobilité révisée le 29 février 2008 dans le cadre de la seconde publication pour consultation du projet de Règlement 31-103 et proposé d'abroger le Règlement 11-101 (parce qu'il ne prévoit que la dispense fondée sur la mobilité actuelle, qui sera remplacée par la nouvelle dispense prévue par le Règlement 31-103).

Les ACVM ne proposent pas de conserver la dispense, prévue par le RIC, des règles relatives aux qualités requises qui s'appliqueraient normalement à une société ou à une personne physique si elle demandait à s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal. Cette dispense n'est plus nécessaire parce que les obligations seront harmonisées sous le régime du Règlement 31-103. Qui plus est, les ACVM proposent de remplacer la dispense, prévue par le RIC, des règles relatives au dépôt et à la notification par une permission, prévue par l'Instruction générale relative au Règlement 31-103, autorisant les sociétés à ne notifier que leur autorité principale et à ne transmettre les documents qu'à celle-ci.

En outre, les autorités sous le régime de passeport proposent de simplifier l'inscription dans plusieurs territoires et l'observation de leur législation comme suit :

i) Inscription automatique et autres mesures réglementaires

Nous proposons de remplacer le RIC par le nouveau régime prévu à la partie 6 du Règlement 11-102. En vertu des articles 6.3 et 6.4 de ce règlement, toute société ou personne physique qui est inscrite dans son territoire principal peut s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en présentant certains renseignements et, dans le cas de la société, en ne les présentant qu'à son autorité principale. Les renseignements des personnes physiques devront encore être présentés au moyen de la Base de données nationale d'inscription (BDNI).

Dans le cas d'une société, l'inscription automatique dépend également de la confirmation de la réception des renseignements. L'autorité confirme réception en mettant à jour la BDNI de façon à indiquer que la société est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal. L'inscription prendrait donc effet à la date indiquée par la BDNI, de

sorte que les renseignements que celle-ci contient seraient probants. Les ACVM étudient des moyens de supprimer la confirmation comme condition de l'inscription pour que l'inscription automatique dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal puisse avoir lieu sur présentation des renseignements requis, tout en préservant l'exactitude de la BDNI comme base de données d'archives pour l'inscription des sociétés. Nous n'avons pas fait de la confirmation une condition de l'inscription automatique des personnes physiques parce que la BDNI conserve la date de chaque présentation de renseignements pour ces personnes.

L'article 6.3 du Règlement 11-102 ne s'applique pas à la société inscrite dans la catégorie de courtier d'exercice restreint. Pour s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement dans ce territoire. L'inscription automatique ne s'applique pas parce que cette catégorie, qui correspond à des catégories purement locales, n'a pas d'obligations uniformisées. En revanche, d'autres aspects du passeport s'appliquent au courtier d'exercice restreint inscrit à ce titre dans plusieurs territoires sous le régime de passeport, dont l'inscription automatique de ses représentants.

En vertu du Règlement 11-102, les mesures réglementaires prises par l'autorité principale de toute société ou personne physique s'appliquent automatiquement dans chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite. L'article 6.5 prévoit que les conditions, restrictions ou obligations imposés par l'autorité principale s'appliqueraient également dans chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. En vertu des articles 6.6 à 6.8, toute inscription suspendue ou radiée, d'office ou sur demande, dans le territoire principal le serait automatiquement dans chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Ces dispositions s'appliquent, que la société ou la personne physique ait été inscrite automatiquement ou non dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.3 ou 6.4.

Les droits d'inscription seraient exigibles dans chaque territoire sous le régime de passeport, comme à l'heure actuelle. Nous comptons toutefois apporter des modifications à la BDNI pour permettre aux sociétés qui présentent des renseignements pour s'inscrire dans plusieurs territoires de payer les droits de chaque territoire au moyen de la BDNI au lieu de le faire par chèque, comme c'est le cas actuellement.

Le passeport est conçu pour permettre l'inscription par le truchement des organismes d'autorégulation dans les territoires où les aménagements nécessaires existent. La société ou la personne physique dont l'un de ces territoires est le territoire principal traiterait avec l'organisme d'autorégulation avec lequel elle traite normalement dans ce territoire pour s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en vertu du Règlement 11-102.

ii) Disposition transitoire – Application automatique des conditions imposées par l'autorité principale

L'article 6.9 du Règlement 11-102 reporte l'application automatique des conditions de l'autorité principale dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal jusqu'à la date tombant 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102. Ce report vise à donner aux sociétés et aux personnes physiques le temps de demander à l'autorité du territoire autre que le territoire principal une dispense de l'application de l'article 6.5 du Règlement 11-102. Il s'ensuit que la société ou la personne physique qui ne demande pas de dispense ne sera généralement assujettie qu'aux conditions imposées par l'autorité principale.

iii) Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.10 du Règlement 11-102, la société étrangère qui était inscrite dans une catégorie dans plusieurs territoires du Canada avant la date d'entrée en vigueur de la partie 6 doit présenter des renseignements sur son autorité principale au moyen du formulaire prévu par le projet d'Annexe 33-109A6, qui sera révisée à cet effet. En présentant ces renseignements, la société étrangère désigne son autorité principale conformément à l'article 6.1 du Règlement 11-102 et en avise les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables. Le paragraphe 2 de l'article 6.10 permet à la société étrangère de ne présenter ces renseignements qu'à l'autorité principale au lieu de l'autorité du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal.

iv) Dispositions applicables

Le projet de Règlement 31-103 que les ACVM ont publié une deuxième fois pour consultation le 29 février 2008 vise à harmoniser la plupart des obligations réglementaires imposées aux personnes inscrites. Ce projet de règlement contient des dispositions et des exceptions qui ne s'appliquent que dans certains territoires et sont clairement signalées. Qui plus est, certains territoires peuvent avoir des obligations d'inscription particulières prévues par leur loi sur les valeurs mobilières ou des règlements d'application locale.

Passeport pour les demandes de dispense discrétionnaire

Compte tenu des projets de modifications relatives au passeport pour l'inscription et de la mise en œuvre du projet de Règlement 31-103 qui devrait avoir lieu simultanément, les autorités sous le régime de passeport proposent également de modifier :

- le Règlement 11-102, pour faire en sorte que l'autorité principale pour l'inscription traite les demandes de dispense courantes présentées avec toute demande d'inscription;
- l'Annexe D du Règlement 11-102, pour ajouter les dispositions pertinentes du projet de Règlement 31-103 et les autres dispositions équivalentes relatives à l'inscription à la liste des dispositions équivalentes dont la personne inscrite peut obtenir une dispense discrétionnaire applicable automatiquement dans les territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal en vertu de la partie 4 du Règlement 11-102.

Instruction générale 11-204

Les ACVM proposent de mettre en œuvre de nouvelles procédures de prise de décision pancanadienne en matière d'inscription en établissant l'Instruction générale 11-204 dans tous les territoires. Cette instruction générale s'articule avec le Règlement 11-102. Les procédures prévoient un mode d'interaction grâce auquel :

- les personnes inscrites dans les territoires sous le régime de passeport pourront s'inscrire en Ontario;
- les personnes inscrites en Ontario pourront s'inscrire dans les territoires sous le régime de passeport.

Pour les personnes inscrites dans les territoires sous le régime de passeport, le mode d'interaction serait analogue au RIC. De manière générale, il leur permettrait de ne traiter qu'avec leur autorité principale pour accéder à l'Ontario.

Pour les participants au marché de l'Ontario, le mode d'interaction donnerait directement accès aux territoires sous le régime de passeport en vertu du Règlement 11-102. Ces personnes pourraient donc traiter avec la CVMO comme autorité principale pour s'inscrire automatiquement dans ces territoires.

Les personnes inscrites étrangères pourraient accéder aux marchés des capitaux du Canada en traitant avec une autorité principale de la même façon que les participants au marché du territoire de cette autorité.

Description des autres modifications

Les autorités sous le régime de passeport proposent de modifier le Règlement 11-102 et l'Instruction générale 11-102, et les ACVM, de modifier l'Instruction générale 11-202 pour résoudre les questions qui se sont posées depuis la mise en œuvre du Règlement 11-102. Les autres modifications du Règlement 11-102 comprennent ce qui suit :

- l'abrogation des dispenses des obligations d'information continue et de prospectus non harmonisées, parce que ces obligations n'existeront plus ou que les autorités sous le régime de passeport concernées ont déterminé qu'elles devraient encore s'appliquer dans leur territoire;
- la modification de la définition de « règlement canadien sur le prospectus » pour y ajouter la Norme canadienne 71-101, *Régime d'information multinational*, ce qui élargit le passeport aux placements sous le régime d'information multinational;
- les ajustements nécessaires aux dispositions équivalentes de l'Annexe D.

La modification de l'Instruction générale 11-202 tient compte des pratiques administratives que les ACVM ont adoptées depuis que les autorités sous le régime de passeport ont mis en œuvre le Règlement 11-102.

La plupart des modifications de l'Instruction générale 11-203 découlent du projet de modification du Règlement 11-102 visant la mise en œuvre du passeport pour l'inscription. Les autres visent à résoudre des questions qui se sont posées depuis la mise en œuvre du passeport pour les émetteurs.

Les ACVM comptent aussi modifier le Règlement 31-102 et le Règlement 33-109, y compris ses annexes et l'instruction générale y relative, pour :

- permettre aux sociétés, et aux personnes physiques qui se prévalent d'une dispense pour difficultés temporaires, de présenter leurs renseignements dans un format de substitution et non en format papier;
- permettre aux sociétés étrangères de désigner leur autorité principale à la rubrique A du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6;
- adapter ces textes, de manière générale, au régime instauré par le Règlement 11-102, en y ajoutant par exemple la notion d'« autorité principale » et en autorisant les sociétés à ne présenter qu'à leur autorité principale un avis de changement au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.

Les ACVM comptent également apporter de plus amples modifications au projet de Règlement 31-103 et à son instruction générale, qui ont été publiés une deuxième fois pour consultation le 29 février 2008. Les modifications additionnelles proposées consisteraient notamment à :

- conformer la définition d'« autorité principale » prévue par le Règlement 31-103 à la notion d'« autorité principale » du projet de partie 6 du Règlement 11-102;
- supprimer l'obligation de donner un avis de détermination de l'autorité principale pour se prévaloir de la dispense fondée sur la mobilité prévue par le Règlement 31-103;

- instaurer une obligation de donner avis que l'on entend se prévaloir de la dispense fondée sur la mobilité prévue par le Règlement 31-103, comme sous le régime du Règlement 11-101;
- indiquer dans l'instruction générale que les sociétés ont la permission de ne donner les avis et de ne transmettre les documents prévus à la partie 4 du projet de Règlement 31-103 qu'à leur autorité principale;
- tenir compte de l'abrogation du RIC.

Coûts et avantages prévus

Les autorités sous le régime de passeport s'attendent à ce que le passeport pour l'inscription améliore l'efficacité de la réglementation des marchés des capitaux et la simplifie pour les personnes inscrites. Grâce aux outils offerts par le passeport, nous pouvons prendre des décisions plus rapidement et rendre nos procédures plus efficaces et homogènes pour les personnes inscrites.

Nous n'avons pas effectué d'analyse coûts-avantages du passeport pour l'inscription. Nous avons conçu en collaboration avec la CVMO les modes d'interaction pour les personnes inscrites en Ontario qui souhaitent traiter avec des clients dans les territoires sous le régime de passeport et vice-versa. Les modes d'interaction rendent le régime de réglementation des valeurs mobilières aussi efficace et efficace que possible dans les circonstances pour toutes les personnes inscrites qui souhaitent traiter avec des clients à la fois dans les territoires sous le régime de passeport et en Ontario.

Consultation

Nous invitons les personnes intéressées à formuler des commentaires sur les projets de modification du Règlement 11-102, de l'Instruction générale 11-102, de l'Instruction générale 11-202 et de l'Instruction générale 11-203, la nouvelle Instruction générale 11-204 et les projets d'abrogation.

Transmission des commentaires

Veillez présenter vos commentaires par écrit :

- sur le règlement modifiant le Règlement 11-102, la nouvelle Instruction générale 11-204, la modification de l'Instruction générale 11-102 et la modification de l'Instruction générale 11-202, la modification de l'Instruction générale 11-203 et au plus tard le **17 septembre 2008**;
- sur l'abrogation du RIC au plus tard le **17 octobre 2008**.

Veillez les adresser aux membres des ACVM suivants :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Saskatchewan Financial Services Commission
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Autorité des marchés financiers
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
 Nova Scotia Securities Commission
 Office of the Attorney General, Île-du-Prince-Édouard
 Financial Services Regulation Division, Consumer and Commercial Affairs Branch,
 Department of Government Services, Terre-Neuve-et-Labrador
 Registraire des valeurs mobilières, Gouvernement du Yukon
 Registraire des valeurs mobilières, ministère de la Justice, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Registraire des valeurs mobilières, Bureau d'enregistrement, ministère de la Justice,
Gouvernement du Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux deux adresses ci-dessous, et ils seront distribués aux autres autorités.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514-864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Télécopieur : 604-899-6506
Courrier électronique : lmercier@bcsc.bc.ca

Si n'envoyez pas vos commentaires par courriel, veuillez également les fournir sur disquette ou CD (format Microsoft Word).

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser aux personnes suivantes :

Sylvia Pateras
Avocate
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 2536
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
604-899-6643
lmercier@bcsc.bc.ca

Gary Crowe
Senior Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403-297-2067
gary.crowe@seccom.ab.ca

Barbara Shourounis
Director
Saskatchewan Financial Services Commission
306-787-5842
bshourounis@sfsc.gov.sk.ca

Doug Brown
Directeur
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204-945-0605
doug.brown@gov.mb.ca

Dirk de Lint
Senior Legal Counsel
Ontario Securities Commission
416-593-8090
ddelint@osc.gov.on.ca

Susan W. Powell
Avocate
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
506-643-7697
susan.powell@nbsc-cvmnb.ca

Shirley Lee
Securities Analyst
Nova Scotia Securities Commission
902-424-5441
leesp@gov.ns.camailto:

Katharine Tummon
Director
Consumer, Corporate and Insurance Services
Prince Edward Island Securities Office
902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Doug Connolly
Deputy Superintendent of Securities
Government of Newfoundland & Labrador
Department of Government Services
Financial Services Regulation Division
709-729-4909
connolly@gov.nl.ca mailto:

Frederik Pretorius
Registraire des valeurs mobilières, Yukon
867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Gary MacDougall
Director, Legal Registries
Registraire des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
867-873-7490
gary_macdougall@gov.nt.ca

Bruce MacAdam
Legal Registries Counsel
Registraire des valeurs mobilières, Nunavut
867-975-6586
bmacadam@gov.nu.ca

Le 18 juillet 2008

*Règlement 11-102 sur le régime de passeport***Liste des intervenants**

1. Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM)
2. Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
3. Association des banquiers canadiens
4. BMO Nesbitt Burns Inc., division des services aux particuliers
5. Borden Ladner Gervais -- Groupe Valeurs mobilières et marchés financiers de Toronto¹
6. Edward Jones
7. L'Institut des fonds d'investissement du Canada
8. Société financière IGM Inc.²

¹ Mémoire adressé aux autorités sous le régime de passeport et à la CVMO en réponse à l'avis de la CVMO intitulé OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

² Mémoire adressé aux autorités sous le régime de passeport et mémoire similaire adressé à la CVMO en réponse à l'avis de la CVMO intitulé OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

**Résumé des commentaires et réponses
sur la partie inscription du
Règlement 11-102 sur le régime de passeport
(le « Règlement 11-102 »)**

Les autorités sous le régime de passeport ont pris le Règlement 11-102 le 17 mars 2008 pour établir le régime de passeport pour les émetteurs, soit les volets information continue, prospectus et dispenses discrétionnaires. Le Règlement 11-102 publié pour consultation le 28 mars 2007 comportait aussi des dispositions instaurant le passeport pour l'inscription. On trouvera ci-après un résumé des commentaires reçus sur cette première publication ainsi que de nos réponses³.

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
1.	Mode d'interaction avec l'Ontario	Trois intervenants ont exprimé des réserves à propos du projet d'abrogation du régime d'inscription canadien (RIC), particulièrement sur le fait que la CVMO n'instaure pas le régime de passeport. Ils ont fait valoir que les améliorations apportées par ce régime devraient être intégrées au RIC ou que nous devrions conserver le RIC à moins que nous ne puissions concevoir un mode d'interaction simple et pratique avec l'Ontario. Ils ont également recommandé que les ACVM fournissent des indications sur la façon dont les deux régimes interagiraient.	<p>Les autorités sous le régime de passeport comptent mettre en œuvre le passeport pour l'inscription même si la CVMO ne prévoit pas prendre le Règlement 11-102. Les ACVM entendent également abroger le RIC. Toutefois, afin de rendre le régime le plus efficient et efficace possible dans les circonstances pour tous les participants au marché désireux d'accéder aux marchés financiers aussi bien des territoires sous le régime de passeport que de l'Ontario, les autorités sous le régime de passeport et la CVMO ont travaillé de concert à l'élaboration de modes d'interaction entre les territoires sous le régime de passeport et l'Ontario.</p> <p>L'Instruction générale 11-204 établirait les procédures d'inscription dans plusieurs territoires pour les participants au marché établis dans des territoires sous le régime de passeport et en Ontario.</p>

³ Les mémoires sont disponibles sur le site Web de l'Alberta Securities Commission (www.albertasecurities.com). Le résumé des commentaires et les réponses des ACVM concernant le régime de passeport en général et le passeport pour les émetteurs en particulier sont disponibles sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers (www.lautorite.qc.ca) en annexe à l'avis de publication du Règlement 11-102 en date du 25 janvier 2008.

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
2.	Conditions harmonisées	Un intervenant s'est dit préoccupé par le fait que, dans le cadre du régime de passeport, la radiation de l'inscription, d'office ou sur demande, les modifications de l'inscription et tout autre changement apporté aux conditions de l'inscription pourraient varier selon les territoires, puisque les conditions qui sont actuellement imposées par une autorité autre que l'autorité principale au moyen d'un règlement amiable conclu ou d'une décision prise avant la mise en œuvre du régime continueraient de s'appliquer uniquement dans le territoire autre que le territoire principal.	<p>L'Instruction générale 11-204 conserverait les procédures appliquées sous le RIC de façon à offrir aux personnes inscrites dans les territoires sous le régime de passeport un accès efficace et coordonné à l'Ontario. Le projet de partie 6 du Règlement 11-102 donnerait aux personnes inscrites en Ontario un accès direct aux territoires sous le régime de passeport aux termes des décisions de la CVMO agissant comme autorité principale. Ces modes d'interaction correspondent à ceux du régime de passeport pour les émetteurs.</p> <p>Nous proposons une période de transition de 30 jours après laquelle les conditions en vigueur dans le territoire principal d'une personne inscrite s'appliqueraient automatiquement dans les territoires de ses autorités autres que l'autorité principale. Les conditions imposées par ces dernières cesseraient alors de s'appliquer, sauf celles imposées en vertu d'un règlement amiable ou d'une décision rendue à l'issue d'une audience. Nous avons conservé cette exception parce qu'il ne faudrait pas, selon nous, annuler « par effet de la loi » des conditions sanctionnant une conduite ou une activité illégale dans un territoire.</p> <p>Nous faisons toutefois remarquer que les personnes inscrites se voient rarement imposer ce type de conditions. Qui plus est, dans les rares cas où ces conditions existent, elles ne varient selon les territoires que si l'autorité principale décide, après examen, de ne pas imposer les mêmes conditions que l'autorité autre que l'autorité principale.</p> <p>En outre, nous nous attendons à ce que la mise en œuvre du projet de <i>Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription</i> amène les autorités en valeurs mobilières à imposer moins de conditions et, le cas échéant, à ce que les conditions soient en grande partie uniformes d'un territoire à l'autre.</p>

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
3.	Consultation entre les autorités sous le régime de passeport	Un intervenant a demandé que l'autorité principale ne soit pas tenue de consulter une autre autorité avant de prendre une décision relative à l'inscription.	Le régime proposé n'obligerait pas l'autorité principale à consulter les autorités sous le régime de passeport autres que l'autorité principale avant de prendre une décision sur une inscription.
4.	Droits	Quatre intervenants ont recommandé que, sous le régime de passeport, les droits exigibles dans les territoires autres que le territoire principal soient supprimés ou réduits parce qu'ils estiment que, sous ce régime, les autorités autres que l'autorité principale n'auront pas de tâches à effectuer ou en auront moins qu'à l'heure actuelle. Un intervenant a reconnu que les droits soutiennent l'ensemble du système réglementaire et a proposé que les participants au marché acquittent la totalité des droits auprès de l'autorité principale. Un autre intervenant s'est prononcé contre cette formule dans le cas des sociétés inscrites.	<p>Le projet de régime de passeport maintient le <i>statu quo</i> en ce qui a trait aux droits applicables à l'inscription. Pour les demandes de dispenses visées par le Règlement 11-102, les personnes inscrites ne paieront les droits que dans leur territoire principal.</p> <p>Le protocole d'entente intergouvernemental sur la réglementation des valeurs mobilières (régime de passeport) prévoit que les droits seront réexaminés afin de déterminer s'il convient de les ajuster aux objectifs de ce régime. Le Conseil des ministres signataires du protocole a demandé aux ACVM d'examiner le barème des droits de leurs membres et de présenter aux ministres les modifications qu'elles proposent d'y apporter. Les ACVM mènent actuellement cet examen et feront rapport aux ministres.</p> <p>Tous les droits des personnes physiques sont payés au moyen de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), qui offre un guichet d'accès unique pour ces paiements.</p> <p>Lorsqu'une société demande à s'inscrire ou souhaite s'inscrire automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport, l'Instruction générale 11-204 lui donne la possibilité de payer les droits applicables dans chaque territoire par chèque ou au moyen de la BDNI. Par la suite, elle paie au moyen de la BDNI.</p>

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
5.	Questions liées à la mise en œuvre du passeport pour l'inscription si l'Ontario ne prend pas le Règlement 11-102	Deux intervenants ont posé des questions précises au sujet de la mise en œuvre du régime de passeport pour l'inscription sans la participation de l'Ontario :	
		a. Une personne physique au service d'une société dont le siège est situé en Ontario peut-elle participer au régime?	a. Oui.
		b. Dans l'affirmative, quelle serait l'autorité principale à l'égard de la personne physique, et la société serait-elle assujettie à une autorité principale dans chaque territoire où elle compte des représentants?	b. L'autorité principale à l'égard de la personne physique sera généralement l'autorité en valeurs mobilières du territoire où son bureau principal se situe (y compris l'Ontario). Sous le régime de passeport, toute société n'a qu'une autorité principale, qui est généralement l'autorité en valeurs mobilières du territoire où son siège se situe (y compris l'Ontario).
		c. De quelle façon une société dont le siège et la majorité des représentants sont en Ontario pourra-t-elle décider de participer ou non au régime? Si une société ne peut pas participer au régime à cause du lieu de son siège, sera-t-elle tenue de déposer des documents?	c. Nous avons supprimé la disposition permettant aux sociétés de se retirer du régime de passeport. Nous l'avons remplacée par une disposition en vertu de laquelle les conditions de l'autorité principale s'appliquent automatiquement dans les territoires autres que le territoire principal et donné aux sociétés et aux personnes physiques inscrites dans plusieurs territoires un délai de 30 jours à compter de l'entrée en vigueur du Règlement 11-102 pour demander une dispense de l'application automatique des conditions de l'autorité principale dans les territoires autres que le territoire principal.
		d. Si une société choisit de ne pas participer au régime et que l'Ontario décide d'adhérer au régime, la société pourra-t-elle revenir sur sa décision?	d. Comme nous l'indiquons dans notre réponse au point c, ci-dessus, cette situation n'est plus envisagée.

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
e.		De quelle façon mettra-t-on la BDNI à jour pour qu'elle tienne compte des inscriptions qui seront effectuées automatiquement sous le régime de passeport? En quoi le système sera-t-il différent, compte tenu en particulier du fait que les résidents de l'Ontario ne pourront pas participer au régime?	e. Lorsque nous avons mis en œuvre le RIC, nous avons apporté des modifications à la BDNI pour permettre à l'autorité principale d'enregistrer certaines décisions des autorités autres que l'autorité principale en matière d'inscription des personnes physiques. Sous le régime de passeport, nous améliorerions la BDNI en faisant en sorte que les autorités autres que l'autorité principale, sauf la CVMO, n'aient plus à signifier leur intention de participer à la décision avant que l'autorité principale ne l'enregistre. Nous pouvons le faire parce que, sous le régime de passeport, les autorités autres que l'autorité principale (sauf la CVMO) n'ont plus à signifier leur participation. Cette modification accélérera la procédure d'inscription dans plusieurs territoires pour les personnes physiques résidant en Ontario. En ce qui concerne les personnes physiques résidant hors de l'Ontario, la CVMO sera la seule autorité en valeurs mobilières qui devra signifier son intention de participer. Selon l'Instruction générale 11-204, elle le fera habituellement dans un délai d'un jour ouvrable après avoir reçu le projet de décision de l'autorité principale. Le bureau ontarien de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM), successeur de l'ACCOVAM, est actuellement à déterminer quel sera son délai de signification en pareil cas.
6.	Questions de transition liées à l'inscription	Deux intervenants ont fait valoir que la période de transition de 30 jours prévue par le projet de règlement, pendant laquelle les sociétés peuvent faire part de leur intention de ne pas participer au régime de passeport, est trop courte et qu'elle devrait être de 180 jours ou plus.	Comme nous l'indiquons ci-dessus, nous avons supprimé la disposition permettant aux personnes inscrites de se retirer du régime de passeport.
7.	Questions techniques concernant l'inscription	Un intervenant a soulevé plusieurs questions techniques concernant l'inscription :	

Commentaires

N°	Thèmes	Commentaires	Réponses
		<p>a. Quels renseignements une personne physique devra-t-elle fournir dans la BDNI pour s'inscrire dans d'autres territoires?</p> <p>b. L'ACCOVAM continuera-t-elle à approuver l'inscription des personnes physiques avant que celles-ci soient inscrites par leur autorité principale dans les territoires qui ne délèguent pas la fonction d'inscription à l'ACCOVAM?</p> <p>c. Les mots « à la date du dépôt » figurant à l'article B2.3 de l'Annexe B de l'instruction générale désignent-ils la date de l'inscription dans un territoire autre que le territoire principal?</p> <p>d. Où doit-on demander la tenue d'une audience lorsque l'ACCOVAM inscrit des sociétés ou des personnes physiques dans un territoire?</p>	<p>a. La personne physique devrait fournir les mêmes renseignements qu'à l'heure actuelle en faisant les présentations de renseignements à la BDNI existantes.</p> <p>b. Nous ne prévoyons pas changer cette procédure. Sous le régime de passeport, l'autorité principale prendrait ses décisions en matière d'inscription de la même façon qu'à l'heure actuelle.</p> <p>c. Nous supprimerions l'Annexe 11-102A1. Les sociétés utiliseraient plutôt le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, ou une partie de ce formulaire, pour s'inscrire dans un autre territoire. Nous avons également supprimé les mots « à la date du dépôt » et rendu l'inscription des sociétés valide dans un territoire autre que le territoire principal lorsque la réception des renseignements est confirmée, c'est-à-dire lorsque la BDNI indique que la société est inscrite dans le territoire.</p> <p>d. Nous ne prévoyons pas changer la procédure actuelle.</p>
8.	Délégation de l'inscription à des organismes d'autoréglementation (OAR)	Trois intervenants ont soutenu que tous les membres des ACVM devraient envisager de déléguer leur fonction d'inscription à l'ACCOVAM afin qu'il y ait un seul point d'accès dans chaque territoire et un mode de fonctionnement commun et cohérent.	La délégation n'entre pas dans le champ du projet de passeport. Les autorités en valeurs mobilières qui ont délégué des fonctions d'inscription à l'OCCRV, successeur de l'ACCOVAM, l'ont fait en vertu d'une disposition habilitante de leur législation en valeurs mobilières. Toute délégation supplémentaire est à l'appréciation de l'autorité en valeurs mobilières concernée et doit être conforme aux pouvoirs que la loi lui confère.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c.V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 3^o, 4.1^o, 8^o, 11^o, 25^o, 26^o, 33^o, 33.4^o, 33.5^o, 33.7^o, 33.8^o et 34^o; 2007, c.15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

1. L'article 1.1 du Règlement 11-102 sur le régime de passeport est modifié :

1^o par le remplacement, dans la définition de « autorité principale », de « 3 ou 4 » par « 3, 4 ou 6 »;

2^o par l'insertion, après la définition de « autorité principale », des définitions suivantes :

« « bureau principal » : le bureau de la société parrainante où une personne physique exerce la majorité de ses activités;

« catégorie » : toute catégorie d'inscription visée à l'article 2.1, 2.3, 2.6 ou 2.7 du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription ou aux paragraphes 1 à 3 de l'article 25 ou 2 à 5 de l'article 26 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario¹; »;

3^o par l'insertion, après la définition de « disposition équivalente », de la définition suivante :

« « personne physique étrangère » : toute personne physique dont le bureau principal est situé à l'étranger; »;

4^o par l'insertion, après le paragraphe *d* de la définition de « règlement canadien sur le prospectus », du paragraphe suivant :

« *d.1)* la Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational; »;

5^o par l'insertion, après la définition de « SEDAR », des définitions suivantes :

« « société » : toute personne inscrite ou demandant à s'inscrire comme courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement dans son territoire principal;

« société étrangère » : toute société dont le siège est situé à l'étranger;

« société parrainante » : une société parrainante au sens du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription; ».

2. L'intitulé de la partie 2 et l'article 2.1 de ce règlement sont abrogés.

3. L'article 3.4 de ce règlement est abrogé.

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.4, de l'article suivant :

« 4.4.1. Autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire présentée avec une demande d'inscription

¹ Les dispositions de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario citées dans la définition de « catégorie » sont prévues par le projet de modification de cette loi que le gouvernement ontarien a publié pour consultation le 24 avril 2008. Si l'Assemblée législative de l'Ontario les promulgue, les catégories d'inscription en Ontario seront prévues par la Loi sur les valeurs mobilières plutôt que le Règlement 31-103.

Malgré l'article 4.4, si une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition visée au paragraphe *a* ou *b* relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est déterminée conformément à l'article 6.1 :

- a)* la partie 4 du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription;
- b)* la partie 2 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

5. L'article 4.5 de ce règlement est modifié :

1° dans le paragraphe 1, par le remplacement du mot « Si » par les mots « Malgré les articles 4.4 et 4.4.1, si » et de « 4.2, 4.3 ou 4.4 » par « 4.2, 4.3, 4.4 ou 4.4.1 »;

2° dans le paragraphe 2, par l'insertion, après les mots « Malgré le paragraphe 1, », des mots « et les articles 4.4 et 4.4.1 » et par le remplacement de « 4.2, 4.3 ou 4.4 » par « 4.2, 4.3, 4.4 ou 4.4.1 ».

6. L'article 4.6 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « Si » par les mots « Malgré les articles 4.4 et 4.4.1 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 4.5, si ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 5.1, de ce qui suit :

« PARTIE 6 INSCRIPTION

« 6.1. Autorité principale pour l'inscription

1) Pour l'application des dispositions de la présente partie, l'autorité principale est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire suivant :

- a)* dans le cas d'une société, celui dans lequel son siège est situé;
- b)* dans le cas d'une personne physique, celui dans lequel son bureau principal est situé.

2) Malgré le paragraphe 1, l'autorité principale d'une société étrangère est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire du Canada que cette société a désigné comme son territoire principal dans celui des formulaires suivants qu'elle a le plus récemment présenté :

- a)* le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5² du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;
- b)* le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6³.

3) Malgré le paragraphe 1, l'autorité principale d'une personne physique étrangère est celle de sa société parrainante.

« 6.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription

Malgré le paragraphe 1 de l'article 6.1, si l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable donne un avis écrit désignant l'autorité principale d'une société ou

² Il s'agit du projet d'Annexe 33-109A5, Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A6, du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription publié pour consultation corrélativement au deuxième projet de Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription.

³ Il s'agit du projet d'Annexe 33-109A6, Demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion (valeurs mobilières et (ou) dérivés), du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription publié pour consultation corrélativement au deuxième projet de Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription.

d'une personne physique, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné dans l'avis est l'autorité principale à compter de la plus éloignée des dates suivantes :

- a)* la date à laquelle la société ou la personne physique reçoit l'avis;
- b)* la date d'effet indiquée dans l'avis, le cas échéant.

« 6.3. Inscription des sociétés

1) Toute société est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans son territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a)* elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;
- b)* réception du formulaire a été confirmée.

2) La société doit payer les droits exigibles lorsqu'elle présente le formulaire visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la société peut présenter le formulaire à l'autorité principale.

4) Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux sociétés inscrites dans la catégorie de courtier d'exercice restreint.

« 6.4. Inscription des personnes physiques

Toute personne physique qui agit pour le compte de sa société parrainante est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans son territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a)* la société parrainante est inscrite dans le territoire intéressé dans la même catégorie que dans son territoire principal;
- b)* la personne physique a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2⁴ ou à l'Annexe 33-109A4 conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

« 6.5. Conditions de l'inscription

1) La société ou la personne physique qui est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans le territoire principal est assujettie aux conditions, restrictions ou obligations auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire intéressé.

2) Les conditions, restrictions ou obligations visées au paragraphe 1 s'appliquent jusqu'à la plus rapprochée des dates suivantes :

- a)* la date à laquelle l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable qui les a imposées les annule;
- b)* leur date d'expiration.

⁴ Il s'agit du projet d'Annexe 33-109A2, Modification ou abandon de catégories d'inscription, du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription publié pour consultation corrélativement au deuxième projet de Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription.

« **6.6. Suspension**

La suspension de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne sa suspension dans le territoire intéressé.

« **6.7. Radiation d'office**

La radiation d'office de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne sa radiation dans le territoire intéressé.

« **6.8. Radiation sur demande**

L'inscription d'une société ou d'une personne physique qui est, dans le territoire intéressé, inscrite dans la même catégorie que dans le territoire principal et qui, à sa demande, obtient dans ce dernier la radiation de son inscription par l'autorité principale est radiée dans le territoire intéressé.

« **6.9. Disposition transitoire – Conditions en vigueur dans les territoires autres que le territoire principal**

1) L'article 6.5 ne s'applique pas avant le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie] aux sociétés et personnes physiques inscrites dans le territoire intéressé avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente partie].

2) Malgré le paragraphe 1, l'article 6.5 ne s'applique pas à une société ou à une personne physique après le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie] lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la société ou la personne physique demande une dispense de l'application de cet article à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable au plus tard le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie];

b) l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable n'a pas rejeté la demande et celle-ci n'a pas été retirée.

3) Les conditions, restrictions ou obligations auxquelles l'inscription d'une société ou d'une personne physique inscrite dans le territoire intéressé avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente partie] était subordonnée, le cas échéant, avant le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie] cessent de s'appliquer à compter de cette date, sauf les suivantes :

a) celles qui sont prévues par un règlement amiable intervenu entre la société ou la personne physique et l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable;

b) celles qui sont prévues par une décision relative à la société ou à la personne physique rendue par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable à l'issue d'une audience.

4) Le paragraphe 3 ne s'applique pas à la société ni à la personne physique qui demande une dispense conformément au paragraphe 2, sauf dans les cas suivants :

a) l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable a rejeté la demande;

b) la demande a été retirée.

« 6.10. Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

1) La société étrangère qui était inscrite dans une catégorie dans le territoire intéressé et un autre territoire du Canada avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente partie] présente, au plus tard le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente partie], les renseignements visés à la rubrique A de l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la société étrangère peut présenter les renseignements à l'autorité principale. ».

7. L'Annexe A de ce règlement est abrogée.

8. L'Annexe B de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis de l'Île-du-Prince-Édouard par le suivant :

« Articles 94 (*Prospectus required*) et 95 (*Filing prospectus without distribution*) »;

2° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis du Yukon par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) »;

3° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis des Territoires du Nord-Ouest par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) »;

4° par le remplacement du paragraphe vis-à-vis du Nunavut par le suivant :

« Articles 94 (Prospectus obligatoire) et 95 (Dépôt de prospectus sans placement) ».

9. L'Annexe C de ce règlement est abrogée.

10. L'Annexe D de ce règlement est remplacée par la suivante :

ANNEXE D

DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES

Sauf indication contraire, les dispositions indiquées sont celles de la Loi sur les valeurs mobilières du territoire concerné.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
SEDAR	Règlement 13-101												
Fonctionnement du marché	Règlement 21-101 (seulement les parties 6, 7 à 11 en ce qui concerne les SNP, et 13)												
Règles de négociation	Règlement 23-101 (seulement les parties 4 et 8 à 11)												
Appariement et règlement des opérations institutionnelles	Règlement 24-101												
Base de données nationale d'inscription (BDNI)	Règlement 31-102												
Obligations d'inscription	Règlement 31-103 (sauf dispositions ci-dessous) (pas encore en vigueur)												
Catégories de courtiers et de placeurs	art. 2.1 du Règlement 31-103											par. 1 de l'art. 25 et 2 à 4 de l'art. 26	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Catégories de conseillers	art. 2.3 du Règlement 31-103												par. 2 de l'art. 25 et 5 de l'art. 26
Catégorie de société de gestion	art. 2.6 du Règlement 31-103												par. 3 de l'art. 25
Catégories de personnes physiques	art. 2.7 du Règlement 31-103												par. 1 et 2 de l'art. 25
Inscription de la personne désignée responsable	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 4 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Inscription du chef de la conformité	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103			par. 5 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103
Adhésion du courtier en épargne collective à l'ACCFM	art. 3.2 du Règlement 31-103				s.o.	art. 3.2 du Règlement 31-103							
Assurance – courtier en plan de bourses d'études seulement	art. 4.21 du Règlement 31-103				s.o.	art. 4.21 du Règlement 31-103							

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Traitement des plaintes		art. 5.28 du Règlement 31-103			art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.28 du Règlement 31-103					art. 5.28 du Règlement 31-103			
Traitement des plaintes		art. 5.29 du Règlement 31-103			art. 168.1.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.29 du Règlement 31-103					art. 5.29 du Règlement 31-103			
Traitement des plaintes		art. 5.30 du Règlement 31-103			art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.30 du Règlement 31-103					art. 5.30 du Règlement 31-103			
Traitement des plaintes		art. 5.31 du Règlement 31-103			art. 168.1.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.31 du Règlement 31-103					art. 5.31 du Règlement 31-103			

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Suspension de l'autorisation de l'ACCOVAM	art. 7.3 du Règlement 31-103												sous-par. 2 et 3 du par. 1 de l'art. 30
Suspension de l'autorisation de l'ACCFM	art. 7.4 du Règlement 31-103				s.o.	art. 7.4 du Règlement 31-103							sous-par. 2 et 3 du par. 1 de l'art. 30
Conseils généraux	par. 2 de l'art. 8.14 du Règlement 31-103												par. 2 de l'art. 34
Conflits d'intérêts chez les placeurs	Règlement 33-105												
Renseignements sur l'inscription	Règlement 33-109												
Information à fournir dans le prospectus	Règlement 41-101 (sauf dispositions ci-dessous)												
Attestation de l'émetteur	par. 1 de l'art. 5.3 du Règlement 41-101												art. 58
Attestation de l'émetteur constitué sous forme de société par actions	par. 1 de l'art. 5.4 du Règlement 41-101												art. 58
Attestation de l'émetteur visé par une prise de contrôle inversée	art. 5.8 du Règlement 41-101												s.o.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Attestation du placeur													par. 1 de l'art. 59
Attestation du promoteur													art. 58
Transmission de la modification													par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus provisoire													par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif													par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif													par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus													par. 2.1 de l'art. 57
Interdiction de refuser le visa													par. 2.1 de l'art. 57 et par. 3 de l'art. 61
Interdiction de placer des titres													par. 2.2 de l'art. 57
Transmission du prospectus provisoire et liste de distribution													art. 66 et 67
Date de caducité													art. 62

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information sur les droits	art. 18.1 du Règlement 41-101												art. 60
Information concernant les projets miniers	Règlement 43-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié	Règlement 44-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus préalable	Règlement 44-102												
Fixation du prix après le visa	Règlement 44-103												
Obligations relatives aux placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion	Règlement 45-101												
Revente de titres	Règlement 45-102												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information concernant les activités pétrolières et gazières	Règlement 51-101												
Obligations d'information continue	Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous)												
Annonce publique du changement important	art. 7.1 du Règlement 51-102												art. 75 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1.1 de l'art. 3 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation	Règlement 52-107 (sauf dispositions ci-dessous)												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Principes comptables acceptables	art. 3.1 du Règlement 52-107												par. 1 de l'art. 2 du <i>Regulation 1015 (General)</i> et art. 3.1 du Règlement 52-107
Surveillance des vérificateurs	Règlement 52-108												
Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires	Règlement 52-109												
Comité de vérification	Règlement 52-110												
Communication avec les propriétaires véritables	Règlement 54-101												
Système électronique de déclaration des initiés (SEDI)	Norme canadienne 55-102												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclarations d'initiés pour certaines opérations sur dérivés (MA) – Exigence de déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87												art. 2.1 du Règlement 55-103
MA – Contrats demeurant en vigueur	art. 87.1												art. 2.3 du Règlement 55-103
MA – Contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87												art. 2.4 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 à 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												art. 3.1 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur	art. 87.1 du <i>Securities Act</i> et par. 4 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												art. 3.2 du Règlement 55-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 et 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												art. 3.3 du Règlement 55-103
Information concernant les pratiques en matière de gouvernance													Règlement 58-101
Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières			s.o.			Règlement 61-101				s.o.			Règlement 61-101
Système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés													Règlement 62-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux offres publiques d'achat et de rachat (OPA/OPR) – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique d'achat													par. 1 de l'art. 93.1
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique de rachat													par. 4 de l'art. 93.1
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions antérieures à une offre publique d'achat													par. 1 de l'art. 93.2
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions postérieures à une offre													par. 1 de l'art. 93.3

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Restrictions sur les ventes pendant la durée de l'offre													par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Offre ouverte à tous les porteurs													art. 94
OPA/OPR – Lancement de l'offre													par. 1 et 2 de l'art. 94.1
OPA/OPR – Note d'information													par. 1 à 4 de l'art. 94.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Changement dans l'information													par. 1 de l'art. 94.3

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Avis de changement													par. 4 de l'art. 94.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Modification des conditions													par. 1 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Avis de modification													par. 2 de l'art. 94.4 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Date d'expiration de l'offre en cas d'avis de modification													par. 3 de l'art. 94.4

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Aucune modification après la clôture de l'offre					par. 5 de l'art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 5 de l'art. 94.4
OPA/OPR – Dépôt et transmission de l'avis de changement ou de modification					art. 2.13 du Règlement 62-104								art. 94.5
OPA/OPR – Changement ou modification à l'offre publique d'achat annoncée					par. 1 de l'art. 2.14 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.6
OPA/OPR – Consentement de l'expert – note d'information					par. 2 de l'art. 2.15 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.7
OPA/OPR – Transmission et date des documents d'offre					par. 1 de l'art. 2.16 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.8

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Établissement et transmission de la circulaire des administrateurs													par. 1 à 4 de l'art. 95 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Avis de changement													par. 1 et 2 de l'art. 95.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt de la circulaire des administrateurs ou de l'avis de changement													art. 95.2

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Changement dans l'information de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement					par. 2 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement					par. 3 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.3 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Envoi de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement aux porteurs					par. 5 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 5 de l'art. 96

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Envoi à l'initiateur et dépôt de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement					par. 6 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 6 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de l'avis de changement relatif à la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant					par. 7 de l'art. 2.20 du Règlement 62-104								par. 7 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Consentement de l'expert – circulaire des administrateurs etc.					art. 2.21 du Règlement 62-104								art. 96.1
OPA/OPR – Transmission et date des documents de l'émetteur visé					par. 1 de l'art. 2.22 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 96.2

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Contrepartie					par. 1 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97
OPA/OPR – Surenchère					par. 3 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 97
OPA/OPR – Interdiction de conclure une convention accessoire					art. 2.24 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.1
OPA/OPR – Réduction proportionnelle, prise de livraison et règlement					par. 1 de l'art. 2.26 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.2
OPA/OPR – Financement					par. 1 de l'art. 2.27 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Délai minimal pour le dépôt					art. 2.28 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 98
OPA/OPR – Interdiction de prendre livraison					art. 2.29 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 98
OPA/OPR – Prise de livraison et règlement des titres déposés					art. 2.32 du Règlement 62-104								art. 98.3

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario	
OPA/OPR – Retour des titres déposés													art. 2.33 du Règlement 62-104	art. 98.5
OPA/OPR – Communiqué à la clôture de l'offre													art. 2.34 du Règlement 62-104	art. 98.6
OPA/OPR – Langue des documents d'offre													art. 3.1 du Règlement 62-104	s.o.
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'initiateur													par. 1 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104	art. 98.7 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'émetteur visé													par. 2 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104	par. 2 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Délai de dépôt													par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104	par. 3 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Dépôt des conventions subséquentes					par. 4 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Attestation de la note d'information					par. 1 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99
OPA/OPR – Signature de tous les administrateurs et dirigeants					par. 2 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire des administrateurs					par. 3 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur					par. 4 de l'art. 3.3 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 99
OPA/OPR – Obligation de fournir la liste des porteurs					par. 1 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99.1

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
OPA/OPR – Application de la Loi canadienne sur les sociétés par actions					par. 2 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99.1
OPA/OPR – Système d'alerte					art. 5.2 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 102.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 7.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Acquisitions pendant la durée de l'offre					art. 5.3 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 102.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario		
OPA/OPR – Exemplaires du communiqué et de la déclaration													art. 5.5 du Règlement 62-104	par. 3 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO	
Régime d'information multinational														Norme canadienne 71-101	
Régime de prospectus des organismes de placement collectif														Règlement 81-101 (sauf dispositions ci-dessous)	
Modification du prospectus simplifié provisoire														par. 1 de l'art. 2.2.1 du Règlement 81-101	par. 1 de l'art. 57
Transmission de la modification														art. 2.2.2 du Règlement 81-101	par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié														par. 1 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié														par. 2 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus														par. 3 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 2.1 de l'art. 57
Interdiction de refuser le visa														par. 4 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101	par. 2.1 de l'art. 57 et 3 de l'art. 61

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Date de caducité	art. 2.5 du Règlement 81-101												art. 62
Information sur les droits	art. 2.8 du Règlement 81-101												art. 60
Transmission du prospectus simplifié provisoire et liste de distribution	par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 81-101												art. 66 et 67
Attestation de l'OPC	par. 1 de l'art. 5.1.3 du Règlement 81-101												art. 58
Attestation du promoteur	par. 1 de l'art. 5.1.6 du Règlement 81-101												art. 58
Attestation de l'OPC constitué en personne morale	par. 1 de l'art. 5.1.7 du Règlement 81-101												art. 58
Obligations des organismes de placement collectif	Règlement 81-102												
Fonds marché à terme	Règlement 81-104												
Pratiques commerciales des organismes de placement collectif	Règlement 81-105												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information continue des fonds d'investissement	Règlement 81-106												
Comité d'examen indépendant	Règlement 81-107												
Inscription													
Obligation d'inscription à titre de courtier ou de placeur	sous-par. <i>a</i> et <i>d</i> du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> des par. 1 et 2 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> et <i>d</i> du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 et 149 (pas encore en vigueur, modifiés)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. <i>a</i> et <i>d</i> de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 et par. 2 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>a</i> du par. 1 et par. 2 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 1 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)
Obligation d'inscription à titre de conseiller	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> des par. 1 et 2 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 et 149 (pas encore en vigueur, modifiés)	sous-par. <i>a</i> du par. 2 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. <i>b</i> de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	sous-par. <i>b</i> du par. 1 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 2 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement	sous-par. c du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 (pas encore en vigueur, modifié)	sous-par. a du par. 3 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. c de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 3 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)
Fonds de garantie	art. 23 des <i>Securities Rules</i>	art. 28 des <i>ASC Rules (General)</i>	art. 23 des <i>Regulations</i>	s.o.	art. 196 du Règlement sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié)	art. 27 des <i>General Securities Rules</i>	s.o.	s.o.	art. 98 du <i>Regulation</i>	s.o.	s.o.		art. 110 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Obligations relatives aux dispenses d'inscription													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Opérations sur titres – dispositions générales													
Courtier inscrit agissant pour compte propre	art. 51	s.o.	art. 45	art. 70	s.o.	art. 45	s.o.	s.o.	art. 40	s.o.	s.o.		art. 39

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Information sur les activités de relations avec les investisseurs	art. 52	s.o.					art. 62	s.o.					
Utilisation du nom d'une autre personne inscrite	art. 53	art. 99	art. 49	art. 73	s.o.	art. 49	art. 63	s.o.	art. 44	s.o.		art. 43	
Opérations sur contrats négociables (<i>exchange contracts</i>)													
Opération boursière sur contrats négociables dans le territoire	art. 58	art. 106 et 107	art. 40	s.o.			art. 70.1 (pas encore en vigueur)	s.o.					
Opération boursière sur contrats négociables hors du territoire	art. 59	art. 108 et 109	art. 41	s.o.			art. 70.2 (pas encore en vigueur)	s.o.					

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Prospectus													
Obligation de prospectus	art. 61	art. 110	art. 58	art. 37	art. 11 et 12	art. 58	par. 1 de l'art. 71	art. 94	art. 54	art. 94	art. 94 (pas encore en vigueur)		art. 53
Contenu du prospectus (exposé complet, véridique et clair)	art. 63	art. 113	art. 61	art. 41	art. 13 et 20	art. 61	art. 74	art. 99	art. 57	art. 99	art. 99 (pas encore en vigueur)		art. 56
Communications pendant la période d'attente	art. 78	art. 123	art. 73	art. 38	art. 21 et 22	art. 70	art. 82	art. 97	art. 66	art. 97	art. 97 (pas encore en vigueur)		par. 2 de l'art. 65
Obligation de transmettre le prospectus	art. 83	art. 129	art. 79	art. 64	art. 29, 30, 31 et 32	art. 76	art. 88	par. 1 de l'art. 101	art. 72	par. 1 de l'art. 101	par. 1 de l'art. 101 (pas encore en vigueur)		par. 1 de l'art. 71

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux dispenses de prospectus													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106												s.o.
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106												s.o.
Dépôt d'une déclaration de placement avec dispense	art. 139 des <i>Securities Rules</i> et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 129.1 des <i>ASC Rules (General)</i> et art. 6.1. et 6.3 du Règl. 45-106	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 7 du Règlement et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106								
Information continue													
Vote par procuration	art. 118	art. 157	art. 96	art. 105	s.o.	art. 93	art. 102 et par. 2 de l'art. 103	s.o.	art. 88	s.o.		art. 87	
Exercice du droit de vote	art. 182 des <i>Securities Rules</i>	art. 104	art. 55	art. 79	art. 164 et 165	art. 55	par. 3 à 7 de l'art. 103	art. 163	art. 50	art. 163	art. 163 (pas encore en vigueur)		art. 49

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclarations d'initiés													
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui devient initiée à l'égard d'un émetteur assujéti	par. 2 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 1 de l'art. 182	par. 1 de l'art. 116	art. 109	art. 96	par. 1 de l'art. 113 du <i>Securities Act</i> et art. 172 des <i>General Securities Rules</i>	par. 1 de l'art. 135	par. 1 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 1 de l'art. 108	par. 1 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 1 de l'art. 107
Déclaration d'initié à déposer lors de l'acquisition de titres ou d'un changement dans ceux-ci	par. 5 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 2 de l'art. 182	par. 2 de l'art. 116	art. 109	art. 97	par. 2 de l'art. 113	par. 2 de l'art. 135	par. 2 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 2 de l'art. 108	par. 2 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 2 de l'art. 107
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui est réputée initiée	par. 6 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 3 de l'art. 182	par. 3 de l'art. 116	art. 109	art. 98	par. 4 de l'art. 113	par. 3 de l'art. 135	par. 3 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 3 de l'art. 108	par. 3 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 3 de l'art. 107
Délai de dépôt de la déclaration d'initié	art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> , sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	art. 190 des <i>ASC Rules (General)</i>	par. 1 de l'art. 165 des <i>Regulations</i>	art. 109	art. 171, 171.1, 172 et 174 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 113	art. 5 de la Règle locale 11-502	par. 4 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	art. 108	par. 4 de l'art. 1 du Règlement 55-501	Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		art. 107

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Déclaration de transfert	s.o.	par. 2 de l'art. 182	art. 117	s.o.	art. 102	art. 116	art. 136	s.o.	art. 109		s.o.		art. 108 de la Loi sur les valeurs mobilières et 167 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Déclaration du prête-nom	s.o.	art. 183	art. 118	s.o.	art. 103	art. 117		s.o.	art. 110		s.o.		art. 109 de la Loi sur les valeurs mobilières et 168 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Offres publiques d'achat et de rachat													
Recommandation du conseil d'administration	sous-par. a du par. 1 de l'art. 99	art. 160	art. 100	art. 90	art. 113 et 114	par. 2 de l'art. 105	art. 124	art. 108	art. 92	art. 108	art. 108 (pas encore en vigueur)		art. 95 et 96
Fonds d'investissement – opérations intéressées													
Placements des organismes de placement collectif	art. 121	art. 185	art. 120		s.o.	art. 119	art. 137	s.o.	art. 112		s.o.		art. 111
Placements indirects	art. 122	art. 186	art. 121		s.o.	art. 120	art. 138	s.o.	art. 113		s.o.		art. 112

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Frais de souscription de titres d'organismes de placement collectif	art. 124	art. 189	art. 124		s.o.	art. 123	art. 141	s.o.	art. 116		s.o.		art. 115
Rapport du gestionnaire de l'organisme de placement collectif	art. 126	art. 191	art. 126		s.o.	art. 125	art. 143	s.o.	art. 118		s.o.		art. 117
Restrictions aux opérations avec des personnes responsables	art. 127	art. 192	art. 127		s.o.	art. 126	art. 144	s.o.	art. 119		s.o.		art. 118
Divers													
Confidentialité	art. 169	art. 221	art. 152	par. <i>q</i> de l'art. 149	art. 296	art. 148	art. 198	art. 26	art. 140	art. 26	art. 26 (pas encore en vigueur)		art. 140

11. L'Annexe E de ce règlement est modifiée :

1° par l'insertion, après les mots « Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 11 juillet 2007 », des suivants :

« Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*); »;

2° par le remplacement, après les mots « Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus », des mots « (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*) » par « n° 2008-05 du 4 mars 2008 ».

12. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

ANNEXE D

DISPOSITIONS ÉQUIVALENTES

Sauf indication contraire, les dispositions indiquées sont celles de la Loi sur les valeurs mobilières du territoire concerné.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
SEDAR	Règlement 13-101												
Fonctionnement du marché	Règlement 21-101 (seulement les parties 6, 7 à 11 en ce qui concerne les SNP, et 13)												
Règles de négociation	Règlement 23-101 (seulement les parties 4 et 8 à 11)												
Appariement et règlement des opérations institutionnelles	Règlement 24-101										s.o.	Règlement 24-101	
Base de données nationale d'inscription (BDNI)	Règlement 31-102												
Obligations d'inscription	Règlement 31-103 (sauf dispositions ci-dessous) (pas encore en vigueur)												
Catégories de courtiers et de placeurs	art. 2.1 du Règlement 31-103											par. 1 de l'art. 25 et 2 à 4 de l'art. 26	
Catégories de	art. 2.3 du Règlement 31-103											par. 2 de	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
conseillers													l'art. 25 et 5 de l'art. 26
Catégorie de société de gestion	art. 2.6 du Règlement 31-103												par. 3 de l'art. 25
Catégories de personnes physiques	art. 2.7 du Règlement 31-103												par. 1 et 2 de l'art. 25
Inscription de la personne désignée responsable	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75 et art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103	art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103			par. 4 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.9 du Règlement 31-103
Inscription du chef de la conformité	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103	sous-par. c du par. 2 de l'art. 75 et art. 75.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 149 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié) et par. 1 de	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103		art. 87 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement	sous-par. c du par. 2 de l'art. 26 et art. 26.1 du <i>Securities Act</i> (pas encore en vigueur) et	art. 87 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103			par. 5 de l'art. 21 de la Loi sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur) et par. 1 de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
		vigueur) et par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103			l'art. 2.10 du Règlement 31-103			31-103	par. 1 de l'art. 2.10 du Règlement 31-103				l'art. 2.10 du Règlement 31-103
Adhésion du courtier en épargne collective à l'ACCFM		art. 3.2 du Règlement 31-103			s.o.				art. 3.2 du Règlement 31-103				
Assurance – courtier en plan de bourses d'études seulement		art. 4.21 du Règlement 31-103			s.o.				art. 4.21 du Règlement 31-103				
Traitement des plaintes		art. 5.28 du Règlement 31-103			art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.28 du Règlement 31-103.				art. 5.28 du Règlement 31-103				
Traitement des plaintes		art. 5.29 du Règlement 31-103			art. 168.1.3 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.29 du Règlement 31-103.				art. 5.29 du Règlement 31-103				

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Traitement des plaintes	art. 5.30 du Règlement 31-103				art. 168.1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.30 du Règlement 31-103	art. 5.30 du Règlement 31-103							
Traitement des plaintes	art. 5.31 du Règlement 31-103				art. 168.1.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 5.31 du Règlement 31-103	art. 5.31 du Règlement 31-103							
Suspension de l'autorisation de l'ACCOVAM	art. 7.3 du Règlement 31-103												sous-par. 2 et 3 du par. 1 de l'art. 30
Suspension de l'autorisation de l'ACCFM	art. 7.4 du Règlement 31-103				s.o.	art. 7.4 du Règlement 31-103							sous-par. 2 et 3 du par. 1 de l'art. 30
Conseils généraux	par. 2 de l'art. 8.14 du Règlement 31-103												par. 2 de l'art. 34
Conflits d'intérêts chez les placeurs	Règlement 33-105												
Renseignements sur l'inscription	Règlement 33-109												
Information à fournir dans le	Règlement 41-101 (sauf dispositions ci-dessous)												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
prospectus													
Attestation de l'émetteur						par. 1 de l'art. 5.3 du Règlement 41-101							art. 58
Attestation de l'émetteur constitué sous forme de société par actions						par. 1 de l'art. 5.4 du Règlement 41-101							art. 58
Attestation de l'émetteur visé par une prise de contrôle inversée						art. 5.8 du Règlement 41-101							s.o.
Attestation du placeur						par. 1 de l'art. 5.9 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 59
Attestation du promoteur						par. 1 de l'art. 5.11 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 58
Transmission de la modification						art. 6.4 du Règlement 41-101							par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus provisoire						par. 1 de l'art. 6.5 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif						par. 1 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101							par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus définitif						par. 2 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101							par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus						par. 3 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101							par. 2.1 de l'art. 57

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Interdiction de refuser le visa	par. 4 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101												par. 2.1 de l'art. 57 et par. 3 de l'art. 61
Interdiction de placer des titres	par. 5 de l'art. 6.6 du Règlement 41-101												par. 2.2 de l'art. 57
Transmission du prospectus provisoire et liste de distribution	art. 16.1 du Règlement 41-101												art. 66 et 67
<u>Date de caducité</u>	art. 17.2 du Règlement 41-101												art. 62
Information sur les droits	art. 18.1 du Règlement 41-101												art. 60
Information concernant les projets miniers	Règlement 43-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié	Règlement 44-101												
Obligations relatives au placement de titres au moyen d'un prospectus préalable	Règlement 44-102												
Fixation du prix après le visa	Règlement 44-103												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligations relatives aux placements de droits de souscription, d'échange ou de conversion	Règlement 45-101												
Revente de titres	Règlement 45-102												
Information concernant les activités pétrolières et gazières	Règlement 51-101										s.o.	Règlement 51-101	
Obligations d'information continue	Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous)										s.o.	Règlement 51-102 (sauf dispositions ci-dessous)	
Annonce publique du changement important	art. 7.1 du Règlement 51-102										s.o.	art. 75 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1.1 de l'art. 3 du <i>Regulation 1015 (General)</i>	
Principes comptables,	Règlement 52-107 (sauf dispositions ci-dessous)												

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
normes de vérification et monnaies de présentation													
Principes comptables acceptables	art. 3.1 du Règlement 52-107											par. 1 de l'art. 2 du <i>Regulation 1015 (General)</i> et art. 3.1 du Règlement 52-107	
Surveillance des vérificateurs	Règlement 52-108												
Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires	Règlement 52-109												
Comité de vérification	Règlement 52-110												
Communication avec les propriétaires véritables	Règlement 54-101										s.o.	Règlement 54-101	
Système électronique de déclaration des initiés	Norme canadienne 55-102										s.o.	Norme canadienne 55-102	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
(SEDI)													
Déclarations d'initiés pour certaines opérations sur dérivés (MA) – Exigence de déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87				art. 2.1 du Règlement 55-103							s.o.	art. 2.1 du Règlement 55-103
MA – Contrats demeurant en vigueur	art. 87.1				art. 2.3 du Règlement 55-103							s.o.	art. 2.3 du Règlement 55-103
MA – Contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87				art. 2.4 du Règlement 55-103							s.o.	art. 2.4 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la déclaration	par. 2, 5 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 à 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>				art. 3.1 du Règlement 55-103							s.o.	art. 3.1 du Règlement 55-103
MA – Forme et moment de la	art. 87.1 du <i>Securities Act</i> et par. 4				art. 3.2 du Règlement 55-103							s.o.	art. 3.2 du Règlement 55-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
déclaration pour les contrats en vigueur	de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>												
MA – Forme et moment de la déclaration pour les contrats en vigueur conclus avant de devenir initié	par. 2 et 6 de l'art. 87 du <i>Securities Act</i> et par. 1 et 3 de l'art. 155.1 des <i>Securities Rules</i>				art. 3.3 du Règlement 55-103							s.o.	art. 3.3 du Règlement 55-103
Information concernant les pratiques en matière de gouvernance					Règlement 58-101							s.o.	Règlement 58-101
Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières		s.o. Règlement 61-101			Règlement 61-101				s.o.				Règlement 61-101
Système d'alerte et questions connexes touchant les offres					Règlement 62-103							s.o.	Règlement 62-103

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
publiques et les déclarations d'initiés													
Obligations relatives aux offres publiques d'achat et de rachat (OPA/OPR) – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique d'achat	par. 1 de l'art. 2.2 du Règlement 62-104											par. 1 de l'art. 93.1	
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique de rachat	par. 1 de l'art. 2.3 du Règlement 62-104											par. 4 de l'art. 93.1	
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions antérieures à une offre publique d'achat	par. 1 de l'art. 2.4 du Règlement 62-104											par. 1 de l'art. 93.2	
OPA/OPR – Restrictions sur les acquisitions	art. 2.5 du Règlement 62-104											par. 1 de l'art. 93.3	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
postérieures à une offre													
OPA/OPR – Restrictions sur les ventes pendant la durée de l'offre					par. 1 de l'art. 2.7 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Offre ouverte à tous les porteurs					art. 2.8 du Règlement 62-104								art. 94
OPA/OPR – Lancement de l'offre					art. 2.9 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 94.1
OPA/OPR – Note d'information					art. 2.10 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 94.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Changement dans l'information					par. 1 de l'art. 2.11 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.3
OPA/OPR – Avis de changement					par. 4 de l'art. 2.11 du Règlement 62-104								par. 4 de l'art. 94.3 de la Loi sur les

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Modification des conditions					par. 1 de l’art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 1 de l’art. 94.4
OPA/OPR – Avis de modification					par. 2 de l’art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 2 de l’art. 94.4 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Date d’expiration de l’offre en cas d’avis de modification					par. 3 de l’art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 3 de l’art. 94.4
OPA/OPR – Aucune modification après la clôture de l’offre					par. 5 de l’art. 2.12 du Règlement 62-104								par. 5 de l’art. 94.4
OPA/OPR –					art. 2.13 du Règlement 62-104								art. 94.5

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Dépôt et transmission de l'avis de changement ou de modification													
OPA/OPR – Changement ou modification à l'offre publique d'achat annoncée					par. 1 de l'art. 2.14 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.6
OPA/OPR – Consentement de l'expert – note d'information					par. 2 de l'art. 2.15 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.7
OPA/OPR – Transmission et date des documents d'offre					par. 1 de l'art. 2.16 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 94.8
OPA/OPR – Établissement et transmission de la circulaire des administrateurs					art. 2.17 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 95 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR –					art. 2.18 du Règlement 62-104								par. 1 et 2

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Avis de changement													de l'art. 95.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt de la circulaire des administrateurs ou de l'avis de changement													art. 2.19 du Règlement 62-104 art. 95.2
OPA/OPR – Changement dans l'information de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement													par. 2 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de la circulaire d'un administrateur ou d'un													par. 3 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
dirigeant ou de l'avis de changement													et art. 3.3 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Envoi de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement aux porteurs													par. 5 de l'art. 96
OPA/OPR – Envoi à l'initiateur et dépôt de la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant ou de l'avis de changement													par. 6 de l'art. 96
OPA/OPR – Forme de l'avis de changement relatif à la circulaire d'un administrateur ou d'un dirigeant													par. 7 de l'art. 96 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 3.4 du <i>Rule 62-504</i> de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													la CVMO
OPA/OPR – Consentement de l'expert – circulaire des administrateurs etc.					art. 2.21 du Règlement 62-104								art. 96.1
OPA/OPR – Transmission et date des documents de l'émetteur visé					par. 1 de l'art. 2.22 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 96.2
OPA/OPR – Contrepartie					par. 1 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97
OPA/OPR – Surenchère					par. 3 de l'art. 2.23 du Règlement 62-104								par. 3 de l'art. 97
OPA/OPR – Interdiction de conclure une convention accessoire					art. 2.24 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.1
OPA/OPR – Réduction proportionnelle, prise de livraison et règlement					par. 1 de l'art. 2.26 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.2
OPA/OPR – Financement					par. 1 de l'art. 2.27 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 97.3
OPA/OPR – Délai minimal					art. 2.28 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 98

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
pour le dépôt													
OPA/OPR – Interdiction de prendre livraison					art. 2.29 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 98
OPA/OPR – Prise de livraison et règlement des titres déposés					art. 2.32 du Règlement 62-104								art. 98.3
OPA/OPR – Retour des titres déposés					art. 2.33 du Règlement 62-104								art. 98.5
OPA/OPR – Communiqué à la clôture de l'offre					art. 2.34 du Règlement 62-104								art. 98.6
OPA/OPR – Langue des documents d'offre					art. 3.1 du Règlement 62-104								s.o.
OPA/OPR – Dépôt des documents par l'initiateur					par. 1 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								art. 98.7 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR –					par. 2 de l'art. 3.2 du Règlement 62-104								par. 2 de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Dépôt des documents par l'émetteur visé													l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Délai de dépôt													par. 3 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Dépôt des conventions subséquentes													par. 4 de l'art. 5.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Attestation de la note d'information													par. 1 de l'art. 99
OPA/OPR – Signature de tous les administrateurs et dirigeants													par. 2 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire des administrateurs													par. 3 de l'art. 99
OPA/OPR – Attestation de la circulaire d'un dirigeant ou													par. 4 de l'art. 99

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
d'un administrateur													
OPA/OPR – Obligation de fournir la liste des porteurs					par. 1 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 1 de l'art. 99.1
OPA/OPR – Application de la Loi canadienne sur les sociétés par actions					par. 2 de l'art. 3.4 du Règlement 62-104								par. 2 de l'art. 99.1
OPA/OPR – Système d'alerte					art. 5.2 du Règlement 62-104								par. 1 à 4 de l'art. 102.1 de la Loi sur les valeurs mobilières et art. 7.1 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
OPA/OPR – Acquisitions pendant la durée de l'offre					art. 5.3 du Règlement 62-104								par. 1 et 2 de l'art. 102.2 de la Loi sur les valeurs mobilières et par. 1 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i>

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													de la CVMO
OPA/OPR – Exemplaires du communiqué et de la déclaration							art. 5.5 du Règlement 62-104						par. 3 de l'art. 7.2 du <i>Rule 62-504</i> de la CVMO
Régime d'information multinational							Norme canadienne 71-101						
Régime de prospectus des organismes de placement collectif							Règlement 81-101 (sauf dispositions ci-dessous)						
Modification du prospectus simplifié provisoire							par. 1 de l'art. 2.2.1 du Règlement 81-101						par. 1 de l'art. 57
Transmission de la modification							art. 2.2.2 du Règlement 81-101						par. 3 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié							par. 1 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101						par. 1 de l'art. 57
Modification du prospectus simplifié							par. 2 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101						par. 2 de l'art. 57
Obligation de viser le prospectus							par. 3 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101						par. 2.1 de l'art. 57
Interdiction de							par. 4 de l'art. 2.2.3 du Règlement 81-101						par. 2.1 de

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
refuser le visa													l'art. 57 et 3 de l'art. 61
Date de caducité						art. 2.5 du Règlement 81-101							art. 62
Information sur les droits						art. 2.8 du Règlement 81-101							art. 60
Transmission du prospectus simplifié provisoire et liste de distribution						par. 3 de l'art. 3.2 du Règlement 81-101							art. 66 et 67
Attestation de l'OPC						par. 1 de l'art. 5.1.3 du Règlement 81-101							art. 58
Attestation du promoteur						par. 1 de l'art. 5.1.6 du Règlement 81-101							art. 58
Attestation de l'OPC constitué en personne morale						par. 1 de l'art. 5.1.7 du Règlement 81-101							art. 58
Obligations des organismes de placement collectif						Règlement 81-102							
Fonds marché à terme						Règlement 81-104							
Pratiques commerciales des organismes de placement collectif						Règlement 81-105							
Information						Règlement 81-106							

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
continue des fonds d'investissement													
Comité d'examen indépendant	Règlement 81-107												
Inscription													
Obligation d'inscription à titre de courtier ou de placeur	sous-par. <u>a et d</u> du par. 1 de l'art. 34 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a des</u> par. 1 <u>et 2</u> de l'art. 75 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a du par. 1</u> de l'art. 27 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a et d du par. 1</u> de l'art. 6 (<u>pas encore en vigueur</u>)	art. 148 et 149 (<u>pas encore en vigueur, modifiés</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 31 (<u>pas encore en vigueur</u>)	par. <u>a et d</u> de l'art. 45 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 <u>et par. 2</u> de l'art. 86 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 26 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>a</u> du par. 1 <u>et par. 2</u> de l'art. 86 art. 4 art. 4 (<u>pas encore en vigueur</u>)			sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 25 (<u>pas encore en vigueur</u>)
Obligation d'inscription à titre de placeur	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 34	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 75	s.o.	par. 1 de l'art. 6	art. 148	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 31	s.o.	par. 2 de l'art. 86	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 26	par. 2 de l'art. 86	s.o.	s.o.	sous-par. <u>a</u> du par. 1 de l'art. 25
Obligation d'inscription à titre de conseiller	sous-par. <u>e₁</u> du par. 1 de l'art. 34 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>b des</u> par. 1 <u>et 2</u> de l'art. 75 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>e₁ du par. 1</u> de l'art. 27 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>7b du par. 1</u> de l'art. 6 (<u>pas encore en vigueur</u>)	art. 148 et 149 (<u>pas encore en vigueur, modifiés</u>)	sous-par. <u>e₁</u> du par. 1 <u>et 2</u> de l'art. 31 (<u>pas encore en vigueur</u>)	par. <u>b</u> de l'art. 45 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 86 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>e₁</u> du par. 1 de l'art. 26 (<u>pas encore en vigueur</u>)	sous-par. <u>b</u> du par. 1 de l'art. 86 art. 4 art. 4 (<u>pas encore en vigueur</u>)			sous-par. <u>e₁ du par. 1</u> de l'art. 25 (<u>pas encore en vigueur</u>)

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Obligation d'inscription à titre de gestionnaire de fonds d'investissement	sous-par. c du par. 1 de l'art. 34 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 75 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 27 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 6 (pas encore en vigueur)	art. 148 (pas encore en vigueur, modifié)	sous-par. a du par. 3 de l'art. 31 (pas encore en vigueur)	par. c de l'art. 45 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)	sous-par. c du par. 1 de l'art. 26 (pas encore en vigueur)	par. 3 de l'art. 86 (pas encore en vigueur)			par. 3 de l'art. 25 (pas encore en vigueur)
Fonds de garantie	art. 23 des <i>Securities Rules</i>	art. 28 des <i>ASC Rules (General)</i>	art. 23 des <i>Regulations</i>	s.o.	art. 196 du <i>Règlement sur les valeurs mobilières (pas encore en vigueur, modifié)</i>	art. 27 des <i>General Securities Rules</i>	s.o.		art. 98 du <i>Regulation</i>		s.o.		art. 110 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Obligations relatives aux dispenses d'inscription													
Notice d'offre en la forme prévue	par. 5 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 3.9 du Règlement 45-106												s.o.
Opérations sur titres – dispositions générales													
Courtier inscrit agissant pour compte propre	art. 51	arts. 94o.	art. 45	art. 70	arts. 163 de la Loi sur les valeurs mobilières et 234.3 du Règlement sur les	art. 45	art. 59s.o.	art. 40	s.o.s.o.s.o.				art. 39

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario	
					valeurs mobilières.									
Information sur les activités de relations avec les investisseurs	art. 52	s.o.s.o.s.o.s.o.s.o.			art. 62	s.o.				s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
Utilisation du nom d'une autre personne inscrite	art. 53	art. 99	art. 49	art. 73	s.o.	art. 49	art. 63	s.o.	art. 44	s.o.s.o.s.o.			art. 43	
Opérations sur contrats négociables (exchange contracts)														
Opération boursière sur contrats négociables dans le territoire	art. 58	art. 106 et 107	art. 40	s.o.s.o.s.o.		s.o.		s.o.		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Opération boursière sur contrats négociables hors du territoire	art. 59	art. 108 et 109	art. 41	s.o.s.o.s.o.		s.o.		s.o.		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario			
Prospectus																
Obligation de prospectus	art. 61	art. 110	art. 58	art. 37	art. 11 et 12	art. 58	par. 1 de l'art. 71	art. 94	art. 54	art. 94	art. 27 art. 27 94 (pas encore en vigueur)		art. 53			
Contenu du prospectus (exposé complet, véridique et clair)	art. 63	art. 113	art. 61	art. 41	art. 13 et 20	art. 61	art. 74	art. 99	art. 57	art. 99	s.o.s.o. art. 99 (pas encore en vigueur)		art. 56			
Communication * Communi- cations pendant la période d'attente	art. 78	art. 123	art. 73	art. 38	art. 21 et 22	art. 70	art. 82	art. 97	art. 66	art. 97	s.o.s.o. art. 97 (pas encore en vigueur)		par. 2 de l'art. 65			
Obligation de transmettre le prospectus	art. 83	art. 129	art. 79	art. 64	art. 29, 30, 31 et 32	art. 76	art. 88	par. 1 de l'art. 101	art. 72	par. 1 de l'art. 101	par. 1 de l'art. 28 art. 28 101 (pas encore en vigueur)		par. 1 de l'art. 71			
Obligations relatives aux dispenses de prospectus																
Dépôt des documents Notic e d'information sous le régime d'une dispense offre en la forme prévue	s.o. art. 127.2 des ASC Rules art. 80.1 s.o. art. 37.2 par. 5 de l'art. 2.9 du Règlement sur les valeurs mobilières s.o. art. 2.3 de la Règle locale 45-802 s.o.s.o.s.o.s.o.s.o. 45-106															
Obligation de déposer la notice d'offre dans les délais prévus	par. 14 de l'art. 2.9 du Règlement 45-106												s.o.			
Dépôt	art. 139	art.	art. 6.1 et	art. 7 du	art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106				art. 6.1	art. 6.1	art. 6.1	art. 6.1	art. 6	s.o.	s.o.	art. 7.1

Disposition		Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
d'une déclaration de placement avec dispense	des <i>Securities Rules</i> et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106	129.1 des <i>ASC Rules (General)</i> et art. 6.1. et 6.3 du Règl. 45-106	6.3 du Règlement 45-106	Règlement et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106						et 6.3 du Règlement 45-106	et 6.3 du Règlement 45-106	et 6.3 du Règlement 45-106	et 6.3 du Règlement 45-106	du <i>Rule 45-501</i> de la <i>CVMO</i> et art. 6.1 et 6.3 du Règlement 45-106
Information continue														
Vote par procuration	art. 118	art. 157	art. 96	art. 105	s.o.	art. 93	art. 102 et par. 2 de l'art. 103	s.o.	art. 88	s.o.s.o.s.o.			art. 87	
Exercice du droit de vote	art. 182 des <i>Securities Rules</i>	art. 104	art. 55	art. 79	art. 164 <u>et</u> <u>165</u>	art. 55	par. 3 à 7 de l'art. 103	art. 163	art. 50	art. 163	s.o.s.o. <u>art. 163 (pas encore en vigueur)</u>		art. 49	
Déclarations d'initiés														
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui devient initiée à l'égard d'un émetteur assujéti	par. 2 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 1 de l'art. 182	par. 1 de l'art. 116	art. 109	art. 96	par. 1 de l'art. 113 du <i>Securities Act</i> et art. 172 des <i>General Securities Rules</i>	par. 1 de l'art. 135	par. 1 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 1 de l'art. 108	s.o. <u>par. 1 de l'art. 1 du Règlement 55-501</u>	s.o.s.o. <u>Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)</u>		par. 1 de l'art. 107	
Déclaration d'initié à	par. 5 de l'art. 87, sauf en ce	par. 2 de l'art. 182	par. 2 de l'art. 116	art. 109	art. 97	par. 2 de l'art. 113	par. 2 de l'art. 135	par. 2 de l'art. 1 du	par. 2 de l'art. 108	s.o. <u>par. 2 de l'art.</u>	s.o.s.o. <u>Règlement 55-501</u>		par. 2 de l'art. 107	

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
déposer lors de l'acquisition de titres ou d'un changement dans ceux-ci	qui concerne les instruments financiers liés							<i>Local Rule 55-501</i>		1 du Règlement 55-501	(pas encore en vigueur)		
Déclaration d'initié à déposer par la personne qui est réputée initiée	par. 6 de l'art. 87, sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	par. 3 de l'art. 182	par. 3 de l'art. 116	art. 109	art. 98	par. 4 de l'art. 113	par. 3 de l'art. 135	par. 3 de l'art. 1 du <i>Local Rule 55-501</i>	par. 3 de l'art. 108	s.o. par. 3 de l'art. 1 du Règlement 55-501	s.o. Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		par. 3 de l'art. 107
Délai de dépôt de la déclaration d'initié	art. 155.1 des <i>Securities Rules</i> , sauf en ce qui concerne les instruments financiers liés	art. 190 des <i>ASC Rules (General)</i>	par. 1 de l'art. 165 des <i>Regulations</i>	art. 109	art. 171, 171.1, 172 et 174 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 113	art. 5 de la Règle locale 11-502	par. 4 de l'art. 1 du Local Rule 55-501	art. 108	s.o. par. 4 de l'art. 1 du Règlement 55-501	s.o. Règlement 55-501 (pas encore en vigueur)		art. 107
Déclaration de transfert	s.o.	par. 2 de l'art. 182	art. 117	s.o.	art. 102	art. 116	art. 136	s.o.	art. 109		s.o.		art. 108 de la Loi sur les valeurs mobilières et 167 du <i>Regulation 1015 (General)</i>
Déclaration du prête-nom	s.o.	art. 183	art. 118	s.o.	art. 103	art. 117		s.o.	art. 110		s.o.		art. 109 de la Loi sur les valeurs mobilières et 168 du

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
													Regulation 1015 (General)
Offres publiques d'achat et de rachat													
Recommandation du conseil d'administration	sous-par. a du par. 1 de l'art. 99	art. 160	art. 100	art. 90	art. 113 et 114	par. 2 de l'art. 105	art. 124	art. 108	art. 92	art. 108	s.o.s.o. art. 108 (pas encore en vigueur)		art. 95 et 96
Fonds d'investissement – opérations intéressées													
Placements des organismes de placement collectif	art. 121	art. 185	art. 120		s.o. art. 236 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 119	art. 137	s.o.	art. e. 112		s.o.s.o. s.o.		art. 111
Placements indirects	art. 122	art. 186	art. 121		s.o.s.o.	art. 120	art. 138	s.o.	art. e. 113		s.o.s.o. s.o.		art. 112
Frais de souscription de titres d'organismes de placement collectif	art. 124	art. 189	art. 124		s.o.s.o.	art. 123	art. 141	s.o.	art. e. 116		s.o.s.o. s.o.		art. 115
Rapport du gestionnaire de l'organisme de placement collectif	art. 126	art. 191	art. 126		s.o.s.o.	art. 125	art. 143	s.o.	art. e. 118		s.o.s.o. s.o.		art. 117
Restrictions aux opérations avec des personnes responsables	art. 127	art. 192	art. 127		s.o. art. 236 du Règlement sur les valeurs mobilières	art. 126	art. 144	s.o.	art. e. 119		s.o.s.o. s.o.		art. 118

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Divers													
Confidentialité	art. 169	art. 221	art. 152	par. 9 de l'art. 149	art. 296	art. 148	art. 198	art. 26	art. 140	art. 25 26	art. 44 art. 44 26 (pas encore en vigueur)		art. 140
Principes comptables, normes de vérification et obligations d'information (sauf ceux prévus par le Règlement 52-107)	par. 3 de l'art. 3 des <i>Securities Rules</i>	s.o.	s.o.	s.o.	art. 116 et 121 du Règlement sur les valeurs mobilières	par. 4 de l'art. 3 du <i>Reg-</i>	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	par. 1 de l'art. 2 du <i>Regulation 1015 (General)</i>

Document comparison done by DeltaView on 9 juillet, 2008 13:52:21

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/Versions arrêté (word)/Annexe D 24-01-08 ACVM (06-02-08 à MF) (arrêté) Q F.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Annexe D 04-07-08 (Q) F.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
<u>Moved from</u>	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	248
Deletions	189
Moved from	0
Moved to	0

Style change	0
Format changed	0
Total changes	437

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« Annexe 33-109A2 » : l'Annexe 33-109A2, Modification ou abandon de catégories d'inscription, du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« Annexe 33-109A5 » : l'Annexe 33-109A5, Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A6;

« Annexe 33-109A6 » : l'Annexe 33-109A6, Demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion (valeurs mobilières et (ou) dérivés);

« autorité autre que l'autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un autre territoire que le territoire principal;

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;

« conditions » : les conditions, restrictions ou obligations auxquelles l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique;

« format de substitution » : un format de présentation de renseignements différent du format BDNI au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;

« Instruction générale 11-202 » : l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 11-203 » : l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 11-204 » : l'Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires;

« Instruction générale 33-109 » : l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« personne physique canadienne » : toute personne physique dont le bureau principal est situé au Canada;

« Règlement 11-101 » : le Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale;

« Règlement 31-103 » : le Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription;

« Règlement 33-109 » : le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« société canadienne » : toute société dont le siège est situé au Canada;

« territoire autre que le territoire principal » : par rapport à une personne, un autre territoire que le territoire principal.

1.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies dans l'Instruction générale 11-~~202~~et 202, l'Instruction générale 11-203 et l'Instruction générale 11-204 s'entendent au sens défini dans celles-ci.

1.3. Objet

1) Observations générales

Le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « règlement ») et la présente instruction générale mettent en œuvre ~~une partie du~~ régime de passeport prévu par le protocole d'entente provincial-territorial sur la réglementation des valeurs mobilières.

Le règlement offre à tous les participants au marché un guichet unique pour accéder aux marchés des capitaux dans plusieurs territoires. Sous son régime, toute personne peut obtenir ce qui suit dans d'autres territoires (sauf l'Ontario) en ne traitant qu'avec sa propre autorité principale :

- un visa réputé octroyé pour le prospectus provisoire et le prospectus;
- des dispenses automatiques équivalentes à la plupart des types de dispenses discrétionnaires accordées par l'autorité principale;

- [l'inscription automatique.](#)

2) ~~Ontario~~

~~La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (« CVMO ») n'a pas pris le règlement, mais celui-ci prévoit qu'elle peut être l'autorité principale pour le dépôt du prospectus en vertu de la partie 3 ou pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4. Par conséquent, lorsque la CVMO vise le prospectus d'un émetteur dont le territoire principal est l'Ontario, le visa est réputé octroyé automatiquement dans chaque territoire sous le régime du passeport où le participant au marché dépose le prospectus en vertu du règlement. De même, le participant au marché dont le territoire principal est l'Ontario obtient automatiquement une dispense de la disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières des territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels la personne demandant la dispense donne l'avis prévu au sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement si la CVMO octroie la dispense discrétionnaire.~~

Procédure

L'Instruction générale 11-~~202~~202, l'Instruction générale 11-203 et l'Instruction générale 11-~~203~~204 énoncent les procédures en vertu desquelles les participants au marché de tout territoire peuvent bénéficier d'un visa réputé octroyé ~~ou~~ d'une dispense automatique ou de l'inscription automatique dans un territoire sous le régime de passeport. Elles décrivent également les mécanismes dont les participants au marché peuvent se prévaloir dans un territoire sous le régime de passeport pour obtenir de la ~~CVMO~~ Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) un visa de prospectus ou une dispense discrétionnaire ou bien s'inscrire en Ontario.

L'Instruction générale 11-203 énonce également la procédure applicable aux demandes de dispense faites dans plusieurs territoires qui échappent au champ d'application du règlement. Elle s'applique à une grande variété de demandes de dispenses, et non aux seules demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement. Par exemple, elle englobe les demandes de désignation comme émetteur assujéti, fonds d'investissement à capital fixe, organisme de placement collectif ou initié. Elle s'applique aussi aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions non mentionnées à l'Annexe D du règlement.

Prière de se reporter ~~aux Instructions générales 11-202 et 11-203~~ à l'Instruction générale 11-202, à l'Instruction générale 11-203 et à l'Instruction générale 11-204 pour connaître les détails de ces procédures.

43) **Interprétation du règlement**

Comme tous les autres règlements, le règlement doit être abordé du point de vue du territoire intéressé dans lequel on souhaite que le visa du prospectus soit réputé octroyé ou qu'une dispense discrétionnaire automatique ou l'inscription automatique soit accordée. Par exemple, si le règlement ne précise pas le lieu où un document doit être déposé, le dépôt doit se faire dans le territoire intéressé. Dans la présente instruction générale, l'expression « territoire autre que le territoire principal » signifie généralement « territoire intéressé ».

Pour que le prospectus soit réputé visé dans le territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~, le déposant doit l'y déposer au moyen de SEDAR. De même, pour obtenir automatiquement une dispense correspondant à une dispense discrétionnaire accordée dans le territoire principal, le déposant doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable du territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~. En vertu du paragraphe 2 de cet article, le déposant peut remplir cette obligation en donnant l'avis à l'autorité principale à la place.

Pour s'inscrire dans le territoire autre que le territoire principal, la société ou la personne physique doit présenter les renseignements exigés dans ce territoire. Pour simplifier la procédure, le paragraphe 3 de l'article 6.3 du règlement permet à la société de présenter les renseignements dans le territoire principal au lieu du territoire autre que le territoire principal. Le paragraphe *b* de l'article 6.4 du règlement exige que la société parrainante d'une personne physique présente les renseignements de celle-ci à la BDNI. Si l'autorité principale subordonne l'inscription d'une société ou d'une personne physique à des conditions, la suspend ou la radie, d'office ou sur demande, la décision s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal, que la société ou la personne physique y soit inscrite ou non en vertu du règlement.

54) **Effet de la loi**

Les dispositions du règlement qui portent sur le visa du prospectus ~~et~~, les dispenses discrétionnaires et l'inscription produisent, dans le territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~, des effets juridiques automatiques qui découlent d'une décision prise par l'autorité principale. Elles font que les règles juridiques du territoire ~~intéressé autre que le territoire principal~~ s'appliquent au participant au marché comme si l'autorité autre que l'autorité principale avait pris la même décision que l'autorité principale.

5) Obligations applicables

~~6) Lois harmonisées et interprétation~~

Les participants au marché doivent se conformer aux lois de chaque territoire dans lequel ils déposent un prospectus, sont émetteurs assujettis, demandent l'inscription ou sont inscrits.

- La plupart des obligations de prospectus, d'information continue et ~~de prospectus~~ sont d'inscription sont harmonisées et prévues par des règlements d'application pancanadienne. Les autorités en valeurs mobilières et agents responsables comptent les interpréter et les appliquer de façon uniforme et ont ~~établi~~ adopté des pratiques et des procédures à cet effet.

- Dans certains territoires, la loi sur les valeurs mobilières et les règlements d'application locale énoncent des obligations particulières. En outre, certains règlements d'application pancanadienne prévoient des dispositions ou des exceptions qui ne s'appliquent que dans certains territoires en particulier.

~~7) — Dispenses des obligations non harmonisées~~~~6) — Ontario~~

~~Le règlement prévoit des dispenses de la plupart des obligations d'information continue et de prospectus non harmonisées qui sont prescrites dans le territoire intéressé. Ces dispenses s'appliquent dans tous les territoires, y compris dans le territoire principal, pour les émetteurs qui sont assujettis ou qui déposent un prospectus dans plusieurs territoires.~~

~~La CVMO n'a pas pris le règlement, mais celui-ci prévoit qu'elle peut être l'autorité principale pour le dépôt du prospectus en vertu de la partie 3, pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 ou pour l'inscription en vertu de la partie 6. Par conséquent, les participants au marché de l'Ontario ont accès direct au régime de passeport comme suit :~~

~~8) — Dispenses discrétionnaires~~

~~• lorsque la CVMO vise le prospectus d'un émetteur dont le territoire principal est l'Ontario, le visa est réputé octroyé automatiquement dans chaque territoire sous le régime du passeport où le participant au marché dépose le prospectus en vertu du règlement;~~

~~• Le règlement prévoit lorsque la CVMO accorde une dispense discrétionnaire à un participant au marché dont le territoire principal est l'Ontario, cette personne obtient une dispense automatique d'une de la disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé lorsque l'autorité principale accorde la dispense discrétionnaire et que le déposant donne l'avis prévu de chaque territoire sous le régime de passeport dans lequel elle donne l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement;~~

~~• la société ou la personne physique dont le territoire principal est l'Ontario et qui y est inscrite dans une catégorie est automatiquement inscrite dans la même catégorie dans tout territoire sous le régime de passeport lorsqu'elle présente les renseignements prévus par le règlement.~~

1.4. Langue des documents – Québec

Le règlement ne relève pas les émetteurs qui déposent des documents au Québec des obligations linguistiques prévues par la législation québécoise, notamment celles prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* (comme à l'article 40.1). Par exemple, tout prospectus déposé dans plusieurs territoires, dont le Québec, doit être établi en français ou en français et en anglais.

PARTIE 2 INFORMATION CONTINUE (supprimée)~~**2.1. — Dispense de l'application des dispositions relatives à l'information continue non harmonisées**~~

~~L'article 2.1 du règlement dispense l'émetteur assujetti de l'application des dispositions relatives à l'information continue non harmonisées qui sont indiquées à l'Annexe A du règlement vis à vis du nom du territoire intéressé s'il est émetteur assujetti dans d'autres territoires. Par conséquent, s'appliquent à l'émetteur assujetti dans le territoire intéressé les dispositions relatives à l'information continue qui sont harmonisées ainsi que celles qui ne le sont pas et dont l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable n'a pas octroyé de dispense dans le territoire intéressé en vertu de l'article 2.1 du règlement.~~

~~L'émetteur doit toujours payer les droits afférents au dépôt de tout document d'information continue dans chaque territoire où il est assujetti.~~

~~Bien que l'émetteur assujéti n'ait pas à désigner d'autorité principale pour se prévaloir de la dispense prévue à l'article 2.1 du règlement, les autorités en valeurs mobilières ou agents responsables continuent de désigner pour chaque émetteur assujéti une autorité principale pour l'examen des documents d'information continue en vertu de l'Avis 51-312 des ACVM, Programme d'examen harmonisé de l'information continue. C'est l'autorité principale qui traite avec l'émetteur assujéti en ce qui concerne l'information continue et prend généralement des mesures en cas de non-conformité.~~

PARTIE 3 PROSPECTUS

3.1. Autorité principale pour le prospectus

Pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément à l'article 3.1, selon lequel l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. Pour l'application de cet article, les territoires déterminés sont, conformément à son paragraphe 1, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

L'article 3.4 de l'Instruction générale 11-202 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour le dépôt du prospectus visé à la partie 3 du règlement.

3.2. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour le prospectus

En vertu de l'article 3.2 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement. L'article 3.5 de l'Instruction générale 11-202 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour ce prospectus.

3.3. Octroi réputé du visa

En vertu de l'article 3.3 du règlement, le prospectus provisoire ou le prospectus est réputé visé dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal si certaines conditions sont réunies. Le visa qui est réputé octroyé dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal a le même effet juridique que le visa octroyé dans le territoire principal.

Pour se prévaloir de l'article 3.3 du règlement dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal, le déposant doit déposer le prospectus provisoire ou le projet de prospectus au moyen de SEDAR ainsi que le prospectus à la fois dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal et dans le territoire principal. Lorsqu'il fait le dépôt, il doit aussi indiquer qu'il dépose le prospectus provisoire ou le projet de prospectus conformément au règlement. En vertu de la législation du territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal, ce dépôt emporte obligation de déposer des documents justificatifs (par exemple, les consentements et les contrats importants).

Pour se prévaloir de l'article 3.3 du règlement dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal, le déposant doit ~~également se conformer à toutes les dispositions applicables dans ce territoire, et notamment à l'obligation de~~ payer les droits exigibles pour déposer le prospectus provisoire, le projet de prospectus ou le prospectus ~~dans ce territoire. La législation de ce territoire, y compris l'obligation de payer les droits, s'applique au dépôt de tout prospectus provisoire, projet de prospectus ou prospectus dans ce territoire en vertu de l'article 3.3 du règlement. L'article 3.4 du règlement n'exonère pas le déposant des droits exigibles dans le territoire intéressé.~~

L'Instruction générale 11-202 énonce la procédure de demande de dérogation pour le dépôt d'un prospectus en vertu de la partie 3 du règlement.

Si l'autorité principale refuse de viser un prospectus, elle en avise le déposant et les autorités autres que l'autorité principale en envoyant une lettre de refus au moyen de

SEDAR. Dans ce cas, le règlement ne s'applique plus à ce dépôt et le déposant peut traiter séparément avec l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire autre que le territoire principal dans lequel il a déposé le prospectus pour savoir si cette autorité ou cet agent responsable entend octroyer un visa local.

3.4. Dispense de l'application des dispositions relatives au prospectus non harmonisées (supprimé)

~~L'article 3.4 du règlement prévoit une dispense de l'application des dispositions relatives au prospectus non harmonisées indiquées à l'Annexe C du règlement vis-à-vis du nom du territoire intéressé. La dispense s'applique lorsqu'une personne dépose un prospectus provisoire, un projet de prospectus ou un prospectus conformément à une disposition indiquée à l'Annexe B du règlement et en vertu d'un règlement canadien sur le prospectus dans plusieurs territoires, y compris son territoire principal. Par conséquent, s'appliquent dans le territoire intéressé où le prospectus provisoire, le projet de prospectus ou le prospectus est déposé les dispositions relatives au prospectus qui sont harmonisées ainsi que celles qui ne le sont pas et dont l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable n'a pas octroyé de dispense dans le territoire intéressé en vertu de l'article 3.4 du règlement.~~

3.5. Disposition transitoire pour l'application de l'article 3.3

L'article 3.3 du règlement s'applique à tout prospectus provisoire ou projet de prospectus, au prospectus auquel il se rapporte et à toute modification de prospectus déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

Le paragraphe 1 de l'article 3.5 du règlement dispose que le visa qui serait réputé octroyé dans le territoire ~~intéressé~~ autre que le territoire principal en vertu de l'article 3.3 du règlement ne l'est pas s'il s'agit du visa d'une modification de prospectus provisoire déposée après le 17 mars 2008 et que le prospectus provisoire a été déposé avant cette date.

Le paragraphe 2 de l'article 3.5 du règlement dispense de l'obligation, selon le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 3.3 du règlement, d'indiquer sur SEDAR que le prospectus provisoire ou le projet de prospectus est déposé en vertu du règlement, lors de son dépôt. Il en ressort que la modification d'un prospectus est réputée visée dans le territoire ~~intéressé~~ autre que le territoire principal si le prospectus provisoire ou le projet de prospectus auquel le prospectus se rapporte a été déposé avant le 17 mars 2008 et si le déposant a indiqué sur SEDAR qu'il a déposé cette modification en vertu du règlement lors de son dépôt.

Il est possible de se prévaloir dans le territoire ~~intéressé~~ autre que le territoire principal de la dispense des obligations de prospectus non harmonisées qui est prévue à l'article 3.4 du règlement à l'égard d'un prospectus déposé le 17 mars 2008 ou après cette date même si le prospectus provisoire ou le projet de prospectus s'y rapportant a été déposé avant cette date dans ~~le~~ ce territoire ~~intéressé~~ et que le visa du prospectus n'y est pas réputé octroyé.

PARTIE 4 DISPENSES DISCRÉTIONNAIRES

4.1. Champ d'application

La partie 4 du règlement s'applique aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application des dispositions indiquées à l'Annexe D du règlement qui sont présentées dans plusieurs territoires. Elle ne s'applique pas aux demandes de dispenses discrétionnaires de l'application de dispositions qui ne sont pas indiquées à cette annexe ni aux autres types de demandes de dispenses, telles que les demandes visant à faire désigner une personne comme émetteur assujetti, organisme de placement collectif, fonds d'investissement à capital fixe ou initié.

4.2. Autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

Pour toute demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement, l'autorité principale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.5, selon lesquels ([exception faite de l'article 4.4.1](#)) l'autorité principale doit être l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire déterminé. ~~Pour l'application de la partie 4 du règlement~~ [À cet effet](#), les territoires déterminés sont, conformément à l'article 4.1, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

[L'article 4.4.1 du règlement prévoit que l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition prévue à la partie 4 du Règlement 31-103 ou à la partie 2 du Règlement 33-109 qui est présentée relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal est déterminée conformément à l'article 6.1 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale en vertu de cet article.](#)

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-203 indique les modalités de désignation de l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.3. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour les demandes de dispenses discrétionnaires

En vertu de l'article 4.6 du règlement, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut changer d'office ou sur demande l'autorité principale pour une demande de dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-203 indique la procédure et les motifs de changement discrétionnaire d'autorité principale pour cette demande de dispense.

4.4. Application des dispenses discrétionnaires sous le régime de passeport

En vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, toute personne est dispensée de l'application d'une disposition équivalente de la législation en valeurs mobilières du territoire ~~intéressé~~ [autre que le territoire principal](#) lorsque l'autorité principale pour la demande accorde la dispense discrétionnaire, que le déposant donne l'avis prévu au sous-paragraphe c de ce paragraphe et que d'autres conditions sont remplies. Les dispositions équivalentes auxquelles s'applique la dispense automatique énoncée à ce paragraphe sont indiquées à l'Annexe D du règlement.

Les dispenses discrétionnaires visées au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont ouvertes dans les territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels le déposant donne l'avis prescrit lors de la demande. Elles peuvent toutefois l'être par la suite dans d'autres territoires sous le régime de passeport si les circonstances le justifient. Par exemple, l'émetteur assujéti qui, en 2008, obtient une dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue canadienne dans son territoire principal ainsi qu'une dispense automatique en vertu de ce paragraphe du règlement dans trois autres territoires, puis qui, en 2009, devient émetteur assujéti dans un quatrième territoire autre que le territoire principal peut bénéficier d'une dispense automatique dans le nouveau territoire. Pour ce faire, il doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du nouveau territoire et satisfaire aux autres conditions auxquelles la dispense est subordonnée.

Le paragraphe 2 de l'article 4.7 du règlement prévoit que le déposant peut donner l'avis prescrit à l'autorité principale plutôt qu'à l'autorité autre que l'autorité principale.

Dans sa demande, le déposant devrait indiquer toutes les dispenses demandées et donner avis de tous les territoires où il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable d'un territoire autre que le territoire principal prend les mesures qui s'imposent dans le cas où, au moment du dépôt d'une demande, le déposant doit obtenir la dispense discrétionnaire dans ce territoire,

mais ne donne pas à son égard l'avis prescrit avant que l'autorité principale n'accorde la dispense. La mesure prise pourrait notamment consister à retirer la dispense, auquel cas le déposant peut avoir la possibilité d'être entendu dans ce territoire selon les circonstances.

La décision de l'autorité principale de révoquer ou de modifier une dispense d'une disposition indiquée à l'Annexe D du règlement qu'elle a accordée antérieurement à une personne en vertu du règlement prend automatiquement effet dans tout territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- la personne a demandé dans le territoire principal que la décision soit révoquée ou modifiée et a donné l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement à l'égard du territoire autre que le territoire principal;
- l'autorité principale accède à la demande;
- les autres conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement sont remplies.

Si l'autorité principale pour une demande de dispense d'une obligation de dépôt prévue à l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription (le « Règlement 45-106 ») octroie une dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement, la personne ne jouit d'une dispense automatique dans tout territoire autre que le territoire principal que si les conditions suivantes sont réunies :

- la personne est soumise à l'obligation de dépôt parce qu'elle se prévaut d'une des dispositions visées à l'article 6.1 du Règlement 45-106 dans le territoire principal;
- la personne se prévaut de la dispense équivalente dans le territoire autre que le territoire principal;
- la personne remplit les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 4.7 du règlement.

Puisqu'en vertu du règlement, il suffit de déposer une demande de dispense discrétionnaire dans le territoire principal pour obtenir une dispense automatique dans plusieurs territoires, le déposant n'est tenu de payer les droits que dans le territoire principal.

L'Instruction générale 11-203 indique la procédure de demande de dispense dans plusieurs territoires, et notamment la procédure de demande de dispense discrétionnaire en vertu de la partie 4 du règlement.

4.5. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

Le paragraphe 1 de l'article 4.8 du règlement dispose qu'il est possible d'obtenir automatiquement une dispense de la disposition équivalente dans le territoire intéressé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- ~~une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières actuellement indiquée à l'Annexe D du règlement a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008;~~
- ~~l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision;~~
- ~~certaines autres conditions sont remplies.~~

L'une de ces conditions consiste à donner l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe. Le paragraphe 2 de cet article autorise le déposant à donner l'avis à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable qui serait l'autorité principale pour la demande en vertu de la partie 4 du règlement s'il présentait la demande conformément à cette partie au moment où il donne l'avis, au lieu de le donner à l'autorité autre que l'autorité principale.

En vertu de l'article 4.1 du règlement, les territoires déterminés sont la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

Un territoire déterminé pour l'application de l'article 4.8 du règlement est le territoire principal selon le Règlement 11-101. Ainsi, en vertu du paragraphe 1 de cet article, il est possible de bénéficier automatiquement d'une dispense de la disposition équivalente dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- ~~une~~ une dispense de l'application d'une obligation d'information continue, au sens du Règlement 11-101, qui est actuellement indiquée à l'Annexe D du règlement a été demandée dans le territoire principal avant le 17 mars 2008;

- ~~l'autorité~~ l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire principal a accordé la dispense avant le 17 mars 2008;

- ~~les autres~~ les autres conditions mentionnées au paragraphe 1 de l'article 4.8 du règlement sont remplies, notamment la remise de l'avis.

Le paragraphe 3 de l'article 4.8 du règlement dispense de l'obligation d'avis énoncée au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de cet article dans les cas où, avant le 17 mars 2008, l'autorité principale en vertu du Règlement 11-101 a accordé la dispense et que l'émetteur assujetti a déposé l'avis de détermination de l'autorité principale conformément à l'article 2.2 ou 2.3 de ce règlement.

L'effet conjugué des paragraphes 1 et 3 de l'article 4.8 du règlement est qu'il est possible de se prévaloir automatiquement dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal de la dispense d'une obligation d'information continue accordée par l'autorité principale en vertu du Règlement 11-101 même si la décision ne mentionne pas le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal. Pour en bénéficier, l'émetteur assujetti doit cependant respecter les conditions de la décision rendue par l'autorité principale sous le régime du Règlement 11-101. On ne peut être dispensé selon ces modalités dans le territoire ~~intéressé~~autre que le territoire principal que des obligations d'information continue indiquées à l'Annexe D du règlement.

L'Annexe A de la présente instruction générale indique les obligations d'information continue dont l'émetteur assujetti pouvait être dispensé en vertu de l'article 3.2 du Règlement 11-101. L'Annexe D du règlement énonce les dispositions équivalentes.

PARTIE 5 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

5.1. Date d'entrée en vigueur

Le règlement s'applique aux documents d'information continue, aux prospectus et aux demandes de dispenses discrétionnaires déposés le 17 mars 2008 ou après cette date.

PARTIE 6 INSCRIPTION

6.1. Champ d'application

Le règlement permet aux sociétés et aux personnes physiques de s'inscrire automatiquement dans un territoire autre que le territoire principal du seul fait qu'elles sont

déjà inscrites dans leur territoire principal. Il entraîne également l'application automatique de certaines décisions de l'autorité principale dans chaque territoire autre que le territoire principal où elles sont inscrites, qu'elles y soient inscrites automatiquement ou non en vertu du règlement.

Personnes physiques autorisées

Le règlement ne s'applique pas aux « personnes physiques autorisées » au sens du Règlement 33-109 parce que ces personnes ne sont pas inscrites en vertu de la législation en valeurs mobilières. Il ne s'applique à ces personnes que si elles s'inscrivent dans une catégorie dans leur territoire principal et demandent à s'inscrire dans la même catégorie dans un territoire autre que le territoire principal.

Courtiers d'exercice restreint et leurs représentants

L'article 6.3 du règlement ne s'applique pas à la société inscrite dans la catégorie de « courtier d'exercice restreint » au sens du Règlement 31-103. Pour s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de l'autorité autre que l'autorité principale. L'inscription automatique en vertu du règlement ne lui est pas ouverte parce que cette catégorie n'est pas assortie d'obligations uniformisées et que la plupart des sociétés inscrites à ce titre n'exercent leurs activités que dans un territoire. Le courtier d'exercice restreint qui s'inscrit directement dans la même catégorie dans un territoire autre que le territoire principal est toutefois soumis aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article 6.5), à la suspension (article 6.6), à la radiation d'office (article 6.7) et à la radiation sur demande (article 6.8).

Toutes les dispositions du règlement s'appliquent aux représentants des courtiers d'exercice restreint. Ces personnes peuvent s'inscrire automatiquement en vertu de l'article 6.4 du règlement si leur société parrainante est inscrite comme courtier d'exercice restreint dans leur territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel elles demandent à s'inscrire. Elles sont notamment soumises aux dispositions du règlement relatives aux conditions (article 6.5), à la suspension (article 6.6), à la radiation d'office (article 6.7) et à la radiation sur demande (article 6.8).

6.2. Inscription par un OAR

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de certains territoires a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer. Le règlement s'applique aux décisions prises par l'OAR selon ces modalités. Pour de plus amples renseignements, prière de se reporter à l'article 3.5 de l'Instruction générale 11-204.

6.3. Autorité principale pour l'inscription

L'autorité principale d'une société ou d'une personne physique est l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable désigné conformément à l'article 6.1 du règlement. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale pour l'inscription.

L'article 3.6 de l'Instruction générale 11-204 indique les modalités de désignation de l'autorité principale d'une société ou d'une personne physique en vertu de la partie 6 du règlement.

6.4. Changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription

L'article 6.2 du règlement permet à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable de changer l'autorité principale pour l'application de la partie 6 du règlement. L'article 3.7 de l'Instruction générale 11-204 indique la procédure de changement discrétionnaire d'autorité principale pour l'inscription en vertu de cette partie.

6.5. Inscription

Les sociétés et les personnes physiques tenues de s'inscrire en vertu du Règlement 31-103 peuvent se prévaloir des articles 6.3 et 6.4 du règlement, exception faite des sociétés qui s'inscrivent comme courtier d'exercice restreint.

La société ou la personne physique qui s'inscrit dans un territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.3 ou 6.4 du règlement doit se conformer à toutes les dispositions applicables dans ce territoire, et notamment à l'obligation de payer les droits exigibles.

Inscription dans un territoire autre que le territoire principal

Avant de présenter des renseignements conformément à l'article 6.3 ou 6.4 du règlement, les sociétés et les sociétés parrainantes de personnes physiques devraient vérifier que leur autorité principale est bien indiquée dans les derniers renseignements présentés en vertu du Règlement 33-109 ou du règlement. En l'absence d'un avis de changement discrétionnaire de la part des autorités en vertu de l'article 6.2 du règlement, l'autorité principale est la suivante :

- dans le cas d'une société, à l'exception d'une société étrangère inscrite dans la même catégorie dans plusieurs territoires le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement], l'autorité principale indiquée à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6;
- dans le cas d'une personne physique canadienne, l'autorité principale indiquée à la rubrique 9, *Établissement d'emploi*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4;
- dans le cas d'une société étrangère inscrite dans la même catégorie dans plusieurs territoires le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement], l'autorité principale désignée dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 que la société doit présenter conformément à l'article 6.10 du règlement;
- dans le cas d'une personne physique étrangère, la même autorité principale que celle de sa société parrainante.

Sociétés

Conformément au paragraphe 1 de l'article 6.3 du règlement, la société qui est inscrite dans son territoire principal dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103, sauf celle de « courtier d'exercice restreint », est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109;
- b) réception du formulaire a été confirmée.

Les sociétés trouveront à la partie 4 et à l'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 des indications sur la façon de présenter ce formulaire en vertu du règlement.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 6.3 du règlement, la société peut présenter le formulaire à son autorité principale au lieu de l'autorité autre que l'autorité principale. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter le formulaire au bureau compétent de l'OAR.

Personnes physiques

En vertu de l'article 6.4 du règlement, la personne physique agissant pour le compte de sa société parrainante et qui est inscrite dans une catégorie prévue par le Règlement 31-103 dans son territoire principal est inscrite dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la société parrainante est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal dans la même catégorie que dans le territoire principal;

b) la personne physique a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 ou à l'Annexe 33-109A4 conformément au Règlement 33-109.

La société parrainante trouvera à la partie 4 et à l'article 5.2 de l'Instruction générale 11-204 des indications sur la façon de présenter ce formulaire pour le compte de la personne physique en vertu du règlement.

Si une personne physique est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal auprès de plusieurs sociétés parrainantes, ces sociétés doivent être inscrites dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal où la personne demande à s'inscrire en vertu de l'article 6.4 du règlement.

6.6. Conditions de l'inscription

En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.5 du règlement, la société ou la personne physique qui est inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et dans le territoire autre que le territoire principal est assujettie aux conditions auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire autre que le territoire principal (par effet de la loi). Conformément au paragraphe 2 de cet article, les conditions s'appliquent jusqu'à ce que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable les annule ou qu'elles arrivent à expiration, selon la plus rapprochée de ces dates.

En vertu de l'article 6.5 du règlement, toute condition de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie que l'autorité principale modifie ou qu'elle ajoute s'applique automatiquement à son inscription dans la même catégorie dans le territoire autre que le territoire principal.

En cas de changement d'autorité principale, toutes les catégories dans lesquelles la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.3 ou 6.4 du règlement font l'objet des mesures suivantes :

- l'ancienne autorité principale annule les conditions qu'elle a imposées;
- la nouvelle autorité principale adopte les conditions imposées par l'ancienne autorité principale.

De cette façon, la nouvelle autorité principale peut modifier selon les besoins les conditions auxquelles la société ou la personne physique est assujettie, et les conditions modifiées s'appliquent automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal comme si elles y étaient imposées (par effet de la loi).

6.7. Suspension

En vertu de l'article 6.6 du règlement, la suspension de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa suspension dans tout territoire autre que le territoire principal où elle est inscrite. La suspension de l'inscription entraîne la suspension des droits qu'elle confère à la société ou à la personne physique en matière de courtage ou de conseil, mais l'inscription demeure valide en vertu de la législation en valeurs mobilières. L'inscription est suspendue en même

temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de suspension dans chaque territoire pertinent.

L'inscription est suspendue dans le territoire autre que le territoire principal tant qu'elle le demeure dans le territoire principal. Si l'autorité principale lève la suspension, la société ou la personne physique peut reprendre ses activités de courtage ou de conseil dans le territoire autre que le territoire principal à la date de levée indiquée par la BDNI. Toute condition imposée par l'autorité principale à la levée de la suspension s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal en vertu de l'article 6.5 du règlement.

6.8. Radiation d'office

En vertu de l'article 6.7 du règlement, la radiation d'office de l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans le territoire principal entraîne automatiquement sa radiation dans le territoire autre que le territoire principal. L'inscription est radiée en même temps dans le territoire principal et le territoire autre que le territoire principal. La BDNI indique la même date de radiation dans chaque territoire pertinent.

6.9. Radiation sur demande

En vertu de l'article 6.8 du règlement, l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans une catégorie est automatiquement radiée dans tous les territoires autres que le territoire principal dans lesquels elle est inscrite si, à sa demande, l'autorité principale radie son inscription dans son territoire principal. Prière de se reporter aux deux derniers paragraphes du présent article si tel n'est pas le résultat souhaité.

La société devrait présenter sa demande de radiation de son inscription dans une ou plusieurs catégories dans le territoire principal dans un format de substitution, en indiquant tout territoire autre que le territoire principal dans lequel elle est inscrite dans la ou les mêmes catégories. Dans les territoires où l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société devrait présenter sa demande au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter une demande de radiation à l'autorité principale ou au bureau compétent de l'OAR dans un format de substitution.

La société parrainante d'une personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109 pour demander la radiation de l'inscription de la personne dans une ou l'ensemble de ses catégories.

- Si elle le fait pour demander la radiation dans une catégorie, elle devrait indiquer dans les renseignements tous les territoires autres que le territoire principal dans lesquels la personne physique est inscrite dans cette catégorie. Si l'autorité principale accède à la demande, la BDNI indique la radiation dans le territoire principal et dans chaque territoire autre que le territoire principal où la personne physique était inscrite dans cette catégorie. S'il s'agissait de la dernière catégorie de la personne physique dans un territoire autre que le territoire principal, la BDNI indique « Suspendu (abandon) » dans ce territoire.

- Si la société parrainante a fait la présentation de renseignements à la BDNI prévue pour demander la radiation de l'inscription de la personne physique dans toutes les catégories, la BDNI indique automatiquement les territoires autres que le territoire principal dans lesquels la personne physique est inscrite dans ces catégories. Si l'autorité principale accède à la demande, la BDNI indique « Suspendu (cessation d'emploi) » dans tous les territoires où la personne physique était inscrite.

Lorsque la société ou la personne physique demande la radiation de son inscription dans une catégorie dans le territoire principal, l'autorité principale peut suspendre l'inscription pendant l'étude de la demande ou l'assortir de conditions. On trouvera à l'article 6.7 des indications sur la suspension de l'inscription.

Lorsque l'autorité principale subordonne à des conditions l'inscription dans une catégorie, l'article 6.5 du règlement prévoit que les conditions s'appliquent dans chaque territoire autre que le territoire principal où la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie comme si les conditions y étaient imposées.

La société qui demande la radiation de son inscription dans son territoire principal en raison du déménagement de son siège (dans le cas d'une société canadienne) ou de son bureau principal au Canada (dans le cas d'une société étrangère) dans un autre territoire ou du changement du territoire dans lequel la société étrangère avait la majorité de ses clients à la fin du dernier exercice devrait présenter sa demande après que le changement a eu lieu et qu'elle en a avisé son autorité principale conformément au Règlement 33-109. Dans le cas d'une personne physique canadienne qui demande la radiation de son inscription dans son territoire principal en raison du déménagement de son bureau principal dans un autre territoire, sa société parrainante devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI après qu'elle a déménagé et donné avis du changement conformément au Règlement 33-109.

Le règlement ne traite pas du cas de la société ou de la personne physique qui ne demande la radiation de son inscription dans une catégorie que dans un territoire autre que le territoire principal. Dans ce cas, sauf en Ontario :

- la société peut toujours ne présenter sa demande qu'à l'autorité principale ou, si l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, au bureau compétent de l'OAR dans le territoire principal;
- la société parrainante de la personne physique devrait faire la présentation de renseignements à la BDNI prévue par le Règlement 33-109;
- la demande de la société ou de la personne physique devrait indiquer le territoire autre que le territoire principal dans lequel la radiation est demandée;
- le fait que l'autorité en valeurs mobilières, l'agent responsable ou l'OAR accède à la demande dans le territoire autre que le territoire principal n'a pas d'incidence sur l'inscription dans d'autres territoires.

6.10. Disposition transitoire – Conditions en vigueur dans le territoire autre que le territoire principal

Le paragraphe 1 de l'article 6.9 du règlement a pour objet de reporter au [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement] l'application automatique de l'article 6.5 du règlement dans le territoire autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite au [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement]. De cette façon, la société ou la personne physique a le temps de demander, en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.9 du règlement, à être dispensée de l'application automatique des conditions imposées par l'autorité principale dans le territoire autre que le territoire principal.

La société ou la personne physique devrait demander la dispense prévue au paragraphe 2 de l'article 6.9 du règlement séparément dans chaque territoire autre que le territoire principal parce que le but de la demande est de lui donner l'occasion d'être entendue au sujet de l'application automatique, dans le territoire autre que le territoire principal, de conditions imposées par l'autorité principale. Elle ne devrait donc pas présenter sa demande en vertu de l'Instruction générale 11-203.

Si la société ou la personne physique ne demande pas de dispense en vertu du paragraphe 2 de l'article 6.9 du règlement dans un territoire autre que le territoire principal :

- les conditions imposées par l'autorité principale s'appliquent automatiquement le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement] dans le territoire autre que le territoire principal;

- les conditions imposées précédemment par l'autorité autre que l'autorité principale cessent de s'appliquer, à moins qu'elles n'aient pour objet l'application de la loi.

6.11. Disposition transitoire – Avis désignant l'autorité principale d'une société étrangère

En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.10 du règlement, la société étrangère inscrite dans une catégorie dans plusieurs territoires avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du règlement] est tenue de présenter les renseignements visés à la rubrique A du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109. Ces renseignements désignent son autorité principale conformément à l'article 6.1 du règlement

Le paragraphe 2 de l'article 6.10 du règlement permet à la société étrangère de présenter ces renseignements à une autorité autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à son autorité principale. Les renseignements devraient être présentés dans un format de substitution. Dans les territoires dont l'autorité principale a délégué ou conféré des fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer, la société étrangère devrait présenter les renseignements au bureau compétent de l'OAR. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la façon de présenter des renseignements dans un format de substitution.

Étant donné que l'autorité principale de la personne physique étrangère est la même que celle de sa société parrainante, le règlement n'oblige pas la société parrainante à présenter des renseignements pour désigner l'autorité principale de cette personne.

ANNEXE A**OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE EN VERTU DU RÈGLEMENT 11-101**

Pour faciliter la consultation, la présente annexe reproduit la définition d'« obligation d'information continue » prévue par le Règlement 11-101, même si certaines références ne sont plus pertinentes parce que les articles en cause ont été abrogés après le 19 septembre 2005, date d'entrée en vigueur du Règlement 11-101.

Colombie-Britannique

Securities Act : articles 85 et 117;

Securities Rules : articles 2 et 3 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101, articles 144 et 145 (sauf en ce qui concerne les droits), articles 152 et 153, et article 189 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Alberta

Securities Act : articles 146, 149 (sauf en ce qui concerne les droits), 150, 152 et 157.1;

Rules (General) de l'*Alberta Securities Commission* : articles 143 à 169, 196 et 197 (sauf en ce qui concerne le prospectus).

Saskatchewan

The Securities Act, 1988 : articles 84, 86 à 88, 90, 94 et 95;

The Securities Regulations : articles 117 à 138.1 et 175 en ce qui concerne un dépôt en vertu d'une autre obligation d'information continue au sens du Règlement 11-101.

Manitoba

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphe 1 des articles 101 et 102, article 104, paragraphe 3 de l'article 106, articles 119, 120 (sauf en ce qui concerne les droits) et 121 à 130;

Règlement sur les valeurs mobilières : articles 38 à 40 et 80 à 87.

Québec

Loi sur les valeurs mobilières : articles 73 (sauf l'obligation de dépôt d'une déclaration de changement important), 75 (sauf l'obligation de dépôt), 76, 77 (sauf l'obligation de dépôt), 78, 80 à 82.1, 83.1, 87, 105 (sauf l'obligation de dépôt), 106 et 107 (sauf l'obligation de dépôt);

Règlement sur les valeurs mobilières : articles 115.1 à 119, 119.4, 120 à 138 et 141 à 161;

Règlements : C-14, C-48, Q-11, Q-17 (titre quatrième) et 62 à 102.

Tout document déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers ou transmis à celle-ci, transmis aux porteurs au Québec ou diffusé au Québec en vertu de l'article 3.2 du règlement est réputé, pour l'application de la législation en valeurs mobilières du Québec, être un document déposé, transmis ou diffusé en vertu du chapitre II du titre III ou de l'article 84 de la Loi sur les valeurs mobilières.

Nouveau-Brunswick

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphes 1 à 4 de l'article 89 et articles 90, 91, 100 et 101.

Nouvelle-Écosse

Securities Act : articles 81, 83, 84 et 91;

General Securities Rules : article 9, paragraphes 2 et 3 de l'article 140 et article 141.

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Act : articles 76, 78 à 80, 82, 86 et 87 (sauf en ce qui concerne les droits);

Securities Regulations : articles 4 à 14 et 71 à 80.

Yukon

Loi sur les valeurs mobilières : paragraphe 5 de l'article 22 (sauf en ce qui concerne le dépôt d'un prospectus ou d'une modification du prospectus).

Tous les territoires

a) *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*, sauf en ce qui concerne le prospectus;

b) *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*, sauf en ce qui concerne le prospectus;

c) *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

d) *Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables*, en ce qui concerne les documents déposés en vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;

e) *Règlement 52-108 sur la surveillance des vérificateurs*;

f) *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*;

g) *Règlement 52-110 sur le comité de vérification*, sauf en Colombie-Britannique;

h) *BC Instrument 52-509 Audit Committees*, uniquement en Colombie-Britannique;

i) *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

j) *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*;

k) article 8.5 du *Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme*;

l) *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*.

Document comparison done by DeltaView on 14 juillet, 2008 11:45:25

Input:	
Document 1	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/TQP ACVM 25-01-08/AMF/11-102 Instruction 14-01-08 ACVM (Q) F.doc
Document 2	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Instruction 04-07-08 (Q) F.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
Moved from	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	188
Deletions	71
Moved from	5
Moved to	5
Style change	0
Format changed	0
Total changes	269

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-202 RELATIVE À L'EXAMEN DU PROSPECTUS DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

1. L'article 4.1 de l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* est modifié par l'insertion des mots « et du Règlement 11-102 » après les mots « la présente instruction générale ».

2. L'article 7.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de la dernière phrase du paragraphe 1 par la suivante :

« Pour aider les déposants, l'autorité principale indique dans le visa les territoires sous le régime de passeport dans lesquels le prospectus a été déposé en vertu du Règlement 11-102 et y précise que le visa est réputé octroyé dans chacun de ces territoires si les conditions prévues par le Règlement 11-102 sont respectées. ».

2° par l'insertion, après le paragraphe 2, du paragraphe suivant :

« 3) Lorsqu'un projet de prospectus ou une version modifiée d'un prospectus provisoire est déposé dans le territoire principal et un prospectus provisoire, dans un territoire autre que le territoire principal, l'autorité principale délivre un document attestant que l'autorité du territoire autre que le territoire principal a visé le prospectus provisoire. ».

INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-203 RELATIVE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE DISPENSE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION

1.1. Champ d'application

La présente instruction générale décrit les procédures de dépôt et d'examen des demandes de dispense dans plusieurs territoires canadiens.

PARTIE 2 DÉFINITIONS

2.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« autorité » : toute autorité en valeurs mobilières ou tout agent responsable;

« AMF » : l'autorité au Québec;

« autorité sous le régime de passeport » : toute autorité ayant pris le Règlement 11-102;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« demande » : toute demande de dispense, à l'exclusion d'un dépôt préalable ou d'une demande de dérogation au sens de l'Instruction générale 11-202;

« demande mixte » : toute demande composée de ce qui suit :

a) une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double;

b) une demande sous examen coordonné;

« demande sous examen coordonné » : toute demande visée à l'article 3.4;

« demande sous le régime de passeport » : toute demande visée à l'article 3.2;

« demande sous régime double » : toute demande visée à l'article 3.3;

« déposant » :

a) la personne qui dépose une demande;

b) tout mandataire de la personne visée au paragraphe a);

« dépôt préalable » : toute consultation de l'autorité principale à propos d'une demande, engagée avant le dépôt de la demande et portant sur l'interprétation de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières ou sur leur application à une opération ou question particulière ou envisagée;

« dispense » : toute dispense, notamment toute approbation, décision, déclaration, désignation, détermination, dispense discrétionnaire, prolongation, ordonnance, permission, reconnaissance, révocation ou dérogation, demandée en vertu de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières;

« dispense discrétionnaire » : toute dispense discrétionnaire visée à la partie 4 du Règlement 11-102;

« examen sous régime double » : l'examen d'une demande sous régime double en application de la présente instruction générale;

« examen coordonné » : l'examen d'une demande sous examen coordonné en application de la présente instruction générale;

« Instruction générale 11-102 » : l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Instruction générale 11-202 » : l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires*;

« Instruction générale 11-204 » : l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*;

« Règlement 11-102 » : le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Règlement 31-103 » : le *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription*;

« Règlement 33-109 » : le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*;

« territoire de notification » : tout territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel le déposant a donné l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102;

« territoire sous le régime de passeport » : le territoire d'une autorité sous le régime de passeport.

2.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies par le Règlement 11-102 et du *Règlement 14-101 sur les définitions* s'entendent au sens défini dans ces règlements.

PARTIE 3 SURVOL, AUTORITÉ PRINCIPALE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

3.1. Survol

La présente instruction générale s'applique à toute demande de dispense faite dans plusieurs territoires. Voici les types de demandes :

a) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et le déposant ne souhaite pas obtenir de dispense discrétionnaire en Ontario; il s'agit d'une « demande sous le régime de passeport »;

b) l'autorité principale est la CVMO et le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire dans un territoire sous le régime de passeport; il s'agit également d'une « demande sous le régime de passeport »;

c) l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire en Ontario; il s'agit d'une « demande sous régime double »;

d) toute demande en vue d'obtenir une dispense échappant au champ d'application de la partie 4 du Règlement 11-102; il s'agit d'une « demande sous examen coordonné ».

3.2. Demande sous le régime de passeport

1) Le déposant ne dépose sa demande et n'acquiesce les droits qu'auprès de l'autorité principale lorsqu'elle est autorité sous le régime de passeport et que le déposant ne souhaite pas obtenir de dispense discrétionnaire en Ontario. L'autorité principale examine seule la demande et sa décision d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification.

2) Le déposant ne dépose sa demande et n'acquiesce les droits qu'auprès de la CVMO lorsqu'elle est l'autorité principale et que le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire équivalente dans un territoire sous le régime de passeport. La CVMO examine seule la demande et sa décision d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification.

3.3. Demande sous régime double

Le déposant dépose sa demande et acquiesce les droits auprès de l'autorité principale et de la CVMO lorsque l'autorité principale est autorité sous le régime de passeport et que le déposant souhaite également obtenir une dispense discrétionnaire en Ontario. L'autorité principale examine la demande et la CVMO, agissant comme autorité autre que l'autorité principale, coordonne son examen avec celui de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale d'accorder la dispense discrétionnaire emporte automatiquement dispense équivalente dans les territoires de notification et fait foi de la décision prise par la CVMO, si elle est identique.

3.4. Demande sous examen coordonné

Le déposant dépose sa demande et acquiesce les droits dans chaque territoire où la dispense est requise lorsque la demande échappe au champ d'application du Règlement 11-102 (pour connaître les types de demandes en question, se reporter à l'article 4.1 de l'Instruction générale 11-102). L'autorité principale examine la demande et chaque autorité autre que l'autorité principale coordonne son examen avec celui de l'autorité principale. La décision de l'autorité principale d'accorder la dispense fait foi de la décision de chaque autorité autre que l'autorité principale qui a pris la même décision qu'elle.

3.5. Demande mixte

Les procédures applicables aux demandes sous le régime de passeport, aux demandes sous régime double et aux demandes sous examen coordonné en vertu de la présente instruction générale ainsi que leur résultat sont les mêmes pour les demandes mixtes. Le déposant devrait, dans le cas d'une demande mixte, suivre à la fois les procédures applicables aux demandes sous examen coordonné et celles applicables, selon le cas, aux demandes sous le régime de passeport ou aux demandes sous régime double.

3.6. Autorité principale

1) L'autorité principale à l'égard d'une demande visée par la présente instruction générale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.5 du Règlement 11-102. Le présent article résume ces articles et fournit des indications sur la désignation de l'autorité principale à l'égard d'une demande faite conformément à la présente instruction générale.

2) Pour l'application du présent article, le territoire déterminé est la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick ou la Nouvelle-Écosse.

3) Sous réserve des paragraphes 4 à 89 et de l'article 3.7, l'autorité principale [pour une demande de dispense](#) est la suivante :

a) dans le cas d'une demande concernant un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège du gestionnaire de fonds d'investissement est situé;

b) dans le cas d'une demande concernant une personne qui n'est pas un fonds d'investissement, l'autorité du territoire dans lequel le siège de la personne est situé.

4) ~~Dans le cas d'~~Sous réserve des paragraphes 6 à 9 et de l'article 3.7, l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, ~~l'autorité principale~~ est l'autorité du territoire où est situé le siège de l'émetteur assujéti, et non celui de l'initié.

5) ~~Dans le cas d'~~Sous réserve des paragraphes 6 à 9 et de l'article 3.7, l'autorité principale pour une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, ~~l'autorité principale~~ est l'autorité du territoire où est situé le siège de l'émetteur visé par l'offre, et non celui de l'initiateur.

6) ~~Si~~Sous réserve des paragraphes 7 à 9 et de l'article 3.7, si le territoire visé au paragraphe 3, 4 ou 5 n'est pas un territoire déterminé, l'autorité principale pour la demande est l'autorité du territoire déterminé suivant :

a) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;

b) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;

c) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

7) Sous réserve des paragraphes 8 et 9 et de l'article 3.7, si une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition prévue à la partie 4 du Règlement 31-103 ou à la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est déterminée conformément à l'article 3.6 de l'Instruction générale 11-204. En vertu de cet article, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de tout territoire peut être autorité principale.

8) Sous réserve du paragraphe ~~8-9~~ et de l'article 3.7, si une personne ne souhaite pas obtenir de dispense dans le territoire de l'autorité principale désignée conformément au paragraphe 3, 4, ~~5, 6~~ ou ~~6-7~~, l'autorité principale pour la demande est l'autorité du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir la dispense;

b) il est :

i) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;

ii) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;

iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

~~8)~~ La 9) Sous réserve de l'article 3.7, la personne qui souhaite obtenir plusieurs dispenses simultanément dont certaines ne sont pas nécessaires dans le territoire de l'autorité principale désignée conformément au paragraphe 3, 4, 5, 6, 7 ou ~~6~~8 peut présenter la demande à l'autorité du territoire déterminé qui réunit les conditions suivantes :

- a) il est celui dans lequel la personne souhaite obtenir toutes les dispenses;
- b) il est :
 - i) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux déclarations d'initiés, celui avec lequel l'émetteur assujéti a le rattachement le plus significatif;
 - ii) dans le cas d'une demande de dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières relative aux offres publiques d'achat, celui avec lequel l'émetteur visé par l'offre a le rattachement le plus significatif;
 - iii) dans tout autre cas, celui avec lequel la personne ou, dans le cas d'un fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement a le rattachement le plus significatif.

Cette autorité est l'autorité principale pour la demande.

910) Les facteurs que le déposant doit prendre en considération pour désigner l'autorité principale pour la demande en fonction du rattachement le plus significatif sont les suivants, par ordre de prépondérance :

- a) le lieu où l'émetteur est assujéti ou la personne est inscrite;
- b) le lieu où la direction est située;
- c) le lieu où les actifs sont situés et les activités d'exploitation sont exercées;
- d) le lieu où la majorité des porteurs de titres ou des clients est située;
- e) le lieu où le marché boursier ou le système de cotation est situé au Canada.

3.7. Changement discrétionnaire d'autorité principale

1) L'autorité principale désignée en vertu de l'article 3.6 qui estime ne pas être l'autorité principale appropriée consulte d'abord le déposant et l'autorité appropriée, puis avise le déposant par écrit de la nouvelle autorité principale et des motifs du changement.

2) Le déposant peut demander un changement discrétionnaire d'autorité principale pour une demande dans les cas suivants :

- a) le déposant estime que l'autorité principale désignée en vertu de l'article 3.6 ne convient pas;
- b) le siège change de lieu pendant l'étude de la demande;
- c) le rattachement le plus significatif à un territoire déterminé change pendant l'étude de la demande;
- d) le déposant retire sa demande dans le territoire principal parce qu'il n'a pas besoin de dispense dans ce territoire.

3) Les autorités ne prévoient changer l'autorité principale que dans des cas exceptionnels.

4) Le déposant devrait présenter sa demande de changement d'autorité principale par écrit à l'autorité principale actuelle et indiquer les motifs de sa demande.

3.8. Principes généraux

1) Le déposant devrait déterminer la dispense qui est appropriée et nécessaire dans le territoire principal et tout territoire autre que le territoire principal où il la demande ou à l'égard duquel il donne avis conformément au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) Les modalités, conditions, restrictions et obligations prévues par la décision sont conformes à la législation en valeurs mobilières et aux directives en valeurs mobilières du territoire principal.

3) Une décision prévoit généralement une dispense pour la totalité de l'opération ou de l'affaire qui est visée par la demande. On s'assure ainsi du traitement uniforme de l'opération ou de l'affaire dans tous les territoires. Par conséquent, si l'opération ou l'affaire comporte une série d'opérations, la décision porte généralement sur toutes les opérations de la série, et le déposant ne s'appuie pas sur des dispenses réglementaires pour certaines opérations et sur la décision pour d'autres.

4) Les autorités ne sont pas disposées à étendre les dispenses non harmonisées prévues par le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (le « Règlement 45-106 ») à un territoire autre que le territoire principal dans lequel on ne peut pas se prévaloir de ces dispenses en vertu de ce règlement. L'autorité principale exigera de tout déposant qui effectue une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double qui aurait cet effet de déclarer qu'aucune personne ne se prévaudra de la dispense dans le territoire autre que le territoire principal. Par exemple, les autorités ont prévu dans ce règlement deux types de dispenses pour la notice d'offre. L'autorité principale n'accordera pas de dispense discrétionnaire qui aurait pour effet d'accorder au déposant un type de dispense pour la notice d'offre dont il ne pourrait se prévaloir conformément au Règlement 45-106 dans un territoire autre que le territoire principal, à moins qu'il ne déclare qu'aucune personne ne placera de titres sous le régime de ce type de dispense dans ce territoire.

5) Les autorités transmettent généralement leurs communications aux déposants par courrier électronique ou télécopieur.

PARTIE 4 DÉPÔTS PRÉALABLES

4.1. Observations générales

1) Le déposant devrait faire un dépôt préalable suffisamment longtemps avant la demande pour éviter tout retard dans la délivrance de la décision de l'autorité principale.

2) L'autorité principale traite tout dépôt préalable dans la confidentialité, sous les réserves suivantes :

a) elle peut fournir des copies ou une description du dépôt préalable à d'autres autorités à des fins de discussion si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe;

b) elle peut être tenue de divulguer le dépôt préalable en vertu de la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

4.2. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport

Le déposant devrait faire tout dépôt préalable concernant une demande sous le régime de passeport auprès de l'autorité principale par lettre et suivre la procédure suivante :

a) désigner dans le dépôt préalable l'autorité principale pour la demande et y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102;

b) ne faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale.

4.3. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous régime double

1) Le déposant qui fait un dépôt préalable concernant une demande sous régime double devrait y désigner l'autorité principale ainsi qu'y indiquer chaque territoire sous le régime de passeport à l'égard duquel il entend donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 et l'Ontario.

2) Le déposant ne devrait faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale. S'il s'agit d'un dépôt préalable de nature courante, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale pour régler les questions relatives au dépôt.

3) L'autorité principale qui juge qu'un dépôt préalable présenté comme étant de nature courante soulève une nouvelle question de fond ou de principe en avise le déposant et lui demande de faire le dépôt préalable auprès de la CVMO.

4) S'il apparaît au déposant qu'un dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, il peut accélérer la présente procédure en faisant le dépôt préalable tant auprès de l'autorité principale que de la CVMO.

5) Si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, l'autorité principale prend des dispositions avec la CVMO pour en discuter dans un délai de sept jours ouvrables, ou dès que possible après que la CVMO a reçu le dépôt préalable.

4.4. Procédure relative au dépôt préalable concernant une demande sous examen coordonné

1) Le déposant qui fait un dépôt préalable concernant une demande sous examen coordonné devrait y désigner l'autorité principale et y indiquer chaque territoire autre que le territoire principal où il compte déposer sa demande.

2) Le déposant ne devrait faire le dépôt préalable qu'auprès de l'autorité principale. S'il s'agit d'un dépôt préalable de nature courante, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale pour régler les questions relatives au dépôt.

3) L'autorité principale qui juge qu'un dépôt préalable présenté comme étant de nature courante soulève une nouvelle question de fond ou de principe en avise le déposant et lui demande de faire le dépôt préalable auprès de chaque autorité autre que l'autorité principale.

4) S'il apparaît au déposant qu'un dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, il peut accélérer la présente procédure en faisant le dépôt préalable auprès de l'autorité principale et de chaque autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il compte déposer sa demande.

5) Si le dépôt préalable soulève une nouvelle question de fond ou de principe, l'autorité principale prend des dispositions avec les autorités autres que l'autorité principale pour discuter du dépôt préalable dans un délai de sept jours ouvrables, ou dès que possible après que toutes les autorités autres que l'autorité principale l'ont reçu.

4.5. Information à fournir dans la demande concernée

Le déposant devrait inclure ce qui suit dans la demande faisant suite à un dépôt préalable :

a) une description de l'objet du dépôt préalable et de la position prise par l'autorité principale;

b) toute autre position proposée par une autorité autre que l'autorité principale qui participait aux discussions et qui était en désaccord avec l'autorité principale.

PARTIE 5 DÉPÔT DE DOCUMENTS

5.1. Choix de déposer la demande en vertu de l'instruction générale et désignation de l'autorité principale

Dans sa demande, le déposant devrait indiquer qu'il dépose, selon le cas, une demande sous le régime de passeport, une demande sous régime double, une demande sous examen coordonné ou une demande mixte conformément à la présente instruction générale et désigner son autorité principale à l'égard de la demande. Dans le cas de la demande mixte, il devrait préciser si elle contient une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double.

5.2. Documents à déposer avec la demande

1) Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, le déposant devrait payer à l'autorité principale les droits exigibles dans le territoire principal en vertu de la législation en valeurs mobilières de cette autorité et déposer uniquement auprès d'elle les documents suivants :

a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :

i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;

ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;

iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;

iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense discrétionnaire;

v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels le paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 est invoqué pour chaque disposition équivalente du territoire intéressé;

vi) présente toute requête de confidentialité;

vii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense discrétionnaire ou indique que la dispense discrétionnaire souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;

viii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

ix) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;

- b) les documents justificatifs;
 - c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :
 - i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;
 - ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.
- 2) Dans le cas d'une demande sous régime double, le déposant devrait payer à l'autorité principale et à la CVMO les droits exigibles en vertu de leur législation en valeurs mobilières et déposer auprès d'elles les documents suivants :
- a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :
 - i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;
 - ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;
 - iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;
 - iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense discrétionnaire, de même que les dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de l'Ontario, et donne une analyse des éventuelles différences entre les dispositions applicables dans le territoire principal et en Ontario;
 - v) donne avis des territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal à l'égard desquels le paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 est invoqué pour chaque disposition équivalente du territoire intéressé;
 - vi) présente toute requête de confidentialité;
 - vii) formule toute demande d'abrègement soit du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 6.2), soit du délai de signification du retrait (voir le paragraphe 4 de l'article 7.2) ainsi que les motifs à l'appui;
 - viii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense discrétionnaire ou indique que la dispense discrétionnaire souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;
 - ix) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;
 - x) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;
 - b) les documents justificatifs;

c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :

i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;

ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.

3) Dans le cas d'une demande sous examen coordonné, le déposant devrait acquitter les droits exigibles en vertu de la législation en valeurs mobilières de l'autorité principale et de chaque autorité autre que l'autorité principale dont il souhaite, ainsi que toute autre partie concernée, obtenir une dispense et déposer auprès d'elles les documents suivants :

a) une demande écrite rédigée conformément aux procédures de l'autorité principale quant à la forme et au contenu, dans laquelle le déposant :

i) indique le motif de la désignation de l'autorité principale aux termes de l'article 3.6;

ii) indique si une autre demande a été déposée relativement à la même opération ou question dans un ou plusieurs territoires, et précise les raisons du dépôt de cette demande ainsi que l'autorité principale à l'égard de celle-ci;

iii) fournit, pour tout dépôt préalable concerné, l'information visée à l'article 4.5;

iv) énonce sous des rubriques distinctes chaque disposition de la législation en valeurs mobilières du territoire principal à l'égard de laquelle il demande, ainsi que toute autre partie concernée, une dispense, de même que les dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire autre que le territoire principal, et donne une analyse des éventuelles différences entre les dispositions applicables dans le territoire principal et dans chaque territoire autre que le territoire principal;

v) présente toute requête de confidentialité;

vi) formule toute demande d'abrègement soit du délai d'examen (voir le paragraphe 3 de l'article 6.2), soit du délai de signification du retrait (voir le paragraphe 4 de l'article 7.2) ainsi que les motifs à l'appui;

vii) fait renvoi aux décisions antérieures de l'autorité principale ou d'autres autorités qui justifieraient l'octroi de la dispense ou indique que la dispense souhaitée est nouvelle et n'a jamais été octroyée;

viii) inclut une déclaration autorisant le dépôt de la demande et attestant la véracité des faits exposés dans la demande;

ix) déclare que ni lui ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précise la nature de la contravention;

b) les documents justificatifs;

c) un projet de décision prévoyant des modalités, conditions, restrictions ou obligations, notamment :

i) une déclaration selon laquelle ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, précisant la nature de la contravention;

ii) des restrictions à la revente, s'il y a lieu, selon la législation en valeurs mobilières et les directives en valeurs mobilières du territoire principal.

4) Dans le cas d'une demande mixte, le déposant devrait acquitter les droits et déposer sa demande auprès de chaque autorité et pour chaque type de demande, énoncer la dispense ou la dispense discrétionnaire qu'il souhaite obtenir et fournir l'information et les documents pertinents, conformément au présent article.

5) Le déposant devrait déposer sa demande suffisamment longtemps avant toute échéance pour que le personnel ait le temps de l'examiner et de faire ses recommandations en vue d'une décision.

6) Le déposant qui présente une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double devrait y indiquer toutes les dispenses discrétionnaires requises et donner avis de tous les territoires sous le régime de passeport à l'égard desquels il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102. L'avis donné conformément à la disposition *v* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ou 2 satisfait à l'obligation d'avis prévue au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

7) Le déposant qui souhaite obtenir une dispense au Québec devrait déposer la version française du projet de décision lorsque l'AMF agit à titre d'autorité principale.

5.3. Documents à déposer pour étendre une dispense discrétionnaire à un nouveau territoire sous le régime de passeport en vertu des articles 4.7 et 4.8 du Règlement 11-102

1) En vertu du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102, le déposant qui a obtenu de son autorité principale une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D de ce règlement en présentant une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double peut se prévaloir de la dispense dans un autre territoire sous le régime de passeport que le territoire principal à l'égard duquel il n'a pas donné dans sa demande l'avis prévu à la disposition *v* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ou 2 de l'article 5.2, pour autant que certaines conditions soient remplies. Il doit notamment donner à l'égard du nouveau territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) Selon le paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, le déposant qui a obtenu de l'autorité d'un territoire déterminé, au sens de cet article, une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D de ce règlement avant le 17 mars 2008 peut aussi bénéficier de la dispense dans un autre territoire sous le régime de passeport que le territoire principal, pourvu que certaines conditions soient remplies. Il doit notamment donner à l'égard du nouveau territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* de ce paragraphe. Conformément au paragraphe 3 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, le déposant n'est pas tenu de donner l'avis s'il s'agit d'une dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue, au sens du *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*, qui est indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 et que certaines autres conditions sont remplies. On trouvera de plus amples indications sur le paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102 à l'article 9.3 de la présente instruction générale et à l'article 4.5 de l'Instruction générale 11-102.

3) Il y a lieu de préciser que le déposant ne peut se prévaloir des articles 4.7 et 4.8 du Règlement 11-102 pour obtenir automatiquement une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières ontarienne indiquée à l'Annexe D de ce règlement. Il ne peut bénéficier de ces articles que dans les territoires sous le régime de passeport.

4) Le déposant devrait donner l'avis mentionné au paragraphe 1 à l'autorité principale à l'égard de la demande d'origine et l'avis visé au paragraphe 2 à l'autorité qui serait l'autorité principale en vertu de la partie 4 du Règlement 11-102 s'il présentait la demande conformément à cette partie au moment où il donne l'avis. L'avis devrait contenir les éléments suivants :

a) la liste de tous les territoires concernés à l'égard desquels le déposant donne avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 ou 4.8 du Règlement 11-102;

b) la date de la décision :

i) de l'autorité principale sur la demande d'origine, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 susmentionné;

ii) de l'autorité du territoire déterminé qui a accordé la dispense, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.8 susmentionné;

c) la référence de la décision de l'autorité;

d) une description de la dispense discrétionnaire accordée par l'autorité;

e) la confirmation que la dispense est toujours valide.

5) L'autorité d'un territoire autre que le territoire principal prend les mesures qui s'imposent dans le cas où, au moment du dépôt d'une demande sous le régime de passeport ou sous régime double, le déposant nécessite une dispense discrétionnaire dans ce territoire, mais ne donne à son égard l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 qu'après que l'autorité principale a accordé cette dispense. L'autorité du territoire autre que le territoire principal pourrait notamment retirer la dispense discrétionnaire, auquel cas le déposant aurait la possibilité d'être entendu dans ce territoire selon les circonstances.

6) L'autorité qui reçoit l'avis mentionné au paragraphe 1 ou 2 transmet une copie de l'avis et de sa décision à l'autorité du nouveau territoire autre que le territoire principal.

5.4. Requête de confidentialité

1) Le déposant qui requiert la confidentialité de la demande et des documents justificatifs pendant l'examen de la demande devrait fournir une raison valable comme fondement de sa requête.

2) Le déposant qui requiert le maintien de la confidentialité de la demande, des documents justificatifs ou de la décision au-delà de la date d'effet de la décision devrait présenter sa requête de confidentialité sous une rubrique distincte de la demande et payer les droits exigibles dans les territoires suivants :

- a) dans le territoire principal, s'il fait une demande sous le régime de passeport;
- b) dans le territoire principal et en Ontario, s'il fait une demande sous régime double;
- c) dans chaque territoire, s'il fait une demande sous examen coordonné.

3) Toute requête de confidentialité devrait exposer en quoi elle est raisonnable dans les circonstances et ne porte pas préjudice à l'intérêt public et indiquer la date à laquelle la décision accordant la confidentialité pourrait expirer.

4) Les communications relatives aux requêtes de confidentialité se font normalement par courrier électronique. Si le déposant a des réserves sur ce mode de communication, il peut préciser dans sa demande qu'il souhaite que toutes les communications soient faites par télécopieur ou par téléphone.

5.5. Dépôt

Le déposant devrait transmettre les documents de demande sur papier, accompagnés des droits exigibles, aux autorités en valeurs mobilières ou agents responsables suivants :

- a) l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;
- b) l'autorité principale et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;
- c) chaque autorité dont le déposant souhaite obtenir une dispense, dans le cas d'une demande sous examen coordonné.

Le déposant devrait également fournir une copie électronique des documents de demande, y compris le projet de décision, par courrier électronique ou sur CD-ROM. Le dépôt de la demande simultanément dans tous les territoires concernés permet à l'autorité principale et, le cas échéant, aux autorités autres que l'autorité principale de traiter la demande dans les meilleurs délais. En Colombie-Britannique, un système de dépôt électronique permet de déposer les demandes de dispense et d'en faire le suivi. Les déposants devraient déposer leur demande en Colombie-Britannique au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique. Les déposants devraient déposer les demandes

relatives au *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* au moyen de SEDAR.

Les déposants devraient transmettre tout dépôt préalable et tout document de demande par courrier électronique aux adresses suivantes :

	Colombie-Britannique	www.bsc.bc.ca (cliquer sur « BCSC e-services » et suivre les indications)
Alberta		legalapplications@seccom.ab.ca
Saskatchewan		exemptions@sfsc.gov.sk.ca
Manitoba		exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario		applications@osc.gov.on.ca
Québec		Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick		Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca
Nouvelle-Écosse		nsscexemptions@gov.ns.ca
Île-du-Prince-Édouard		CCIS@gov.pe.ca
Terre-Neuve-et-Labrador		securitiesexemptions@gov.nl.ca
Yukon		Corporateaffairs@gov.yk.ca
Territoires du Nord-Ouest		SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
Nunavut		legalregistries@gov.nu.ca

5.6. Documents incomplets ou non conformes

Si les documents du déposant sont incomplets ou non conformes, l'autorité principale peut lui demander de déposer une demande modifiée, ce qui risque de retarder l'examen de la demande.

5.7. Accusé de réception du dépôt

1) Sur réception d'une demande complète et conforme, l'autorité principale transmet au déposant un accusé de réception ainsi qu'une copie de celui-ci à toute autorité auprès de laquelle le déposant a déposé la demande. L'accusé de réception indique les nom, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique de la personne qui examine la demande.

2) Dans le cas d'une demande sous régime double, d'une demande sous examen coordonné ou d'une demande mixte, l'autorité principale informe le déposant, dans l'accusé de réception, de l'échéance du délai d'examen prévu au paragraphe 3 de l'article 6.2.

5.8. Retrait ou abandon de la demande

1) Le déposant qui retire sa demande au cours de l'examen doit en aviser l'autorité principale ainsi que toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé la demande, et fournir une explication.

2) Si l'autorité principale détermine, au cours de l'examen, que le déposant a abandonné la demande, elle l'avise que la mention « abandonnée » y sera apposée. Dans ce cas, l'autorité principale ferme le dossier sans autre avis, à moins que le déposant ne lui fournisse par écrit dans un délai de dix jours ouvrables des raisons acceptables de ne pas fermer le dossier. Si le déposant omet de le faire, l'autorité principale l'avise, ainsi que toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé la demande, de la fermeture du dossier.

PARTIE 6 EXAMEN DES DOCUMENTS

6.1. Examen des demandes sous le régime de passeport

1) L'autorité principale examine toute demande sous le régime de passeport conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu de ses précédents.

2) Le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui lui transmet des observations et recueille ses réponses.

6.2. Examen et traitement des demandes sous régime double et des demandes sous examen coordonné

1) L'autorité principale examine toute demande sous régime double ou demande sous examen coordonné conformément à sa législation en valeurs mobilières et à ses directives en valeurs mobilières, selon ses procédures d'examen et d'analyse et compte tenu de ses précédents. Elle prend en considération les observations reçues des autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande. On trouvera des indications sur les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant devrait déposer une demande sous régime double au paragraphe 2 de l'article 5.2 et une demande sous examen coordonné au paragraphe 3 de cet article.

2) En général, le déposant ne traite qu'avec l'autorité principale, qui a la responsabilité de lui transmettre des observations après avoir étudié celles des autorités autres que l'autorité principale et conclu son examen. L'autorité principale peut cependant, dans des circonstances exceptionnelles, adresser le déposant à une autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle il a déposé sa demande.

3) Toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé sa demande dispose d'un délai de sept jours ouvrables suivant la réception de l'accusé de réception visé au paragraphe 1 de l'article 5.7 pour examiner la demande. L'autorité principale peut abrégé le délai d'examen dans certaines circonstances exceptionnelles, si le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné simultanément dans les territoires autres que le territoire principal et démontre qu'il est nécessaire et raisonnable dans les circonstances d'y porter une attention immédiate. Toute autorité autre que l'autorité principale qui est contre l'abrègement du délai d'examen peut en aviser le déposant et l'autorité principale et exiger que le déposant retire sa demande dans le territoire concerné. Dans ce cas, la demande devient une demande locale sans qu'il soit nécessaire de déposer de nouvelle demande ni de payer d'autres droits y afférents.

4) Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles l'autorité principale peut abrégé le délai d'examen sont notamment les suivantes :

a) le déposant demande une dispense en vue d'une offre publique d'achat contestée et un délai lui serait préjudiciable;

b) le déposant réagit à un évènement critique qui ne dépend pas de sa volonté et il n'aurait pas pu demander la dispense plus tôt.

5) À moins que le déposant ne fournisse des raisons probantes pour lesquelles il n'a pas amorcé la procédure de demande plus tôt, l'autorité principale considère que les situations suivantes ne sont pas des circonstances exceptionnelles :

a) la mise à la poste d'une circulaire de sollicitation de procurations en vue d'une assemblée régulière des porteurs qui portera sur une opération;

b) le dépôt d'un prospectus dont le visa ne peut faire foi de la dispense;

c) la conclusion d'une opération;

d) le dépôt d'un document d'information continue peu de temps avant la date limite du dépôt;

e) toute autre situation où le déposant avait connaissance d'une échéance avant le dépôt de la demande et aurait pu déposer la demande plus tôt.

Le personnel tente dans la mesure du possible de composer avec les dates des opérations. Toutefois, le déposant qui compte effectuer des opérations dont les délais sont critiques devrait prévoir dans son échéancier le temps nécessaire aux approbations réglementaires.

Le fait qu'une demande est de nature courante selon le déposant ne saurait constituer une raison probante pour solliciter l'abrègement du délai.

6) Le déposant devrait fournir dans sa demande suffisamment d'information pour permettre au personnel de déterminer la vitesse à laquelle il convient de la traiter. Par exemple, si le déposant doit honorer certains engagements avant une date donnée et obtenir l'opinion du personnel ou la décision avant cette échéance, il devrait expliquer les raisons pour lesquelles il lui faut l'opinion ou la décision avant cette date et indiquer ces contraintes de temps dans sa demande.

7) Avant l'échéance du délai d'examen, toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné avise l'autorité principale de toute question de fond qui, si elle n'était pas résolue, amènerait son personnel à lui recommander de se retirer de l'examen. L'autorité principale peut considérer que l'autorité autre que l'autorité principale qui ne lui fait pas parvenir d'observations sur la demande dans le délai d'examen n'en a pas.

8) L'autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné et dont le personnel estime qu'aucune dispense n'est nécessaire en vertu de sa législation en valeurs mobilières en avise l'autorité principale et le déposant et demande à celui-ci de retirer sa demande.

PARTIE 7 PROCESSUS DÉCISIONNEL

7.1. Demande sous le régime de passeport

1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale accorde ou refuse la dispense discrétionnaire sollicitée dans une demande sous le régime de passeport, compte tenu de la recommandation de son personnel.

2) Si l'autorité principale n'est pas disposée à accorder la dispense discrétionnaire sollicitée dans la demande sous le régime de passeport sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant.

3) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 2 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal.

7.2. Demande sous régime double et demande sous examen coordonné

1) À l'issue de l'examen, l'autorité principale accorde ou refuse la dispense discrétionnaire sollicitée dans une demande sous régime double ou la dispense sollicitée dans une demande sous examen coordonné, compte tenu de la recommandation de son personnel, et communique immédiatement sa décision aux autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande.

2) Toute autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné dispose d'un délai de cinq jours ouvrables suivant la réception de la décision de l'autorité principale pour confirmer si elle a rendu la même décision et si elle participe à l'examen sous régime double ou à l'examen coordonné ou s'en retire.

3) L'autorité principale considère que l'autorité autre que l'autorité principale qui garde le silence s'est retirée de l'examen sous régime double ou de l'examen coordonné.

4) L'autorité principale peut demander aux autorités autres que l'autorité principale, sans l'exiger, d'abrèger le délai de signification du retrait, si le déposant démontre que l'abrègement est nécessaire et raisonnable dans les circonstances. Dans certaines circonstances, l'abrègement est impossible. Par exemple, dans bon nombre de territoires, certains types de décisions sont de la compétence exclusive d'un comité de l'autorité qui se réunit selon un calendrier déterminé.

5) L'autorité principale envoie au déposant la décision rendue sur une demande sous régime double ou sur une demande sous examen coordonné au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date d'échéance du délai de signification du retrait;

b) la date à laquelle l'autorité principale reçoit la confirmation visée au paragraphe 2 d'une autorité autre que l'autorité principale auprès de laquelle le déposant a déposé sa demande.

6) Si l'autorité principale n'est pas disposée à accorder au déposant la dispense discrétionnaire souhaitée dans une demande sous régime double ou la dispense souhaitée dans une demande sous examen coordonné sur le fondement des informations qui lui ont été présentées, elle en avise le déposant et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles il a déposé sa demande.

7) Le déposant qui reçoit l'avis prévu au paragraphe 6 peut demander à comparaître devant l'autorité principale pour lui présenter des observations si cette procédure est prévue dans le territoire principal. L'autorité principale peut tenir une audience seule ou encore conjointement ou en parallèle avec les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande. À l'issue de l'audience, l'autorité principale transmet une copie de la décision au déposant et à toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles celui-ci a déposé sa demande.

8) Toute autorité autre que l'autorité principale qui choisit de se retirer de l'examen sous régime double ou de l'examen coordonné en avise le déposant, l'autorité principale et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande, et elle fournit les motifs de son retrait. Le déposant peut traiter directement avec l'autorité autre que l'autorité principale afin de résoudre les questions en suspens et d'obtenir une décision sans avoir à déposer de nouvelle demande ni à payer d'autres droits y afférents. Si le déposant et l'autorité autre que l'autorité principale résolvent toutes les questions en suspens, celle-ci peut choisir de participer de nouveau à l'examen sous régime double ou à l'examen coordonné en avisant l'autorité principale et toutes les autorités autres que l'autorité principale auprès desquelles le déposant a déposé sa demande durant le délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2.

PARTIE 8 DÉCISION

8.1. Effet de la décision rendue sur une demande sous le régime de passeport

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous le régime de passeport, d'accorder une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal est celle de l'autorité principale. En vertu du Règlement 11-102, cette dispense emporte automatiquement, pour le déposant, dispense de l'application de la disposition équivalente de chaque territoire de notification.

2) Sauf dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 5.3, la dispense discrétionnaire prend effet dans chaque territoire de notification à la date de la décision de l'autorité principale (même si les bureaux de l'autorité du territoire de notification sont fermés à cette date). Dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 5.3, la dispense discrétionnaire prend effet dans le nouveau territoire à la date où le déposant donne à l'égard de ce territoire l'avis prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 ou 4.8 du

Règlement 11-102 (même si les bureaux de l'autorité de ce territoire sont fermés à cette date).

8.2. Effet de la décision rendue sur une demande sous régime double

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous régime double, d'accorder une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 sous le nom du territoire principal est celle de l'autorité principale. En vertu du Règlement 11-102, cette dispense emporte automatiquement, pour le déposant, dispense de l'application de la disposition équivalente de chaque territoire de notification, et elle fait foi de la décision de la CVMO, si celle-ci a confirmé qu'elle a pris la même décision.

2) L'autorité principale délivre sa décision au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date à laquelle la CVMO confirme qu'elle a pris la même décision;

b) la date d'échéance du délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2 de l'article 7.2.

8.3. Effet de la décision rendue sur une demande sous examen coordonné

1) La décision de l'autorité principale, rendue sur une demande sous examen coordonné, d'accorder une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières du territoire principal est celle de l'autorité principale, et elle fait foi de la décision de toute autorité autre que l'autorité principale ayant confirmé qu'elle a pris la même décision.

2) L'autorité principale délivre sa décision au plus tôt à la première des dates suivantes :

a) la date à laquelle l'autorité principale a reçu de chaque autorité autre que l'autorité principale la confirmation que celle-ci a pris la même décision;

b) la date d'échéance du délai de signification du retrait prévu au paragraphe 2 de l'article 7.2.

8.4. Liste des territoires autres que le territoire principal

1) Par commodité, la décision de l'autorité principale sur une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double mentionne les territoires de notification, mais le déposant a la responsabilité de donner l'avis prescrit concernant chaque territoire à l'égard duquel il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102.

2) La décision de l'autorité principale sur une demande sous régime double ou une demande sous examen coordonné indique explicitement qu'elle énonce la décision de chaque autorité autre que l'autorité principale ayant pris la même décision que l'autorité principale, et qu'elle en fait foi.

3) Dans le cas d'une demande sous examen coordonné à l'égard de laquelle le Québec n'est pas le territoire principal, l'AMF délivre en même temps que la décision de l'autorité principale une décision locale qui s'y ajoute. La décision de l'AMF énonce les mêmes modalités que celle de l'autorité principale. Aucune autre autorité locale ne délivre de décision locale.

8.5. Forme de la décision

1) Sous réserve du paragraphe 2, la décision prend la forme suivante :

- a) dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, la forme prévue à l'Annexe A;
 - b) dans le cas d'une demande sous régime double, la forme prévue à l'Annexe B;
 - c) dans le cas d'une demande sous examen coordonné, la forme prévue à l'Annexe C;
 - d) dans le cas d'une demande mixte, la forme prévue à l'Annexe D.
- 2) L'autorité principale peut délivrer sa décision sous une forme moins officielle, s'il y a lieu.
- 3) Si la décision est un refus de la dispense demandée, elle fait état des motifs.

8.6. Délivrance de la décision

L'autorité principale envoie la décision au déposant et à toutes les autorités autres que l'autorité principale.

PARTIE 9 DATE DE PRISE D'EFFET ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

9.1. Date de prise d'effet

La présente instruction générale prend effet le 17 mars 2008.

9.2. Demandes de dispense déposées avant le 17 mars 2008

La procédure énoncée dans l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* ([REC](#)) continue de s'appliquer à toute demande de dispense et à tout dépôt préalable connexe déposés dans plusieurs territoires avant le 17 mars 2008.

9.3. Recours au régime de passeport pour les dispenses discrétionnaires demandées avant le 17 mars 2008

1) Conformément au paragraphe 1 de l'article 4.8 du Règlement 11-102, une dispense discrétionnaire de l'application de la disposition équivalente du territoire intéressé s'applique automatiquement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe D du Règlement 11-102 a été demandée dans un territoire déterminé avant le 17 mars 2008;
- b) l'autorité du territoire déterminé a accordé la dispense, quelle que soit la date de la décision;
- c) certaines autres conditions sont remplies, notamment la remise de l'avis à l'égard du nouveau territoire autre que le territoire principal sous le régime de passeport; on trouvera à l'article 5.3 de la présente instruction générale de plus amples indications sur les autorités à aviser et l'information à fournir dans l'avis.

2) Un territoire déterminé pour l'application de l'article 4.8 du Règlement 11-102 est le territoire principal selon le *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*. Ainsi, le paragraphe 1 de l'article susmentionné s'applique à toute dispense discrétionnaire d'une obligation d'information continue, au sens du *Règlement 11-101 sur le régime de l'autorité principale*, que l'autorité principale désignée selon ce règlement a accordée à un émetteur assujéti avant le 17 mars 2008 si l'obligation d'information continue pertinente est indiquée

à l'Annexe D du Règlement 11-102. Toutefois, en pareil cas, le paragraphe 3 de l'article 4.8 du Règlement 11-102 dispense l'émetteur assujéti de l'obligation d'avis prévue au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de cet article. On trouvera de plus amples indications sur l'effet de cet article à l'article 4.5 de l'Instruction générale 11-102.

3) Il y a lieu de préciser que le déposant ne peut se prévaloir de l'article 4.8 du Règlement 11-102 pour obtenir automatiquement une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières ontarienne indiquée à l'Annexe D de ce règlement. Il ne peut bénéficier de cet article que dans les territoires sous le régime de passeport.

9.4. Révocation ou modification des décisions REC rendues avant le 17 mars 2008

1) Le déposant qui souhaite que les autorités révoquent une décision REC rendue avant le 17 mars 2008 devrait présenter une demande sous examen coordonné.

2) Le déposant qui souhaite que les autorités modifient une décision REC rendue avant le 17 mars 2008 devrait présenter une demande sous examen coordonné. Cependant, dans le cas d'une décision REC accordant une dispense d'une disposition visée à l'Annexe D du Règlement 11-102, il devrait plutôt demander une nouvelle dispense en présentant une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double et en citant la décision REC dans la nouvelle demande et dans le projet de décision.

3) Le déposant qui présente une demande sous le régime de passeport ou une demande sous régime double en vertu du paragraphe 2 doit donner l'avis prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102 et respecter les autres conditions prévues par cet article pour que la décision de l'autorité principale s'applique automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Il peut donner l'avis dans la demande qu'il dépose auprès de l'autorité principale.

Annexe A**Forme de la décision relative à une demande sous le régime de passeport**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom du territoire principal] (le « territoire »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de **[nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu]** (le(s) « déposant(s) »)**Décision****Contexte**

L'autorité principale du territoire a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense souhaitée ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous le régime de passeport) :

a) **[nom de l'autorité principale]** est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : **[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport]**.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la prendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

[Si la date d'effet d'une dispense discrétionnaire accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Annexe B**Forme de la décision relative à une demande sous régime double**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom du territoire principal] et de l'Ontario (les « territoires »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de [nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu] (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (les « décideurs ») a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant [décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense souhaitée ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

a) [nom de l'autorité principale] est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : [noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport];

c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. [ajouter ici les définitions supplémentaires]

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la

législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention.]

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

[Si la date d'effet d'une dispense discrétionnaire accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)

(justifier la signature)

Annexe C**Forme de la décision relative à une demande sous examen coordonné**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
[nom des territoires participant à la décision] (les « territoires »)

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de **[nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y a lieu]** (le(s) « déposant(s) »)

Décision**Contexte**

Les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables des territoires (les « décideurs ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense souhaitée (la « dispense souhaitée ») (en indiquant par exemple que le déposant n'est pas émetteur assujéti). Ne pas renvoyer à des dispositions législatives. Inclure des expressions définies au besoin.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous examen coordonné) :

a) **[nom de l'autorité principale]** est l'autorité principale pour la présente demande;

b) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision des autres décideurs.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention. Ne pas renvoyer à des dispositions législatives.]

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter. Elles doivent être génériques et dénuées de renvois à la législation des territoires.]

[Si la date d'effet d'une dispense accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Annexe D**Forme de la décision relative à une demande mixte**

[Référence : [référence neutre]

[Date de la décision]]

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières (de/du)
**[nom du territoire principal (dans le cas d'une demande sous le régime de passeport)
ou du territoire principal et l'Ontario (dans le cas d'une demande sous régime
double), et nom de chaque territoire participant à la décision sur la demande sous
examen coordonné]**

et

du **traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires**

et

de **[nom(s) du(des) déposant(s) et des autres parties concernées, avec définitions s'il y
a lieu] (le(s) « déposant(s) »)****Décision****Contexte****[Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, insérer ce qui suit :]**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable (de/du) _____ a reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense sous le régime de passeport ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

OU**[Dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit :]**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable (de/du) _____ et de l'Ontario (les « décideurs à l'égard de la dispense sous régime double ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières de ces territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense discrétionnaire souhaitée (la « dispense sous régime double ») en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]**

ET**[Pour la demande sous examen coordonné, insérer ce qui suit :]**

Les autorités en valeurs mobilières ou les agents responsables (de/du) _____ (les « territoires ») (les « décideurs à l'égard de la dispense coordonnée ») ont reçu du(des) déposant(s) une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») lui(leur) accordant **[décrire la dispense souhaitée (la « dispense coordonnée ») (en indiquant par exemple que le déposant n'est pas émetteur assujéti). Ne pas renvoyer à des dispositions législatives. Utiliser des expressions définies au besoin.]**

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes mixtes) :

a) **[nom de l'autorité principale]** est l'autorité principale pour la présente demande;

b) le(s) déposant(s) a(ont) donné avis qu'il(s) compte(nt) se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : **[noms des territoires autres que le territoire principal en vertu du régime de passeport]**;

c) la décision est celle de l'autorité principale **[dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit : « et elle fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario »]**;

d) la décision fait foi de la décision des décideurs à l'égard de la dispense coordonnée.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le Règlement 11-102 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition. **[ajouter ici les définitions supplémentaires]**

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du(des) déposant(s) :

[Intégrer les déclarations importantes nécessaires pour expliquer les motifs de la décision. Indiquer le lieu du siège du déposant et, s'il y a lieu, les facteurs de rattachement selon lesquels il a désigné l'autorité principale à l'égard de la demande. Déclarer que ni le déposant ni aucune autre partie concernée ne contreviennent à la législation en valeurs mobilières d'un territoire ou, dans le cas contraire, préciser la nature de la contravention. Ne pas renvoyer à des dispositions législatives.]

Décision

L'autorité principale **[dans le cas d'une demande sous régime double, insérer « , l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable en Ontario »]** et les décideurs à l'égard de la dispense coordonnée estime[nt] que la décision respecte les critères prévus par la législation de l'autorité en valeurs mobilières compétente ou de l'agent responsable compétent qui leur permettent de la prendre.

[Dans le cas d'une demande sous le régime de passeport, insérer ce qui suit :]

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense sous le régime de passeport aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

OU

[Dans le cas d'une demande sous régime double, insérer ce qui suit :]

La décision des décideurs à l'égard de la dispense sous régime double en vertu de la législation est d'accorder la dispense aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter, en faisant renvoi aux dispositions applicables indiquées dans la première colonne de l'Annexe D du Règlement 11-102.]

ET

[Pour la demande sous examen coordonné, insérer ce qui suit :]

La décision des décideurs à l'égard de la dispense coordonnée en vertu de la législation est d'accorder la dispense aux conditions suivantes :

[Indiquer, en les numérotant, les modalités, conditions, restrictions ou obligations à respecter. Elles doivent être génériques et sans renvoi aux dispositions de la législation des territoires.]

[Si la date d'effet d'une dispense, notamment discrétionnaire, accordée est postérieure à celle de la décision, l'indiquer ici.]

_____ (nom du signataire pour l'autorité principale)

_____ (titre)

_____ (nom de l'autorité principale)
(justifier la signature)

Document comparison done by DeltaView on 8 juillet, 2008 10:55:41

Input:	
Document 1	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/TQP final 25-01- 08/AMF/11-203 Instr gén ACVM 14-01-08 Q F.doc
Document 2	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-203 Modif. Instruction (corr. 11-102) 04-07-08 (Q) F.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	<u>Insertion</u>
	Deletion
	Moved from
	<u>Moved to</u>
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	26
Deletions	15
Moved from	0
Moved to	0
Style change	0
Format changed	0
Total changes	41

INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-204 RELATIVE À L'INSCRIPTION DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION

1.1. Champ d'application

La présente instruction générale décrit les procédures d'inscription d'une société ou d'une personne physique dans plusieurs territoires canadiens.

PARTIE 2 DÉFINITIONS

2.1. Définitions

Dans la présente instruction générale, on entend par :

« autorité » : toute autorité en valeurs mobilières ou tout agent responsable;

« autorité sous le régime de passeport » : toute autorité ayant pris le Règlement 11-102;

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription visée par le Règlement 31-102;

« CVMO » : l'autorité en Ontario;

« inscription sous le régime de passeport » : l'inscription décrite à l'article 3.2;

« inscription sous régime double » : l'inscription décrite à l'article 3.3;

« OAR » : tout organisme d'autoréglementation;

« OCRCVM » : l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières;

« personne physique autorisée » : une personne physique autorisée au sens du Règlement 33-109;

« présentation de renseignements à la BDNI » : la présentation de renseignements à la BDNI au sens du Règlement 31-102;

« Règlement 11-102 » : le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;

« Règlement 31-102 » : le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;

« territoire sous le régime de passeport » : le territoire d'une autorité sous le régime de passeport.

2.2. Définitions supplémentaires

Les expressions employées dans la présente instruction générale et définies par le *Règlement 14-101 sur les définitions*, le Règlement 11-102 ou l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* s'entendent au sens défini dans ces textes.

2.3. Interprétation

À moins que le contexte n'indique un sens différent, toute mention dans la présente instruction générale d'une « autorité », d'une « autorité principale » ou de la CVMO désigne l'OAR auquel l'autorité, l'autorité principale ou la CVMO a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription ou qu'elle a autorisé à exercer ces fonctions ou le bureau de cet OAR pour le territoire de l'autorité ou de l'autorité principale.

PARTIE 3 SURVOL ET AUTORITÉ PRINCIPALE

3.1. Survol

La présente instruction générale porte sur l'inscription d'une société ou d'une personne physique dans plusieurs territoires dans les circonstances suivantes :

i) la société ou la personne physique demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal (y compris l'Ontario) et demande à s'inscrire dans un autre territoire (sauf l'Ontario); il s'agit d'une « inscription sous le régime de passeport »;

ii) la société ou la personne physique demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, son autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et elle demande à s'inscrire en Ontario; il s'agit d'une « inscription sous régime double ».

3.2. Inscription sous le régime de passeport

En vertu du Règlement 11-102, la société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal (y compris l'Ontario) et demande à s'inscrire dans un autre territoire (sauf l'Ontario) présente des renseignements pour s'inscrire dans ce territoire. L'autorité principale examine seule la demande, et la société ne traite qu'avec son autorité principale ou la société parrainante d'une personne physique ne traite qu'avec l'autorité principale de cette dernière. L'autorité principale n'examine la demande d'inscription dans l'autre territoire que pour vérifier qu'elle est complète. L'autre autorité n'effectue aucun examen de la société ni de la personne physique.

3.3. Inscription sous régime double

La société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, dont l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et qui demande à s'inscrire en Ontario présente une demande d'inscription dans cette province. L'autorité principale examine la demande et la CVMO décide de participer à la décision de l'autorité principale ou de s'en retirer. En règle générale, la société ne traite qu'avec son autorité principale et la société parrainante de la personne physique ne traite qu'avec l'autorité principale de cette dernière.

3.4. Inscription dans un territoire sous le régime de passeport et en Ontario

La société ou la personne physique qui demande à s'inscrire ou est inscrite dans son territoire principal, dont l'autorité principale est une autorité sous le régime de passeport et qui demande à s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal et en Ontario devrait se conformer aux procédures d'inscription suivantes :

- l'inscription sous le régime de passeport, pour s'inscrire dans le territoire autre que le territoire principal;
- l'inscription sous régime double, pour s'inscrire en Ontario.

3.5. Inscription par un OAR

Dans certains territoires, l'autorité a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à un OAR ou l'a autorisé à en exercer. L'OAR exerce encore ces

fonctions dans ces territoires pour l'inscription sous le régime de passeport et l'inscription sous régime double en vertu de la présente instruction générale. Par conséquent, en date de la présente instruction générale :

a) si l'Alberta, la Colombie-Britannique ou Terre-Neuve-et-Labrador est le territoire principal d'une société membre de l'OCRCVM ou d'une personne physique dont la société parrainante est membre de cet organisme, la société ou la société parrainante devrait s'adresser au bureau de l'OCRCVM dans ce territoire plutôt qu'à l'autorité;

b) si l'Ontario ou le Québec est le territoire principal d'une personne physique dont la société parrainante est membre de l'OCRCVM, la société parrainante devrait s'adresser au bureau de l'OCRCVM dans ce territoire, plutôt qu'à l'autorité, à l'égard de la personne physique.

3.6. Autorité principale

1) L'autorité principale à l'égard de l'inscription d'une société ou d'une personne physique sous le régime de passeport et sous régime double en vertu de la présente instruction générale est désignée conformément à l'article 6.1 du Règlement 11-102, que le présent article résume en indiquant la façon de procéder. L'autorité de tout territoire peut être autorité principale pour l'inscription en vertu de la présente instruction générale.

Lorsqu'une société ou une personne physique demande une dispense de l'application d'une disposition de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal, l'autorité principale pour la demande de dispense est désignée selon l'article 4.4.1 du Règlement 11-102. Pour tout autre demande de dispense d'une obligation d'inscription, l'autorité principale est désignée conformément aux articles 4.1 à 4.4 de ce règlement. Si la société ou la personne physique ne demande pas la dispense dans son territoire principal ou demande plusieurs dispenses dont certaines n'y sont pas nécessaires, l'autorité principale est désignée conformément à l'article 4.5 de ce règlement. On trouvera à l'article 3.6 de l'Instruction générale 11-203 des indications sur le mode de désignation de l'autorité principale pour les demandes de dispense.

2) Sous réserve du paragraphe 5 et de l'article 3.7, l'autorité principale d'une société est l'autorité du territoire où le siège de la société est situé, à moins qu'il ne soit situé à l'étranger. La société canadienne indique l'adresse de son siège à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6. Ces renseignements figurent dans la BDNI pour les sociétés canadiennes inscrites au [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102].

3) Une société est une société canadienne si elle a la personnalité juridique et que son siège est situé au Canada. Par exemple, une filiale américaine d'une société étrangère est une société canadienne, mais une succursale canadienne n'en est pas une.

4) Sous réserve du paragraphe 7 et de l'article 3.7, l'autorité principale d'une personne physique est l'autorité du territoire où son bureau principal est situé, à moins qu'il ne soit situé à l'étranger. Le bureau principal d'une personne physique canadienne est le bureau de sa société parrainante où elle exerce la majorité de ses activités. La personne physique canadienne indique son bureau principal à la rubrique 9, *Établissement d'emploi*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4. Ces renseignements figurent dans la BDNI pour les personnes physiques canadiennes inscrites au [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102].

5) Sous réserve de l'article 3.7, l'autorité principale de la société étrangère est l'autorité du territoire du Canada qu'elle a indiqué dans le dernier formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 ou 33-109A6 qu'elle a déposé. En vertu de ces annexes, la société étrangère doit désigner comme autorité principale l'autorité du territoire avec lequel elle a le rattachement le plus significatif.

6) Les facteurs que la société étrangère devrait prendre en considération pour désigner son autorité principale en fonction du rattachement le plus significatif sont les suivants, par ordre de prépondérance :

- le territoire dans lequel se situe son principal bureau au Canada ou dans lequel elle compte l'établir;
- le territoire dans lequel se trouvait la majorité de ses clients à la fin de son dernier ou, à défaut, de son premier exercice.

7) Sous réserve de l'article 3.7, l'autorité principale de la personne physique étrangère est l'autorité principale de sa société parrainante.

8) La société qui se trouve dans l'une des situations suivantes devrait en aviser l'autorité en lui fournissant les renseignements visés à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 :

- s'il s'agit d'une société canadienne, elle change le territoire de son siège;
- s'il s'agit d'une société étrangère, elle change le territoire de son principal bureau au Canada;
- le territoire dans lequel se trouvait la majorité des clients de la société à la fin de son dernier exercice change.

L'Instruction générale 33-109 indique que la société peut présenter ces renseignements à une autorité autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à l'autorité principale. Les renseignements devraient être présentés dans un format de substitution (c'est-à-dire envoyés par courrier électronique, par télécopieur ou à l'adresse de l'autorité). L'Annexe B de cette instruction générale indique la marche à suivre.

9) En cas de changement de bureau principal d'une personne physique canadienne, la société parrainante devrait faire une présentation de renseignements à la BDNI pour une *Modification de la succursale d'emploi* de la personne conformément au Règlement 33-109.

10) En vertu du Règlement 11-102, la société étrangère inscrite dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal avant le [indiquer la date d'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102] doit présenter au plus tard le [indiquer la date qui tombe 30 jours après l'entrée en vigueur de la partie 6 du Règlement 11-102] les renseignements visés à la rubrique A, *Coordonnées*, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109 pour désigner son autorité principale. Elle peut les présenter à une autorité sous le régime de passeport autre que l'autorité principale en ne les fournissant qu'à l'autorité principale. Les renseignements devraient être présentés dans un format de substitution. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la marche à suivre.

11) En vertu du Règlement 11-102, l'autorité principale de la personne physique étrangère étant la même que celle de sa société parrainante en vertu du Règlement 11-102, la société parrainante n'est pas tenue de présenter de renseignements pour la désigner.

3.7. Changement discrétionnaire d'autorité principale

1) Si une autorité estime que l'autorité principale désignée conformément à l'article 3.6 est inappropriée, elle avise la société ou la personne physique par écrit de l'autorité principale appropriée et des motifs du changement. L'autorité indiquée dans l'avis est l'autorité principale à compter de la date à laquelle la société ou la personne physique reçoit l'avis, sous réserve de la date d'effet indiquée dans celui-ci, le cas échéant. Pour simplifier la procédure, l'autorité donne l'avis écrit concernant l'autorité principale d'une personne physique à la société parrainante de celle-ci.

2) De manière générale, les autorités ne prévoient changer l'autorité principale d'aucune société canadienne ou personne physique canadienne. Elles ne prévoient changer l'autorité principale d'une société étrangère que dans des cas exceptionnels. Elles peuvent changer l'autorité principale d'une personne physique étrangère qui n'est pas inscrite dans le territoire principal de sa société parrainante ou dont l'autorité principale désignée conformément à la présente instruction générale ne correspond pas à l'autorité principale indiquée dans la BDNI. Les autorités avisent les intéressés par écrit de tout changement d'autorité principale.

PARTIE 4 INDICATIONS GÉNÉRALES POUR LES SOCIÉTÉS ET LES PERSONNES PHYSIQUES

4.1. Effet de la présentation de renseignements

1) Le fait que la société parrainante d'une personne physique fasse une présentation de renseignements à la BDNI au nom de cette personne en vue d'une inscription sous le régime de passeport ou d'une inscription sous régime double dans un territoire autre que le territoire principal entraîne la présentation de l'intégralité du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans ce territoire.

2) Étant donné que les sociétés ne déposent ni ne présentent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 au moyen de la BDNI, elles sont plutôt tenues, en vertu de cette annexe, de déclarer solennellement, entre autres, ce qui suit :

- les renseignements fournis dans le formulaire sont véridiques et indiquent tous les faits nécessaires pour ne pas être faux ou trompeurs dans les circonstances;
- en ce qui concerne les renseignements à l'égard d'un territoire autre que le territoire principal, à la date des renseignements :
 - elles ont déposé ou présenté tous les renseignements requis relativement à leur inscription dans le territoire principal;
 - les renseignements sont véridiques et indiquent tous les faits nécessaires pour ne pas être faux ou trompeurs dans les circonstances.

En vertu de l'annexe, la société autorise également son autorité principale à donner à chaque autorité autre que l'autorité principale accès aux renseignements qu'elle a déposés auprès de l'autorité principale ou qu'elle lui a présentés en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire principal relativement à son inscription dans ce territoire.

La société qui fait de fausses déclarations s'expose à des mesures d'application de la loi de la part de l'autorité.

4.2. Droits

1) La société ou la société parrainante d'une personne physique doit acquitter les droits exigibles en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable du territoire principal et du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal lorsqu'elle présente les renseignements. La présentation de renseignements n'est pas jugée complète si les droits exigibles ne sont pas acquittés.

2) La société peut acquitter les droits pour la présentation de renseignements par chèque à l'ordre de l'autorité pertinente ou paiement direct à chaque autorité concernée au moyen de la BDNI. La société parrainante doit acquitter au moyen de la BDNI les droits de présentation des renseignements d'une personne physique canadienne à chaque autorité concernée. Elle peut acquitter les droits de présentation des renseignements d'une personne physique étrangère par chèque à l'autorité pertinente ou paiement direct à chaque autorité concernée au moyen de la BDNI.

4.3. Présentation de renseignements par les sociétés

Les sociétés devraient présenter les renseignements visés aux paragraphes 1 à 3 de l'article 5.2 ou au paragraphe 1 ou 2 de l'article 6.2 dans un format de substitution. L'Annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique la marche à suivre.

PARTIE 5 INSCRIPTION SOUS LE RÉGIME DE PASSEPORT

5.1. Champ d'application

1) La présente partie s'applique à toute société ou à toute personne physique qui demande à s'inscrire dans toute catégorie (sauf à la société qui demande à s'inscrire dans la catégorie de courtier d'exercice restreint) dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Pour s'inscrire dans un territoire autre que le territoire principal, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de l'autorité autre que l'autorité principale. La présente partie s'applique à la personne physique qui demande à s'inscrire dans ce territoire pour agir pour le compte d'un courtier d'exercice restreint qui est inscrit dans celui-ci et dans son territoire principal.

2) La société qui demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs dans chaque territoire où elle demande l'inscription à ce titre.

5.2. Dépôt de documents

Sociétés

1) En vertu du Règlement 11-102, la société qui demande à s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans une catégorie dans laquelle elle demande à s'inscrire simultanément dans son territoire principal (y compris l'Ontario) devrait présenter l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs.

2) Si la société est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal (y compris l'Ontario) puis demande à s'inscrire dans la même catégorie dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal, elle devrait présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées*;
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique L, *Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification*;
- rubrique M, *Signatures*.

3) La société qui demande d'ajouter une catégorie dans le territoire principal (y compris l'Ontario) et un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal devrait présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées* (point 7, Personne désignée responsable et chef de la conformité);
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique D, *Structure et antécédents de la société* (point 7, Plan d'activités);
- rubrique E, *Normes de capital* (formulaire de calcul de l'excédent du fonds de roulement joint en annexe);
- rubrique F, *Information financière* (point 3, Assurance);
- rubrique G, *Activités* (manuel des politiques et procédures et documents destinés aux clients joints en annexe);
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique M, *Signatures*.

4) La société qui présente à l'autorité principale les renseignements visés aux paragraphes 1 à 3, y compris les documents justificatifs visés par le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, remplit l'obligation, prévue par le Règlement 11-102, de les présenter à l'autorité du territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Si elle présente les renseignements visés aux paragraphes 2 et 3, elle remplit l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6.

Personnes physiques

5) En vertu du Règlement 11-102, la société parrainante d'une personne physique qui demande à s'inscrire dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans une catégorie dans laquelle elle est inscrite ou demande simultanément à s'inscrire dans son territoire principal (y compris l'Ontario) devrait présenter au nom de celle-ci le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, selon le cas, à l'Annexe 33-109A2 conformément au Règlement 33-109.

6) En vertu du Règlement 33-109, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A2 doit être présenté au moyen de la BDNI, qui le fait suivre automatiquement aux autorités compétentes. Dans certains cas, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire au complet, par exemple lorsque la personne physique demande à s'inscrire dans la même catégorie dans un autre territoire, à ajouter ou supprimer une catégorie d'inscription ou à s'inscrire dans une catégorie auprès d'une société parrainante supplémentaire ou nouvelle. La présentation de renseignements à la BDNI pertinente indique alors les rubriques du formulaire à remplir.

7) La présentation de renseignements à la BDNI faite en vertu du paragraphe 6 satisfait à l'obligation de la personne physique, prévue par le Règlement 11-102, de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Droits exigibles dans le territoire autre que le territoire principal

8) Les droits que la société ou la personne physique doit acquitter pour s'inscrire automatiquement dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal en vertu du Règlement 11-102 sont les droits d'inscription annuels. Si l'autorité principale refuse d'inscrire la société ou la personne physique, l'autorité de tout territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel des renseignements ont été présentés rembourse les droits qui s'y rapportent.

5.3. Inscription

1) La BDNI indique la catégorie d'inscription de la société ou de la personne physique dans le territoire principal, les conditions imposées par l'autorité principale, le cas échéant, et toute dispense de l'application de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 que celle-ci a accordée.

2) En vertu du Règlement 11-102, toute société ou personne physique inscrite dans une catégorie dans son territoire principal est automatiquement inscrite dans un territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans la même catégorie lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) dans le cas d'une société :

i) elle a présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 conformément au Règlement 33-109;

ii) réception du formulaire a été confirmée;

b) dans le cas d'une personne physique :

i) sa société parrainante est inscrite dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans la même catégorie que dans son territoire principal;

ii) sa société parrainante a présenté en son nom le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, le cas échéant, à l'Annexe 33-109A2 conformément au Règlement 33-109.

Réception des renseignements présentés par la société conformément à l'article 5.2 est confirmée dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal lorsque la BDNI indique que la société est inscrite dans ce territoire.

Si la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie dans le territoire principal et le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal, le Règlement 11-102 prévoit qu'elle est assujettie aux conditions auxquelles son inscription est subordonnée dans le territoire principal comme si elles étaient imposées dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal. Les conditions cessent de s'appliquer dès que l'autorité qui les a imposées les annule ou qu'elles arrivent à expiration.

3) La BDNI indique ce qui suit à l'égard de chaque territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique a présenté les renseignements pertinents :

- l'inscription automatique dans la même catégorie que dans le territoire principal;

- les conditions imposées par l'autorité principale qui s'appliquent automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal, le cas échéant;

- toute dispense de l'application de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 accordée par l'autorité principale qui s'applique automatiquement dans le territoire autre que le territoire principal.

Si la société ou la personne physique a présenté les renseignements pertinents pour s'inscrire simultanément dans le territoire principal et dans un ou plusieurs territoires sous le régime de passeport autres que le territoire principal, la BDNI indique la même date d'inscription dans tous ces territoires. Si la société ou la personne physique est déjà inscrite dans le territoire principal lorsqu'elle présente les renseignements pertinents à l'égard d'un

territoire autre que le territoire principal, la BDNI indique la date de l'inscription automatique dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal (qui diffère de la date d'inscription dans le territoire principal).

4) L'autorité principale peut accorder ou avoir accordé une dispense discrétionnaire de l'application d'une disposition prévue par la partie 4 du Règlement 31-103 ou la partie 2 du Règlement 33-109 relativement à une demande d'inscription dans le territoire principal. Dans ce cas, la dispense s'applique automatiquement dans le territoire sous le régime de passeport autre que le territoire principal dans lequel la société ou la personne physique est inscrite automatiquement en vertu du Règlement 11-102 si certaines conditions indiquées à l'article 4.7 de ce règlement sont réunies. En particulier, le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de cet article prévoit que le candidat doit donner avis de son intention de se prévaloir de la dispense dans le territoire autre que le territoire principal.

PARTIE 6 INSCRIPTION SOUS RÉGIME DOUBLE

6.1. Champ d'application

1) La présente partie s'applique à toute société ou à toute personne physique qui demande à s'inscrire dans toute catégorie (sauf à la société qui demande à s'inscrire dans la catégorie de courtier d'exercice restreint) en Ontario lorsque cette province est territoire autre que le territoire principal. Pour s'inscrire en Ontario, le courtier d'exercice restreint doit en faire la demande directement auprès de la CVMO. La présente partie s'applique à la personne physique qui demande à s'inscrire en Ontario pour agir pour le compte d'un courtier d'exercice restreint qui est inscrit dans cette province et dans son territoire principal.

2) La société qui demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint en Ontario doit présenter l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 et tous les documents justificatifs directement à la CVMO, que l'Ontario soit son territoire principal ou non.

6.2. Dépôt de documents

Sociétés

1) La société qui demande à s'inscrire en Ontario dans une catégorie dans laquelle elle demande simultanément à s'inscrire dans son territoire principal devrait présenter à l'autorité principale et à la CVMO l'ensemble du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6. Elle peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

2) Si la société est inscrite dans une catégorie dans son territoire principal puis demande à s'inscrire dans la même catégorie en Ontario, elle devrait présenter à l'autorité principale et à la CVMO le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées*;
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique L, *Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification*;
- rubrique M, *Signatures*.

La société peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

3) La société qui demande d'ajouter une catégorie dans son territoire principal et en Ontario doit présenter à l'autorité principale et à la CVMO le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en fournissant les renseignements visés par les rubriques indiquées dans les instructions générales de cette annexe. Ces rubriques sont les suivantes :

- rubrique A, *Coordonnées* (point 7, Personne désignée responsable et chef de la conformité);
- rubrique B, *Territoires où l'inscription est demandée*;
- rubrique C, *Catégories d'inscription*;
- rubrique D, *Structure et antécédents de la société* (point 7, Plan d'activités);
- rubrique E, *Normes de capital* (formulaire de calcul de l'excédent du fonds de roulement joint en annexe);
- rubrique F, *Information financière* (point 3, Assurance);
- rubrique G, *Activités* (manuel des politiques et procédures et documents destinés aux clients joints en annexe);
- rubrique K, *Collecte de renseignements personnels*;
- rubrique M, *Signatures*.

La société peut présenter à la CVMO les documents justificatifs visés à l'Annexe 33-109A6 en les fournissant à l'autorité principale.

Personnes physiques

4) En vertu du Règlement 33-109, la société parrainante d'une personne physique qui demande à s'inscrire est tenue de présenter au nom de celle-ci le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, selon le cas, à l'Annexe 33-109A2 au moyen de la BDNI, qui le fait suivre automatiquement aux autorités compétentes. Dans certains cas, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire au complet, par exemple lorsque la personne physique demande à s'inscrire dans la même catégorie dans un autre territoire, à ajouter ou supprimer une catégorie d'inscription ou à s'inscrire dans une catégorie auprès d'une société parrainante supplémentaire ou nouvelle. La présentation de renseignements à la BDNI pertinente indique alors les rubriques du formulaire à remplir.

5) La présentation de renseignements à la BDNI faite en vertu du paragraphe 4 satisfait à l'obligation de la personne physique de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

6.3. Processus décisionnel

1) Lorsqu'une société ou une personne physique demande l'inscription dans le territoire principal et en Ontario, la société ou la société parrainante de la personne physique ne traite généralement qu'avec l'autorité principale.

2) L'autorité principale présente un projet de décision sous régime double à la CVMO (ou au bureau de l'OCRCVM en Ontario dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire comme représentant de courtier en placement). La CVMO indique à l'autorité principale si elle souhaite participer à la décision ou s'en retirer habituellement dans un délai d'un jour ouvrable après la réception du projet. Le bureau de l'OCRCVM en Ontario répond généralement dans un délai de [*] jours ouvrables.

3) La CVMO peut subordonner l'inscription de la société ou de la personne physique à des conditions d'application locale sans se retirer.

4) Si la CVMO se retire, elle indique ses motifs par écrit à l'autorité principale, qui les fait suivre à la société ou à la société parrainante de la personne physique et fait de son mieux pour régler les questions relatives au retrait avec cette société et la CVMO.

5) Si l'autorité principale règle avec la société ou la société parrainante de la personne physique les questions pour lesquelles la CVMO se retire de la décision avant que la BDNI n'indique que la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire principal, la CVMO peut réintégrer le processus d'inscription sous régime double, auquel cas elle en avise l'autorité principale et la société ou la société parrainante de la personne physique. Si par contre l'autorité principale ne peut les régler, la société ou la société parrainante de la personne physique devrait s'adresser directement à la CVMO.

6.4. Décision

1) La BDNI indique la catégorie d'inscription de la société ou de la personne physique dans le territoire principal, les conditions qui s'y appliquent et, le cas échéant, toute dispense de l'application de la partie 4 du Règlement 31-103 ou de la partie 2 du Règlement 33-109 qui a été accordée par l'autorité principale. Si la CVMO participe à la décision, la BDNI indique également que la société ou la personne physique est inscrite dans la même catégorie en Ontario et que la CVMO a adopté les mêmes conditions et accordé la même dispense que l'autorité principale.

2) Si la CVMO subordonne l'inscription de la société ou de la personne physique à des conditions d'application locale, la BDNI indique également les conditions qui ne s'appliquent qu'en Ontario.

6.5. Occasion d'être entendu

1) Si l'autorité principale de la société ou de la personne physique qui demande l'inscription dans le territoire principal et en Ontario simultanément n'est pas disposée à l'inscrire ou si elle est disposée à le faire à certaines conditions, elle prend les mesures suivantes :

- elle envoie son projet de conditions à la société ou à la société parrainante de la personne physique, le cas échéant;
- elle informe la société ou la société parrainante de la personne physique de son droit de lui demander à être entendue.

Si la CVMO participe à la décision de l'autorité principale de refuser l'inscription ou d'imposer des conditions, l'autorité principale fait suivre à la société ou à la société parrainante de la personne physique l'avis de la CVMO indiquant que la société ou la personne physique a le droit de demander à la CVMO à être entendue.

2) Si la société ou la personne physique exerce son droit de demander à être entendue par l'autorité principale ou par celle-ci et la CVMO, l'autorité principale en avise la CVMO.

3) Si la société ou la société parrainante de la personne physique demande également à être entendue en Ontario, l'autorité principale et la CVMO décident s'il convient de tenir audience séparément, conjointement ou en parallèle. Une fois que la société ou la personne physique a eu l'occasion d'être entendue, l'autorité principale rend une décision et envoie à la CVMO un nouveau projet de décision sous régime double, le cas échéant.

4) Si la société ou la personne physique est inscrite dans le territoire principal puis demande l'inscription en Ontario et que la CVMO refuse l'inscription ou l'assortit de

conditions d'application locale, la CVMO envoie à l'autorité principale de la société ou de la personne physique :

- un exemplaire du document exposant les conditions, le cas échéant;
- l'avis de la CVMO indiquant que la société ou la personne physique a le droit de demander à être entendue en Ontario.

L'autorité principale fait suivre ces documents à la société ou à la société parrainante de la personne physique, puis la société ou la personne physique traite directement avec la CVMO.

**RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT 31-101 SUR LE RÉGIME
D'INSCRIPTION CANADIEN**

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c.V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 11°, 25°, 26°, 33° et 34°; 2007, c. 15 ; 2008, c. 7 ; 2008 c. 24;)

1. Le Règlement 31-101 sur le régime d'inscription canadien est abrogé.
2. Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

**ABROGATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 31-201 RELATIVE AU
RÉGIME D'INSCRIPTION CANADIEN**

1. L'Instruction générale 31-201 relative au régime d'inscription canadien est abrogée.

Draft Regulation

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (25), (26), (33), (33.4), (33.5), (33.7), (33.8) and (34); s. 331.2; 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c.24)

REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 11-102 respecting passport system.*

Draft of the *Policy Statement 11-204 respecting process for registration in multiple jurisdictions* is also published hereunder. As well, the following amendments are published below :

- *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting passport system (in blackline version);*
- *Amendments to Policy Statement 11-202 respecting process for prospectus reviews in multiple jurisdictions;*
- *Policy Statement 11-203 respecting process for exemptive relief applications in multiple jurisdictions (in blackline version);*

For easy reference, we are also publishing a blackline version of the Appendix D of the *Regulation 11-102 respecting passport system*.

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before September 17, 2008, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Corporate Secretary
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Fax: (514) 864-6381
 E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 2536
Toll-free: 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

July 18, 2008

Draft Regulation

Securities Act
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (30), (11), (25), (26), (33) and (34); s. 331.2; 2007, c. 15;
2008, c. 7; 2008, c. 24)

CONCORDANT REGULATION TO REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to repeal Regulation 31-101 respecting National Registration System.*

As well, draft amendments entitled *Repeal of Policy Statement 31-201 respecting National Registration System* is published below.

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing before October 17, 2008, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Sylvia Pateras
Senior Legal Counsel
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 2536
Toll-free: 1 877 525-0337
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

July 18, 2008

Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System

[Notice and Request for Comment with summary of comments](#)

[Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System](#)

[Appendix D of Regulation 11-102 respecting Passport System \(blackline version\)](#)

[Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System \(blackline version\)](#)

[Amendments to Policy Statement 11-202 respecting process for prospectus reviews in multiple jurisdictions](#)

[Policy Statement 11-203 respecting process for exemptive relief applications in multiple jurisdictions \(blackline version\)](#)

[Policy Statement 11-204 respecting process for registration in multiple jurisdictions](#)

[Regulation to repeal Regulation 31-101 respecting National Registration System](#)

[Repeal of Policy Statement 31-201 respecting National Registration System](#)

Notice and Request for Comment

Proposed Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions

Proposed Amendments to Regulation 11-102 respecting Passport System

Proposed Amendments to Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System

Proposed Amendments to Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions

Proposed Amendments to Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

Other Related Amendments

This notice describes the proposals of the Canadian Securities Administrators (the CSA) to streamline the process for registration in multiple jurisdictions. The proposals include rule and policy amendments by the CSA, other than the Ontario Securities Commission (OSC), (the passport regulators) to make the passport system available for registration. The proposals also include a new policy statement for adoption by all members of CSA, including the OSC, setting out the processes for registration in multiple jurisdictions. These proposed rule and policy amendments would further simplify the securities regulatory system for registrants who deal with clients in more than one Canadian jurisdiction.

The proposals also include rule and policy amendments to deal with issues that have arisen since the implementation of the phase II of passport for issuers. The phase II of passport for issuers covers continuous disclosure, prospectuses and discretionary exemption applications.

Passport system — overview

In September 2005, the passport regulators implemented *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System* (Regulation 11-101) as phase I of passport. On March 17, 2008, the passport regulators implemented *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) as phase II of passport for issuers and repealed the provisions of Regulation 11-101 related to issuers. We propose implementing phase II of passport for registration, and updates to phase II of passport for issuers, in the first half of 2009.

The OSC is not adopting the proposed amendments to Regulation 11-102 and to *Policy Statement 11-102 respecting Passport System* (Policy Statement 11-102) to implement the passport for registrants. As with the passport for issuers, CSA developed proposed interfaces to make the securities regulatory system as efficient and effective as possible in the circumstances for all registrants who want to deal with clients in both passport jurisdictions and Ontario. The OSC has participated in developing the proposed interfaces between the passport jurisdictions and Ontario.

Passport for registration, together with the related Ontario interfaces, would replace the National Registration System (NRS). We describe the elements of the passport and interface system for registration more fully below.

A key foundation for the passport system is a set of nationally harmonized regulatory requirements consistently interpreted and applied throughout Canada.

Implementation of passport for registration depends on the adoption of proposed *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* (Regulation 31-103). CSA members expect to implement consequential amendments to national and local rules, and some of our governments to proclaim act amendments to harmonize registration requirements, when we adopt Regulation 31-103.

The governments of the Northwest Territories and Nunavut have enacted a new *Securities Act*, which the regulators in those jurisdictions expect will be in force when CSA members adopt Regulation 31-103.

CSA expects to make consequential amendments to *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) and *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (Regulation 33-109), its policy statement and forms and to make minor changes to proposed Regulation 31-103 and its policy statement. CSA members are not publishing these amendments for comment because they are not material, but we describe them generally later in this notice.

Passport system – rule and policy changes for registration

The passport regulators are publishing the proposed rule and policy changes to implement passport for registration. The major elements of the passport system for registration are set out in:

- amendments to Regulation 11-102, and
- amendments to Policy Statement 11-102.

We developed the amendments to appendices to Regulation 11-102 based on the securities act and rule provisions we expect to be in force when we implement passport for registration.

All CSA members, including the OSC, are publishing proposed *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-204) and proposed consequential amendments to *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-203).

Passport for registration contained in the proposed amendments to Regulation 11-102 and related documents and proposed Policy Statement 11-204 would replace NRS, which is the current process registrants use to obtain decisions in multiple jurisdictions. Consequently, CSA, including the OSC, also proposes to repeal the following:

- *Regulation 31-101 respecting National Registration System* (Regulation 31-101), including *Form 31-101F1 Election to use NRS and Determination of Principal Regulator* (Form 31-101F1), and *Form 31-101F2 Notice of Change* (Form 31-101F2), and
- *Policy Statement 31-201 respecting National Registration System* (Policy Statement 31-201)

(collectively, the proposed repeals).

Purpose and scope of passport for registration

The purpose of passport for registration is to implement a system that gives a registrant access to clients in multiple jurisdictions by dealing only with the registrant's principal regulator and meeting the requirements of one set of harmonized laws. A registrant's principal regulator will usually be the regulator in the jurisdiction where the registrant's head office or working office is located.

Local amendments

CSA members in some jurisdictions plan to make consequential amendments to local securities rules and policies.

Amendments to passport for issuers

We propose to update the passport for issuers to address a few issues that have arisen since implementation. The passport regulators propose to amend Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102, and CSA proposes to amend *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-202) and Policy Statement 11-203.

Publication and request for comments

The following texts are published with this notice:

- regulation to amend Regulation 11-102
- amendments to Appendix D of Regulation 11-102 (in the form of a blackline)
- amendments to Policy Statement 11-102 (in the form of a blackline)
- Policy Statement 11-204
- amendments to Policy Statement 11-202
- amendments to Policy Statement 11-203 (in the form of a blackline)

CSA expects to implement proposed Policy Statement 11-204, the proposed amendments to Policy Statement 11-202 and Policy Statement 11-203, and the proposed repeals when we implement Regulation 31-103, which we currently target for the first half of 2009. The passport regulators expect to implement the proposed amendments to Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102 at the same time.

Background

In 2005, the passport regulators implemented phase I of the passport system using the statutory powers that were available at the time. In March 2008, we implemented phase II of the passport for issuers using recently acquired statutory powers. We are also using these powers to implement the passport for registration.

On March 28, 2007, the passport regulators published a proposed passport system for registration. We received 17 submissions on that publication which also included the passport for issuers. The passport regulators responded to all comments received, except those specifically related to registration, in a notice published on January 25, 2008. We attach as an appendix a summary of the registration comments, including our response.

Under the Memorandum of Understanding Regarding Securities Regulation of September 2004 entered into by the Ministers responsible for securities regulation in the passport jurisdictions (MOU), governments undertook to review the fee structures of participating jurisdictions to assess how they might want to change them so they are consistent with the objectives of passport.

The Council of Ministers created under the MOU asked CSA to review the fee structures of its members and propose changes to Ministers. CSA is conducting the review

and will report to Ministers. Meanwhile, under passport, existing fees continue to apply to market participants in all jurisdictions, except for fees for exemption applications, which apply only in the principal jurisdiction.

Summary of proposals

Passport for registration

Phase I of passport for registration consisted of NRS and the mobility exemption in Regulation 11-101. NRS provides a registered firm or individual with an exemption from the fit and proper requirements that would otherwise apply when the firm or individual seeks registration in a non-principal jurisdiction, an exemption from fit and proper filing and notice requirements, and a mutual reliance process for obtaining registration in a non-principal jurisdiction by dealing only with the principal regulator.

CSA published a revised mobility exemption on February 29, 2008 as part of the second publication for comment of proposed Regulation 31-103 and proposed repealing Regulation 11-101 (because it only contains the current mobility exemption, which will be replaced with the new exemption in Regulation 31-103).

CSA does not propose to keep the NRS exemption from the fit and proper requirements that would otherwise apply when a firm or individual seeks registration in a non-principal jurisdiction. This exemption is no longer necessary because the requirements will be harmonized under Regulation 31-103. Furthermore, CSA proposes to replace the NRS exemption from the notice and filing requirements with a permission in the Policy Statement to Regulation 31-103 for a firm to submit fit and proper notices and filings to its principal regulator only.

In addition, the passport regulators propose to simplify obtaining registration and complying with requirements in multiple jurisdictions as follows.

(i) Automatic registration and other regulatory action

We propose to replace NRS with a new system under Part 6 of Regulation 11-102. Under sections 6.3 and 6.4 of Regulation 11-102, a firm or individual that is registered in its principal jurisdiction can obtain registration in a non-principal passport jurisdiction through a submission that, for a firm, can be made only with its principal regulator. A submission for an individual will continue to be made on the National Registration Database (NRD).

For a firm, automatic registration also depends on receipt of the submission having been acknowledged. A regulator will acknowledge receipt by updating NRD to show that the firm is registered in the non-principal jurisdiction. This condition would make the firm's registration effective on the date shown on NRD so that the NRD information would be conclusive. CSA is currently looking at ways to remove the acknowledgement as a condition of registration so that automatic registration in a non-principal passport jurisdiction can occur upon making the required submission, while still preserving the accuracy of NRD as the database of record for firm registration. We did not include the acknowledgement as a condition for automatic registration of individuals because NRD keeps track of every submission date for individuals.

Section 6.3 of Regulation 11-102 does not apply to a firm registered in the category of restricted dealer. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply directly in the non-principal passport jurisdiction. Automatic registration does not apply because there are no standard requirements for this category, which has been designed to deal with purely local categories. However, other aspects of passport, including automatic registration of the firm's representatives, would apply to a restricted dealer registered as such in multiple passport jurisdictions.

Regulation 11-102 makes regulatory actions by a firm's or individual's principal regulator apply automatically in each non-principal passport jurisdiction where the firm or individual is registered. Section 6.5 provides that any terms, conditions, restrictions, or requirements imposed by the principal regulator would also apply in each non-principal passport jurisdiction. If the registration is suspended, cancelled, terminated, revoked or surrendered in the principal jurisdiction, sections 6.6 to 6.8 provide that the registration would automatically be suspended, cancelled, terminated or revoked in each non-principal passport jurisdiction as appropriate. These provisions apply whether or not the firm or individual was registered automatically in a non-principal passport jurisdiction under section 6.3 or 6.4.

Registration fees would apply in each passport jurisdiction as at present. However, we plan to make changes to NRD to allow a firm making a submission to register in more than one jurisdiction to submit each jurisdiction's fees on NRD instead of by cheque as is currently the case.

Passport is designed to accommodate registration through self-regulatory organizations in jurisdictions where the necessary arrangements are in place. If one of those jurisdictions is a firm's or individual's principal jurisdiction, the firm or individual would deal with the self-regulatory organization it normally deals with in its principal jurisdiction to become registered in a non-principal passport jurisdiction under Regulation 11-102.

(ii) Automatic transition to terms and conditions of Principal Regulator

Section 6.9 of Regulation 11-102 delays the automatic application of the terms and conditions of the principal regulator in a non-principal passport jurisdiction until 30 days after the effective date of Part 6 of Regulation 11-102. This is to give a firm or individual time to apply to the regulator in the non-principal jurisdiction for an exemption from section 6.5 of Regulation 11-102. This means that, if a firm or individual does not apply for the exemption, the firm or individual will generally be subject to a single set of terms and conditions, i.e., those of the principal regulator.

(iii) Transition – Notice of Principal Regulator for Foreign Firm

Under section 6.10(1) of Regulation 11-102, if a foreign firm was registered in a category in multiple jurisdictions of Canada before the effective date of Part 6, the firm must submit information about its principal regulator in proposed Form 33-109F6, which will be revised to make this possible. The purpose of this submission is for a foreign firm to identify its principal regulator in accordance with section 6.1 of Regulation 11-102 and notify the securities regulatory authorities or regulators. Section 6.10(2) permits the foreign firm to make its submission by giving it to the principal regulator instead of the regulator in the non-principal passport jurisdiction.

(iv) Applicable requirements

We propose to harmonize most regulatory requirements for registrants through proposed Regulation 31-103, which CSA published for a second comment period on February 29, 2008. Proposed Regulation 31-103 contains some requirements and carve-outs for specific jurisdictions, which are apparent on the face of the regulation. In addition, some jurisdictions may have unique registration requirements in their statute or local rules or regulations.

Passport for discretionary exemption applications

Consequent to the proposed amendments for passport for registration and the expected concurrent adoption of proposed Regulation 31-103, passport regulators also propose to amend

- Regulation 11-102 to ensure the principal regulator for registration deals with the usual applications for exemption made in connection with an application for registration, and
- Appendix D of Regulation 11-102 to add the relevant provisions of proposed Regulation 31-103 and other equivalent registration provisions to the list of equivalent provisions from which a registrant may obtain a discretionary exemption and have it apply automatically in non-principal passport jurisdictions under Part 4 of Regulation 11-102.

Policy Statement 11-204

CSA proposes to implement new processes for making national registration decisions through Policy Statement 11-204, which all jurisdictions would adopt. Policy Statement 11-204 would work in tandem with Regulation 11-102. The processes will provide the interface:

- for registrants from passport jurisdictions to register in Ontario; and
- for Ontario registrants to register in one or more passport jurisdictions.

The interface for passport jurisdiction registrants would be similar to NRS. They would ensure that a passport jurisdiction registrant generally deals only with its principal regulator to gain access to Ontario.

The interface for Ontario market participants would provide them with direct access to passport jurisdictions under Regulation 11-102. An Ontario market participant would therefore be able to deal with the OSC as its principal regulator to register automatically in passport jurisdictions.

A foreign registrant would be able to gain access to the Canadian capital markets through a principal regulator on the same basis as a market participant in that regulator's jurisdiction.

Description of other amendments

The passport regulators propose to amend Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102, and CSA proposes to amend Policy Statement 11-202 to address issues that have arisen since we implemented Regulation 11-102. The proposed additional amendments to Regulation 11-102

- repeal the exemptions from the non-harmonized continuous disclosure and prospectus requirements because the requirements would no longer exist or the relevant passport regulators have determined that they should continue to apply in their jurisdiction.
- amend the definition of 'national prospectus instrument' to add National instrument 71-101, *Multijurisdictional Disclosure System* and extend passport to MJDS offerings, and
- make necessary adjustments to the equivalent provisions in Appendix D.

The amendments to Policy Statement 11-202 reflect administrative practices that CSA has developed since the passport regulators implemented Regulation 11-102.

Most of the amendments to Policy Statement 11-203 are consequential to the proposed amendments to Regulation 11-102 to implement passport for registration. The others deal with issues that have arisen since the implementation of passport for issuers.

CSA also expects to amend Regulation 31-102 and Regulation 33-109, its related forms and policy statement, as applicable, to

- allow firms, and individuals filing under a temporary hardship exemption, to make their submissions in alternate format instead of in paper format,
- allow foreign firms to identify their principal regulator under item A of Form 33-109F6, and
- generally adapt them for use with Regulation 11-102, for example, by adding the concept of 'principal regulator' and giving a firm permission to submit a notice of change on Form 33-109F5 to the firm's principal regulator only.

CSA also expects to further amend proposed Regulation 31-103 and its policy statement, which we published for a second comment period on February 29, 2008. The proposed additional amendments include

- conforming the definition of 'principal regulator' in Regulation 31-103 to the concept of 'principal regulator' in proposed Part 6 of Regulation 11-102,
- eliminating the notice of principal regulator requirement under the mobility exemption in Regulation 31-103,
- adopting a requirement to give notice before relying on the mobility exemption under Regulation 31-103 like under Regulation 11-101,
- giving permission in the policy statement to a firm to submit the notices and filings required under the 'fit and proper' notice and filing requirements of Part 4 of proposed Regulation 31-103 to the firm's principal regulator only, and
- reflecting the repeal of NRS.

Anticipated Costs and Benefits

The passport regulators expect that passport for registration will enhance the efficiency of regulation of the capital markets and simplify the use of the regulatory system for registrants. By using the passport tools, we can make more timely decisions and our processes more efficient and seamless for registrants.

We did not do a cost-benefit analysis of passport for registration. We worked with the OSC to develop interfaces for Ontario registrants who want to deal with clients in passport jurisdictions, and for registrants in passport jurisdictions who want to deal with clients in Ontario. The interfaces make the securities regulatory system as efficient and effective as possible in the circumstances for all registrants who want to deal with clients in both passport jurisdictions and Ontario.

Request for Comment

We request comments on the proposed amendments to Regulation 11-102 and Policy Statement 11-102, proposed new Policy Statement 11-204, the proposed amendments to Policy Statement 11-202 and Policy Statement 11-203, and the proposed repeals.

How to Provide Your Comments

Please provide your comments on

- the amendments to Regulation 11-102, Policy Statement 11-102, Policy Statement 11-202, Policy Statement 11-203, and new Policy Statement 11-204, by **September 17, 2008**, and
- the repeal of NRS by **October 17, 2008**.

Please address your submissions to the regulators listed below:

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Saskatchewan Financial Services Commission
 Manitoba Securities Commission
 Autorité des marchés financiers
 New Brunswick Securities Commission
 Nova Scotia Securities Commission
 Office of the Attorney General, Prince Edward Island
 Financial Services Regulation Division, Consumer and Commercial Affairs Branch,
 Department of Government Services, Newfoundland and Labrador
 Registrar of Securities, Government of Yukon
 Registrar of Securities, Department of Justice, Government of the Northwest Territories
 Registrar of Securities, Legal Registries Division, Department of Justice, Government of
 Nunavut

You do not need to deliver your comments to each of these regulators. Please deliver your comments to the two addresses that follow, and they will be distributed to the other jurisdictions:

Anne-Marie Beaudoin
 Secrétaire
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, Tour de la Bourse
 Montréal, Québec H4Z 1G3
 Fax : (514) 864-6381
 e-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
 Senior Legal Counsel
 British Columbia Securities Commission
 P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver BC V7Y 1L2
 Fax: 604-899-6506
 e-mail: lmercier@bcsc.bc.ca

If you are not sending your comments by e-mail, please send a diskette or CD containing your comments in Word.

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires that a summary of the written comments received during the comment period be published.

Questions

Please refer your questions to any of:

Sylvia Pateras
 Senior Legal Counsel
 Autorité des marchés financiers
 514-395-0337, extension 2536
 sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Leigh-Anne Mercier
Senior Legal Counsel
British Columbia Securities Commission
604-899-6643
lmercier@bcsc.bc.ca

Gary Crowe
Senior Legal Counsel
Alberta Securities Commission
403-297-2067
gary.crowe@seccom.ab.ca

Barbara Shourounis
Director
Saskatchewan Financial Services Commission
306-787-5842
bshourounis@sfsc.gov.sk.ca

Doug Brown
Director
Manitoba Securities Commission
204-945-0605
doug.brown@gov.mb.ca

Dirk de Lint
Senior Legal Counsel
Ontario Securities Commission
416-593-8090
ddelint@osc.gov.on.ca

Susan W. Powell,
Senior Legal Counsel
New Brunswick Securities Commission
506-643-7697
Susan.Powell@nbsc-cvmnb.ca

Shirley Lee
Securities Analyst
Nova Scotia Securities Commission
902-424-5441
leesp@gov.ns.ca

Katharine Tummon
Director
Consumer, Corporate and Insurance Services
Prince Edward Island Securities Office
902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Doug Connolly
Deputy Superintendent of Securities
Government of Newfoundland & Labrador
Department of Government Services
Financial Services Regulation Division
709-729-4909
connolly@gov.nl.ca

Frederik Pretorius
Registrar of Securities
Yukon Registrar of Securities
867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Gary MacDougall
Director, Legal Registries
Northwest Territories Securities Registry
867-873-7490
gary_macdougall@gov.nt.ca

Bruce MacAdam
Legal Registries Counsel
Nunavut Securities Registry
867-975-6586
bmacadam@gov.nu.ca

July 18, 2008

*Regulation 11-102 respecting Passport System***List of commenters**

1. Edward Jones
2. IGM Financial¹
3. Investment Industry Association of Canada
4. Investment Funds Institute of Canada
5. BMO Nesbitt Burns inc., Private Client Division
6. Canadian Bankers Association
7. Borden, Ladner, Gervais – Toronto Securities and Capital Markets practice group²
8. Investment Dealers Association of Canada (IDA)

¹ Comment letter addressed to passport jurisdictions and similar letter sent to the OSC in response to OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

² Comment letter addressed to passport jurisdictions and OSC in response to OSC Notice 11-904 *Request for Comment Regarding the Proposed Passport System*.

**Summary of comments and responses
on the registration part of
Regulation 11-102 respecting Passport System
(Regulation 11-102)**

Passport regulators adopted Regulation 11-102 on March 17, 2008 to establish the passport system for issuers - covering continuous disclosure, prospectuses and discretionary exemptions. When Regulation 11-102 was first published for comment on March 28, 2007, it also included provisions to provide a passport for registration. The following summarizes and responds to the comments on the first published version of Regulation 11-102 that related specifically to passport for registration.³

Comments

#	Themes	Comments	Responses
1.	Interface with Ontario	Three commenters expressed concern about the proposed repeal of the national registration system (NRS) particularly given that the OSC is not adopting passport. They suggested either that the improvements of passport should be incorporated into NRS or that we should maintain NRS unless a simple and practical interface can be developed for Ontario. They also suggested that CSA should provide guidance on how the two regimes would interact.	<p>Passport regulators plan to implement the passport system for registration even though the OSC is not planning to adopt Regulation 11-102. CSA also plans to repeal NRS. However, to make the system as efficient and effective as possible in the circumstances for all market participants who want to gain access to the capital markets in both passport jurisdictions and Ontario, passport regulators and the OSC worked together to develop interfaces between the passport jurisdictions and Ontario.</p> <p>Policy Statement 11-204 would set out the processes for registration in multiple jurisdictions for market participants based in passport jurisdictions and in Ontario.</p> <p>Policy Statement 11-204 would maintain the processes from NRS to give registrants in passport jurisdictions efficient and coordinated access to Ontario. Proposed Part 6 of Regulation 11-102 would give registrants</p>

³ The comment letters are available on the Alberta Securities Commission website at www.albertasecurities.com. The summary of comments and CSA responses regarding the passport system generally and the passport system for issuers is also on the ASC website, attached as Schedule J to the CSA's advance notice of implementation of Regulation 11-102 dated January 25, 2008.

Comments			
#	Themes	Comments	Responses
			in Ontario direct access to passport jurisdictions based on the decisions of the OSC as principal regulator (PR). These interface mechanisms are consistent with those that support the passport system for issuers.
2.	Harmonized Terms and Conditions	One commenter expressed concern about the fact that under the passport system, cancellations, amendments, revocations or other changes to terms and conditions of registration (T&Cs) could vary across jurisdictions because any existing terms and conditions imposed by a non-principal regulator through a settlement or a decision after a hearing would continue to apply only in the non-principal jurisdiction.	<p>We propose a 30-day transition period, after which the T&Cs in effect in a registrant's principal jurisdiction would apply automatically in the jurisdictions of the registrant's non-principal regulators (NPRs). At that time, any T&Cs imposed by NPRs would no longer apply, except for T&Cs imposed by an NPR under a settlement agreement or in a decision after a hearing. We have maintained this exception because we believe it would be inappropriate to cancel by 'operation of law' T&Cs that result from illegal conduct or activity in a jurisdiction.</p> <p>We note, however, that it is rare for a registrant to have this type of T&C. In addition, in the rare cases where they exist, a registrant would have different T&Cs in multiple jurisdictions only if, after review, the PR decided not to impose the same T&C as the NPR.</p> <p>We also expect that implementing proposed <i>Regulation 31-103 respecting Registration Requirements</i> would result in regulators imposing fewer T&Cs and, to the extent any are imposed, in the T&Cs being largely uniform across jurisdictions.</p>
3.	Consultation among passport jurisdictions	A commenter asked that there not be a mandatory requirement for the principal regulator to consult with a non-principal regulator before making a registration-related decision.	The proposed system would not require consultations between a PR and an NPR in a passport jurisdiction before the PR makes a registration decision.
4.	Fees	Four commenters suggested eliminating or reducing fees in non-principal jurisdictions under passport because they believe that	The proposed passport for registration would maintain the status quo with respect to fees for registration. With respect to an application for an

Comments

#	Themes	Comments	Responses
		non-principal regulators will do no work or less work under passport. One commenter acknowledged that fees support the entire regulatory system and suggested that market participants pay all fees to the principal regulator. Another commenter recommended against that approach for registered firms.	<p>exemption covered by Regulation 11-102, a registrant will pay fees only in its principal jurisdiction.</p> <p>The intergovernmental (passport) MOU Regarding Securities Regulation contemplates a review of fees to assess whether to change them so they are more consistent with the objectives of the passport system. The Council of Ministers under the Passport MOU asked CSA to review the fee structure of its members and propose changes to the Ministers. CSA is conducting the review and will report to the Ministers.</p> <p>All fees for individuals are submitted through National Registration Database (NRD), which provides a single-window of access for paying fees.</p> <p>When a firm applies for registration or wants to register automatically in a passport jurisdiction, Policy Statement 11-204 gives the firm the option to submit the applicable fees in each jurisdiction by cheque or on NRD. Any subsequent fees for firms are submitted on NRD.</p>
5.	Registration implementation issues if Ontario does not adopt Regulation 11-102	<p>Two commenters asked specific questions about implementing the passport system for registration without Ontario:</p> <p>a. Could an individual whose firm has its head office in Ontario participate in passport?</p> <p>b. If so, which regulator would act as principal regulator for the individual and could the firm have a principal regulator in each jurisdiction where it has representatives?</p>	<p>a. Yes.</p> <p>b. The PR for the individual would generally be the regulator in the jurisdiction where the individual's working office is located</p>

Comments

#	Themes	Comments	Responses
			(including Ontario). A firm has only one PR for the purpose of passport, which is generally the regulator in the jurisdiction of its head office (including Ontario).
		c. How will opting in and opting out of passport work for a firm whose head office and a majority of its representatives are in Ontario? If a firm cannot participate because of the location of its head office, will it have to file any documentation?	c. We have removed the provision for firms to opt-out of passport. Instead, we have included a provision that would make the T&Cs of the PR apply automatically in non-principal jurisdictions and a 30-day period for a firm or individual registered in multiple jurisdictions when Regulation 11-102 comes into effect to apply for an exemption from the automatic application of the PR's T&Cs in the non-principal jurisdictions.
		d. If a firm opts-out and Ontario decides to join passport, will the firm have the opportunity to revisit its decision?	d. As indicated in the response in (c) above, this scenario is no longer contemplated.
		e. How would NRD be updated to reflect the automatic registration process under the passport system? How will the system be different especially in light of the fact the Ontario residents will not be able to participate in passport?	e. When we implemented NRS, we made changes to NRD to enable a PR to record some registration decisions of NPRs affecting individual registrants. Under passport, we would enhance NRD by eliminating the need for NPRs, except the OSC, to opt in before the PR records its decision. We can do this because, under passport, NPRs (other than the OSC) no longer have to opt-in. This will speed up the process for registration in multiple jurisdictions for individuals in Ontario. For individuals outside Ontario, the OSC will be the only regulator that will still opt in. Policy Statement 11-204 provides that the OSC will generally do this within one business day from receiving the PR's proposed registration decision. The Ontario office of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC), the successor to the IDA, is considering what

Comments			
#	Themes	Comments	Responses
			its turn around time will be in those circumstances.
6.	Transition issues for registration	Two commenters submitted that the 30-day transition period proposed for firms to opt out of the passport system is too short and should be at least 180 days.	As indicated above, we have removed the provision under which a registrant could opt-out of passport.
7.	Technical registration issues	<p>One commenter raised several technical registration issues about</p> <p>a. the information an individual should provide on NRD to register in additional jurisdictions</p> <p>b. whether the IDA will continue to approve individuals before they are registered by their principal regulator in the jurisdictions that do not delegate registration to the IDA</p> <p>c. the meaning of the phrase “date on which the filing is made” as being the date of registration in a non-principal jurisdiction in section B2.3 of Appendix B to the Policy Statement</p> <p>d. where to request a hearing when the IDA registers firms or individuals in a jurisdiction</p>	<p>a. An individual would provide the same information on NRD as the individual currently does, using existing NRD submissions.</p> <p>b. We expect no change to this procedure. The PR would make a registration decision under passport in the same manner as it does currently.</p> <p>c. We would delete Form 11-102F1. Instead, a firm would use Form 33-109F6, or a subset of that form, to register in an additional jurisdiction. We have also deleted the reference to the “date on which the filing is made” and made firm registration effective in a non-principal jurisdiction when receipt of the submission is acknowledged. Receipt would be acknowledged when NRD shows the firm as registered in the jurisdiction.</p> <p>d. We expect no change to the current procedure.</p>
8.	Delegation of registration to self-regulatory organizations (SROs)	Three commenters suggested all CSA members should consider delegating their registration function to the IDA to ensure a single point of contact in every jurisdiction and a common and consistent	Delegation is outside the scope of the passport project. Any securities regulatory authority that has delegated registration functions to IIROC, the successor to the IDA, has done so under an enabling provision in its

Comments

#	Themes	Comments	Responses
		approach.	securities legislation. Any future delegation is in the discretion of the concerned regulatory authority and would need to conform to that regulator's statutory power to delegate.

REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Securities Act

(R.S.Q. c. V-1-1. s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11), (25), (26), (33), (33.4), (33.5), (33.7), (33.8) and (34); 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

1. Section 1.1 of Regulation 11-102 respecting Passport System is amended:

(1) by replacing, in the definition of “principal regulator”, “Part 3 or 4,” and with “Part 3, 4 or 6,”;

(2) by adding the following definition after the introducing paragraph:

“ “category” means a category of registration set out in sections 2.1, 2.3, 2.6 or 2.7 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements or in sections 25(1) to (3) or 26(2) to (5) of the Ontario Securities Act¹;”;

(3) by adding the following definitions after the definition of “equivalent provision”:

“ “firm” means a person that is registered, or seeking registration, as a dealer, adviser or investment fund manager in its principal jurisdiction;

“foreign firm” means a firm that has its head office outside Canada;

“foreign individual” means an individual whose working office is outside Canada;”;

(4) by adding, after paragraph (d) of the definition of “national prospectus instrument”, the following paragraph and making the necessary changes:

“(d.1) National Instrument 71-101 The Multijurisdictional Disclosure System, or”;

(5) by adding the following definitions after the definition of “SEDAR”:

“ “sponsoring firm” has the same meaning as in Regulation 33-109 respecting Registration Information;

“working office” means the office of the sponsoring firm where an individual does most of his or her business.”.

2. The title of Part 2 and section 2.1 of the Regulation are repealed.

3. Section 3.4 of the Regulation is repealed.

4. The Regulation is amended by adding the following section after section 4.4:

“4.4.1. Principal regulator for discretionary exemption application made with an application for registration

Despite section 4.4, if a firm or individual makes an application for exemption from a requirement listed below in connection with an application for

¹ The sections of the Securities Act (Ontario) referred to in the definition of ‘category’ are contained in proposed Act amendments the Ontario government published for consultation on April 24, 2008. If passed by the Legislative Assembly of Ontario, the registration categories in Ontario would be in the Ontario Act rather than in Regulation 31-103.

registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the application for exemption is the principal regulator as determined under section 6.1:

(a) a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements;

(b) a requirement in Part 2 of Regulation 33-109 respecting Registration Information.”.

5. Section 4.5 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph (1), by replacing the word “If” with the words “Despite sections 4.4 and 4.4.1, if”, and “4.2, 4.3 or 4.4” with “4.2, 4.3, 4.4 or 4.4.1”;

(2) in paragraph (2), by adding the words “and sections 4.4 and 4.4.1” after the words “Despite subsection (1)”, and by replacing “4.2, 4.3 or 4.4” with “4.2, 4.3, 4.4 or 4.4.1”.

6. Section 4.6 of the Regulation is amended by replacing the word “If” with the words “Despite sections 4.4 and 4.4.1 and subsections 4.5(1) and 4.5(2), if”.

7. The Regulation is amended by adding the following after section 5.1:

“PART 6 REGISTRATION

“6.1. Principal regulator for registration

(1) For the purposes of this Part, the principal regulator is the securities regulatory authority or regulator of the jurisdiction in which,

(a) for a firm, the firm’s head office is located, or

(b) for an individual, the individual’s working office is located.

(2) Despite subsection (1), the principal regulator for a foreign firm is the securities regulatory authority or regulator in the jurisdiction of Canada the firm identified as its principal jurisdiction in its most recently submitted

(a) Form 33-109F5² under Regulation 33-109 respecting Registration Information, or

(b) Form 33-109F6³.

(3) Despite subsection (1), the principal regulator for a foreign individual is the principal regulator for the individual’s sponsoring firm.

“6.2. Discretionary change of principal regulator for registration

Despite subsection 6.1(1), if a securities regulatory authority or regulator gives written notice that specifies a principal regulator for the firm or individual, the securities regulatory authority or regulator specified in the notice is the principal regulator for the firm or individual as of the later of

² This is a reference to proposed Form 33-109F5, Change of Information in Form 33-109F4 or Form 33-109F6, of Regulation 33-109 respecting Registration Information published for comment as part of the second publication of proposed Regulation 31-103 respecting Registration Requirements.

³ This is a reference to proposed Form 33-109F6, Application for Registration as a Dealer, Adviser or Investment Fund Manager for Securities and/or Derivatives, of Regulation 33-109 respecting Registration Information published for comment as part of the second publication of proposed Regulation 31-103 respecting Registration Requirements.

- (a) the date the firm or individual receives the notice, and
- (b) the effective date specified in the notice, if any.

“6.3. Firm registration

(1) If a firm is registered in a category in its principal jurisdiction, the firm is registered in the same category in the local jurisdiction if

- (a) the firm has submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information, and
- (b) receipt of the submission has been acknowledged.

(2) A firm that makes a submission under subsection (1)(a) must pay the required fee at the time it makes the submission.

(3) For the purpose of subsection (1), the firm may make the submission by giving it to the principal regulator.

(4) Subsection (1) does not apply to a firm registered in the category of restricted dealer.

“6.4. Individual registration

If an individual acting on behalf of a sponsoring firm is registered in a category in his or her principal jurisdiction, the individual is registered in the same category in the local jurisdiction if

- (a) the sponsoring firm is registered in the local jurisdiction in the same category as in the firm’s principal jurisdiction, and
- (b) the individual has submitted a completed Form 33-109F2⁴ or a completed Form 33-109F4 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information.

“6.5. Terms and conditions of registration

(1) If the firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the local jurisdiction, a term, condition, restriction or requirement imposed on the registration in the principal jurisdiction applies as if it were imposed in the local jurisdiction.

(2) A term, condition, restriction or requirement that applies in the local jurisdiction under subsection (1) continues to apply until the earlier of the date

- (a) the securities regulatory authority or regulator that imposed the term, condition, restriction or requirement cancels or revokes it, or
- (b) the term, condition, restriction or requirement expires.

“6.6. Suspension

If a firm’s or individual’s registration in the principal jurisdiction is suspended, the firm’s or individual’s registration in the local jurisdiction is suspended.

“6.7. Termination

⁴ This is a reference to proposed Form 33-109F2, Change or Surrender of Individual Categories, of Regulation 33-109 respecting Registration Information published for comment as part of the second publication of proposed Regulation 31-103 respecting Registration Requirements.

If a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, the firm's or individual's registration in the local jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable.

“6.8. Surrender

If a firm or individual is registered in the same category in the local jurisdiction and the principal jurisdiction, and the firm or individual applies to surrender the registration in the principal jurisdiction, the firm's or individual's registration in that category in the local jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, if the principal regulator accepts the firm's or individual's surrender of registration in the principal jurisdiction.

“6.9. Transition – terms and conditions in non-principal jurisdictions

(1) Section 6.5 does not apply to a firm or individual registered in the local jurisdiction before [insert the effective date of this Part] until [insert the date 30 days after the effective date of this Part].

(2) Despite subsection (1), section 6.5 does not apply to a firm or individual after [insert the date 30 days after the effective date of this Part] if

(a) on or before [insert the date 30 days after the effective date of this Part], the firm or individual applies to the securities regulatory authority or regulator for an exemption from section 6.5, and

(b) the securities regulatory authority or regulator has not issued a decision rejecting the application and the application has not been withdrawn.

(3) If a firm or individual was registered in the local jurisdiction before [insert the effective date of this Part], a term, condition, restriction or requirement imposed on the registration in the local jurisdiction before [insert the date 30 days after the effective date of this Part], if any, does not apply to the firm or individual on or after the [insert the date 30 days after the effective date of this Part] unless the term, condition, restriction or requirement was

(a) agreed to under a settlement agreement between the firm or individual and the securities regulatory authority or regulator, or

(b) imposed in a decision relating to the firm or individual made by the securities regulatory authority or regulator following a hearing.

(4) If a firm or individual applies for an exemption under subsection (2), subsection (3) does not apply unless

(a) the securities regulatory authority or regulator has issued a decision rejecting the application, or

(b) the application has been withdrawn.

“6.10. Transition - notice of principal regulator for foreign firm

(1) If a foreign firm was registered in a category in the local jurisdiction and another jurisdiction of Canada before [insert effective date of this Part], the firm must submit, on or before [insert date that is 30 days after effective date of this Part] the information required in item A of Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information.

(2) For the purposes of subsection (1), the foreign firm may make the submission by giving it to the principal regulator.”.

8. Appendix A of the Regulation is repealed.

9. Appendix B of the Regulation is amended:

(1) by replacing the paragraph opposite Prince Edward Island with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(2) by replacing the paragraph opposite Yukon with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(3) by replacing the paragraph opposite the Northwest Territories with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”;

(4) by replacing the paragraph opposite Nunavut with the following:

“sections 94 (Prospectus required) and 95 (Filing prospectus without distribution)”.

10. Appendix C of the Regulation is repealed.

11. Appendix D of the Regulation is replaced with the following:

APPENDIX D

EQUIVALENT PROVISIONS

All references are to provisions of the Securities Act of the relevant jurisdiction unless otherwise noted.

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
SEDAR									Regulation 13-101				
Marketplace operation									Regulation 21-101 (only Parts 6, 7 – 11, as they apply to an ATS, and 13)				
Trading rules									Regulation 23-101 (only Parts 4 and 8 – 11)				
Institutional trade matching and settlement									Regulation 24-101				
National registration database (NRD)									Regulation 31-102				
Registration requirements									Regulation 31-103 (except as noted below) (not yet in force)				
Dealer and underwriter categories									s.2.1 of Regulation 31-103				ss.25(1) and 26(2), (3) and (4)
Adviser categories									s.2.3 of Regulation 31-103				ss.25(2) and 26(5)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Investment fund manager category	s.2.6 of Regulation 31-103												s.25(3)
Individual categories	s.2.7 of Regulation 31-103												s.25(1 and (2))
UDP registration	s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.149 of <i>Securities Act</i> (not yet in force, as amended) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.21(4) of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103		

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
CCO registration	s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103		s.149 of <i>Securities Act</i> (not yet in force, as amended) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103		s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.21(5) of <i>Securities Act</i> (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103
MFDA membership for mutual fund dealers	s.3.2 of Regulation 31-103				n/a	s.3.2 of Regulation 31-103							
Insurance – scholarship plan dealer only	s. 4.21 of Regulation 31-103				n/a	s.4.21 of Regulation 31-103							
Complaint handling	s. 5.28 of Regulation 31-103				s.168.1.1 of <i>Securities Act</i> and s.5.28 of Regulation 31-103	s.5.28 of Regulation 31-103							

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Complaint handling		s. 5.29 of Regulation 31-103			s.168.1.3 of <i>Securities Act</i> and s.5.29 of Regulation 31-103				s.5.29 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s.5.30 of Regulation 31-103			s.168.1.1 of <i>Securities Act</i> and s.5.30 of Regulation 31-103				s.5.30 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s.5.31 of Regulation 31-103			s.168.1.2 of <i>Securities Act</i> and s.5.31 of Regulation 31-103				s.5.31 of Regulation 31-103				
Suspension of IDA approval		s. 7.3 of Regulation 31-103										s.30(1), paragraphs 2 and 3	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Suspension of MFDA approval	s. 7.4 of Regulation 31-103				n/a	s. 7.4 of Regulation 31-103						s.30(1), paragraphs 2 and 3	
Advising generally	s.8.14(2) of Regulation 31-103												s.34(2)
Underwriting conflicts	Regulation 33-105												
Registrant information	Regulation 33-109												
Prospectus disclosure requirements	Regulation 41-101 (except as noted below)												
Certificate of issuer	s.5.3(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of corporate issuer	s.5.4(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of issuer involved in reverse takeover	s.5.8 of Regulation 41-101												n/a
Certificate of underwriter	s.5.9(1) of Regulation 41-101												s.59(1)
Certificate of promoter	s.5.11(1) of Regulation 41-101												s.58
Delivery of amendments	s.6.4 of Regulation 41-101												s.57(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Amendment to a preliminary prospectus													s.57(1)
Amendment to a final prospectus													s.57(1)
Amendment to a final prospectus													s.57(2)
Regulator must issue receipt													s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt													ss.57(2.1) and 61(3)
Prohibition against distribution													s.57(2.2)
Distribution of preliminary prospectus and distribution list													ss.66 and 67
Lapse date													s.62
Statement of rights													s.60
Disclosure standards for mineral projects													Regulation 43-101

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Short form prospectus distribution requirements	Regulation 44-101												
Shelf prospectus requirements	Regulation 44-102												
Post receipt pricing	Regulation 44-103												
Rights offering requirements	Regulation 45-101												
Resale of securities	Regulation 45-102												
Standards of disclosure for oil and gas activities	Regulation 51-101												
Continuous disclosure obligations	Regulation 51-102 (except as noted below)												
Publication of material change	s. 7.1 of Regulation 51-102-											s.75 of <i>Securities Act</i> and s.3(1.1) of Regulation 1015 (General)	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Accounting principles, auditing standards and reporting currency requirements	Regulation 52-107 (except as noted below)												
Acceptable accounting principles	s.3.1 of Regulation 52-107											s.2(1) of Regulation 1015 (General) and s.3.1 of Regulation 52-107	
Auditor oversight	Regulation 52-108												
Certification of disclosure in annual and interim filings	Regulation 52-109												
Audit committees	Regulation 52-110												
Communication with beneficial owners	Regulation 54-101												

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
System for electronic disclosure by insiders (SEDI)	NI 55-102												
Insider reporting for certain derivative transactions (EM) - Reporting requirement	ss. 87(2), (5) and (6)												s.2.1 of Regulation 55-103
EM – Existing agreements which continue in force	s.87.1												s.2.3 of Regulation 55-103
EM – Existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87(2) and (6)												s.2.4 of Regulation 55-103

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
EM – Form and timing of report	s.87(2), (5) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1), (2) and (3) of Securities Rules												s.3.1 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements	s.87.1 of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(4) of Securities Rules												s.3.2 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87 (2) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1) and (3) of Securities Rules												s.3.3 of Regulation 55-103
Disclosure of corporate governance practices													Regulation 58-101

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
Protection of minority security holders in special transactions			n/a		Regulation 61-101					n/a			Regulation 61-101	
Early warning reports and other take-over bid and insider reporting requirements													Regulation 62-103-	
Take-over bids and issuer bid requirements (TOB/IB) – Restrictions on acquisitions during take-over bid													s.2.2(1) of Regulation 62-104	s.93.1(1)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions during issuer bid													s.2.3(1) of Regulation 62-104	s.93.1(4)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions before take-over bid													s.2.4(1) of Regulation 62-104	s.93.2(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Restrictions on acquisitions after bid													s.93.3(1)
TOB/IB – Restrictions on sales during formal bid													s.97.3(1)
TOB/IB – Duty to make bid to all security holders													s.94
TOB/IB – Commencement of bid													s.94.1(1) and (2)
TOB/IB – Offeror's circular													s.94.2(1) - (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Change in information													s.94.3(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Notice of change													s.94.3(4) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Variation of terms													s.94.4(1)
TOB/IB – Notice of variation													s.94.4(2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Expiry date of bid if notice of variation													s.94.4(3)
TOB/IB – No variation after expiry													s.94.4(5)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Filing and sending notice of change or notice of variation													s.94.5
TOB/IB – Change or variation in advertised take-over bid													s.94.6(1)
TOB/IB – Consent of expert – bid circular													s.94.7(1)
TOB/IB – Delivery and date of bid documents													s.94.8(1)
TOB/IB – Duty to prepare and send directors' circular													s.95(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.2 of OSC Rule 62-504

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
TOB/IB – Notice of change													s.2.18 of Regulation 62-104	s.95.1(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing directors' circular or notice of change													s.2.19 of Regulation 62-104	s.95.2
TOB/IB – Change in information in director's or officer's circular or notice of change													s.2.20(2) of Regulation 62-104	s.96(2)
TOB/IB – Form of director's or officer's circular													s.2.20(3) of Regulation 62-104	s.96(3) of <i>Securities Act</i> and s.3.3 of OSC Rule 62-504

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Send director's or officer's circular or notice of change to securityholders													s.96(5)
TOB/IB – File and send to offeror director's or officer's circular or notice of change													s.96(6)
TOB/IB – Form of notice of change for director's or officer's circular													s.96(7) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Consent of expert, directors' circular, etc.													s.96.1

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Delivery and date of offeree issuer's documents													s.96.2(1)
TOB/IB – Consideration													s.97(1)
TOB/IB – Variation of consideration													s.97(3)
TOB/IB – Prohibition against collateral agreements													s.97.1(1)
TOB/IB – Proportionate take up and payment													s.97.2(1)
TOB/IB – Financing arrangements													s.97.3(1)
TOB/IB – Minimum deposit period													s.98(1)
TOB/IB – Prohibition on take up													s.98(2)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Obligation to take up and pay for deposited securities													s.98.3
TOB/IB – Return of deposited securities													s.98.5
TOB/IB – News release on expiry of bid													s.98.6
TOB/IB – Language of bid documents													n/a
TOB/IB – Filing of documents by offeror													s.98.7 of <i>Securities Act</i> and s.5.1(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of documents by offeree issuer													s.5.1(2) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Time period for filing													s.5.1(3) of OSC Rule 62-504

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Filing of subsequent agreement													s.5.1(4) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Certification of bid circulars													s.99(1)
TOB/IB – All directors and officers sign													s.99(2)
TOB/IB – Certification of directors' circular													s.99(3)
TOB/IB – Certification of individual director's or officer's circular													s.99(4)
TOB/IB – Obligation to provide security holder list													s.99.1(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Application of <i>Canada Business Corporations Act</i>													s.99.1(2)
TOB/IB – Early Warning													s.102.1(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.7.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Acquisitions during bid													s.102.2(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.7.2(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Copies of news release and report													s.7.2(3) of OSC Rule 62-504
Multi-jurisdictional disclosure system													NI 71-101

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Mutual fund prospectus disclosure	Regulation 81-101 (except as noted below)												
Amendment to a preliminary simplified prospectus	s.2.2.1(1) of Regulation 81-101												s.57(1)
Delivery of amendments	s.2.2.2 of Regulation 81-101												s.57(3)
Amendment to a simplified prospectus	s.2.2.3(1) of Regulation 81-101												s.57(1)
Amendment to a simplified prospectus	s.2.2.3(2) of Regulation 81-101												s.57(2)
Regulator must issue receipt	s.2.2.3(3) of Regulation 81-101												s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt	s.2.2.3(4) of Regulation 81-101												ss.57(2.1) and 61(3)
Lapse date	s.2.5 of Regulation 81-101												s.62
Statement of rights	s.2.8 of Regulation 81-101												s.60

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Distribution of preliminary simplified prospectus and distribution list													ss.66 and 67
Certificate of mutual fund													s.58
Certificate of promoter													s.58
Certificate of corporate mutual fund													s.58
Mutual fund requirements													Regulation 81-102
Commodity pools													Regulation 81-104
Mutual fund sales practices													Regulation 81-105
Investment fund continuous disclosure													Regulation 81-106
Independent review committee													Regulation 81-107

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Registration													
Dealer/underwriter registration requirement	ss.34(1)(a) and 34(1)(d) (not yet in force)	ss. 75(1) (a) and 75(2)(a) (not yet in force)	s.27(1)(a) (not yet in force)	ss.6(1)(a) and 6(1)(d) (not yet in force)	ss.148 and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(1)(a) (not yet in force)	ss.45(a) and 45(d) (not yet in force)	ss.86(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s.26(1)(a) (not yet in force)	ss. 86(1)(a) and 86(2) (not yet in force)	ss.86(1)(a) and 86(2) (not yet in force)	ss.86(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s.25(1) (not yet in force)
Adviser registration requirement	s.34(1)(b) (not yet in force)	ss. 75(1) (b) and 75(2)(b) (not yet in force)	s.27(1)(b) (not yet in force)	ss.6(1)(b) (not yet in force)	ss.148 and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(2)(a) (not yet in force)	s.45(b) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	s.26(1)(b) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	ss.86(1)(b) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	s.25(2) (not yet in force)
Investment fund manager registration requirement	s.34(1)(c) (not yet in force)	s.75(1) (c) (not yet in force)	s.27(1)(c) (not yet in force)	s.6(1)(c) (not yet in force)	s.148 (not yet in force, as amended)	s.31(3)(a) (not yet in force)	s.45(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.26(1)(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.25(3) (not yet in force)
Compensation or contingency trust fund	s.23 of Securities Rules	s.28 of ASC Rules (General)	s.23 of Regulations	n/a	s.196 of Securities Regulation (not yet in force, as amended)	s.27 of General Securities Rules	n/a	n/a	s.98 of Regulation	n/a			s.110 of Regulation 1015 (General)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Requirements when using registration exemptions													
Offering memorandum in required form	s.3.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s.3.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Trading in Securities Generally													
Registered dealer acting as principal	s.51	n/a	s.45	s.70	n/a	s.45	n/a		s.40	n/a		s.39	
Disclosure of investor relations activities	s.52	n/a					s.62	n/a					
Use of name of another registrant	s.53	s.99	s.49	s.73	n/a	s.49	s.63	n/a	s.44	n/a		s.43	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Trading in Exchange Contracts													
Trading exchange contracts on an exchange in jurisdiction	s.58	s.106 & 107	s.40		n/a		s.70.1 (not yet in force)				n/a		
Trading exchange contracts on an exchange outside jurisdiction	s.59	s.108 & 109	s.41		n/a		s.70.2 (not yet in force)				n/a		
Prospectus													
Prospectus requirement	s.61	s.110	s.58	s.37	ss.11 and 12	s.58	s.71(1)	s. 94	s.54	s.94	s.94 (not yet in force)	s.94 (not yet in force)	s.53
Contents of prospectus (full, true & plain disclosure)	s.63	s.113	s.61	s.41	ss.13 and 20	s.61	s.74	s. 99	s.57	s.99	s.99 (not yet in force)	s.99 (not yet in force)	s.56
Waiting period communications	s.78	s.123	s.73	s.38	ss.21 & 22	s.70	s.82	s. 97	s.66	s.97	s.97 (not yet in force)	s.97 (not yet in force)	s.65(2)
Obligation to send prospectus	s.83	s.129	s.79	s.64	ss.29, 30, 31 and 32	s.76	s.88	s. 101(1)	s.72	s.101 (1)	s.101(1) (not yet in force)	s.101(1) (not yet in force)	s.71(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Requirements when using prospectus exemptions													
Offering memorandum in required form	s.2.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s. 2.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Filing report of exempt distribution	s.139 of Securities Rules and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	s.129.1 of ASC Rules (General) and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	s.7 of Regulation and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-106	ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106		ss.6.1 and 6.3 of Regulation 45-106						
Continuous Disclosure													
Voting if proxies provided	s.118	s.157	s.96	s.105	n/a	s.93	ss.102 and 103(2)	n/a	s.88	n/a			s.87
Shares in name of registrant not to be voted	s. 182 of Securities Rules	s.104	s.55	s.79	s.164 and 165	s.55	s.103(3) – (7)	s.163	s.50	s.163	s.163 (not yet in force)	s.163 (not yet in force)	s.49

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Insider Reporting													
Insider reports – filing upon becoming an insider of a reporting issuer	s.87(2) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(1)	s.116(1)	s.109	s.96	ss.113(1) of <i>Securities Act</i> and 172 of <i>General Securities Rules</i>	s.135(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	s.108(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(1)
Insider reports – filing upon acquisition or change in securities	s.87 (5) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(2)	s.116(2)	s.109	s.97	s.113(2)	s.135(2)	s.1(2) of Local Rule 55-501	s.108(2)	s.1(2) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(2)
Insider reports – filing upon being deemed an insider	s.87 (6) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(3)	s.116(3)	s.109	s.98	s.113(4)	s.135(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	s.108(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Time periods for filing insider reports	s.155.1 of Securities Rules other than as it applies to a related financial instrument	s.190 of ASC Rules (General)	s.165(1) of Regulations	s.109	ss.171, 171.1, 172 & 174 of Securities Regulation	s.113	s.5 of Local Rule 11-502	s.1(4) of Local Rule 55-501	s.108	s.1(4) of Local Rule 55-501	Local Rule 55-501 (not yet in force)	Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107
Transfer reports	n/a	s.182(2)	s.117	n/a	s.102	s.116	s.136	n/a	s.109	n/a			s.108 of <i>Securities Act</i> and s. 167 of Regulation 1015 (General)
Nominee reports	n/a	s.183	s.118	n/a	s.103	s.117	n/a		s.110	n/a			s.109 of <i>Securities Act</i> and s.168 of Regulation 1015 (General)
Take-Over Bids and Issuer Bids													
Directors must make recommendation on bid	s.99(1)(a)	s.160	s.100	s.90	ss.113 & 114	s.105(2)	s.124	s. 108	s.92	s.108	s.108 (not yet in force)	s.108 (not yet in force)	ss.95 and 96

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Investment Funds – Self Dealing													
Investments of mutual funds	s.121	s.185	s.120	n/a	s.119	s.137	n/a	s.112	n/a	n/a			s.111
Indirect investment	s.122	s.186	s.121	n/a	s.120	s.138	n/a	s.113	n/a	n/a			s.112
Fees on investment for mutual fund	s.124	s.189	s.124	n/a	s.123	s.141	n/a	s.116	n/a	n/a			s.115
Report of mutual fund manager	s.126	s.191	s.126	n/a	s.125	s.143	n/a	s.118	n/a	n/a			s.117
Restrictions on transactions with responsible persons	s.127	s.192	s.127	n/a	s.126	s.144	n/a	s.119	n/a	n/a			s.118
General													
Confidentiality	s.169	s.221	s.152	s.149(q)	s.296	s.148	s.198	s. 26	s.140	s.26	s.26 (not yet in force)	s.26 (not yet in force)	s.140

12. Appendix E of the Regulation is amended:

(1) by adding the following after “Regulation 31-102 respecting National Registration Database approved by Ministerial Order no. 2007-04 dated July 11, 2007”:

“Regulation 31-103 respecting Registration Requirements approved by Ministerial Order (*insert the number and date of the Ministerial Order approving this regulation*);”;

(2) by replacing, after the words “Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements approved by Ministerial Order no.”, the words “(*insert the number and date of the Ministerial Order approving this regulation*)” with “no. 2008-05 dated March 4, 2008”.

13. This Regulation comes into force on (*insert the date of coming into force of this Regulation*).

APPENDIX D

EQUIVALENT PROVISIONS

All references are to provisions of the Securities Act of the relevant jurisdiction unless otherwise noted.

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
SEDAR	Regulation 13-101												
Marketplace operation	Regulation 21-101 (only Parts 6, 7 – 11, as they apply to an ATS, and 13)												
Trading rules	Regulation 23-101 (only Parts 4 and 8 – 11)												
Institutional trade matching and settlement	Regulation 24-101										n/a	Regulation 24-101	
National registration database (NRD)	Regulation 31-102												
Registration requirements	Regulation 31-103 (except as noted below) (not yet in force)												
Dealer and underwriter categories	s.2.1 of Regulation 31-103											ss.25(1) and 26(2), (3) and (4)	
Adviser categories	s.2.3 of Regulation 31-103											ss.25(2) and 26(5)	
Investment fund	s.2.6 of Regulation 31-103											s.25(3)	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
manager category													
Individual categories	s.2.7 of Regulation 31-103												
UDP registration	s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103		s.149 of Securities Act (not yet in force, as amended) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	s.21(4) of Securities Act (not yet in force) and s.2.9(1) of Regulation 31-103	
CCO registration	s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.75(2) (c) and 75.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103		s.149 of Securities Act (not yet in force, as amended) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	ss.26(2)(c) and 26.1 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.87 of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	s.21(5) of Securities Act (not yet in force) and s.2.10(1) of Regulation 31-103	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
		tion 31-103			31-103								
MFDA membership for mutual fund dealers		s.3.2 of Regulation 31-103			n/a				s.3.2 of Regulation 31-103				
Insurance – scholarship plan dealer only		s. 4.21 of Regulation 31-103			n/a				s.4.21 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s. 5.28 of Regulation 31-103			s.168.1.1 of Securities Act and s.5.28 of Regulation 31-103				s.5.28 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s. 5.29 of Regulation 31-103			s.168.1.3 of Securities Act and s.5.29 of Regulation 31-103				s.5.29 of Regulation 31-103				
Complaint handling		s.5.30 of Regulation 31-103			s.168.1.1 of Securities				s.5.30 of Regulation 31-103				

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
					Act and s.5.30 of Regulation 31-103								
Complaint handling		s.5.31 of Regulation 31-103			s.168.1.2 of Securities Act and s.5.31 of Regulation 31-103				s.5.31 of Regulation 31-103				
Suspension of IDA approval						s. 7.3 of Regulation 31-103							s.30(1), paragraphs 2 and 3
Suspension of MFDA approval		s. 7.4 of Regulation 31-103			n/a			s. 7.4 of Regulation 31-103					s.30(1), paragraphs 2 and 3
Advising generally						s.8.14(2) of Regulation 31-103							s.34(2)
Underwriting conflicts								Regulation 33-105					
Registrant information								Regulation 33-109					
Prospectus								Regulation 41-101					

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
disclosure requirements	(except as noted below)												
Certificate of issuer	s.5.3(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of corporate issuer	s.5.4(1) of Regulation 41-101												s.58
Certificate of issuer involved in reverse takeover	s.5.8 of Regulation 41-101												n/a
Certificate of underwriter	s.5.9(1) of Regulation 41-101												s.59(1)
Certificate of promoter	s.5.11(1) of Regulation 41-101												s.58(4)
Delivery of amendments	s.6.4 of Regulation 41-101												s.57(3)
Amendment to a preliminary prospectus	s.6.5(1) of Regulation 41-101												s.57(1)
Amendment to a final prospectus	s.6.6(1) of Regulation 41-101												s.57(1)
Amendment to a final prospectus	s.6.6(2) of Regulation 41-101												s.57(2)
Regulator must issue receipt	s.6.6(3) of Regulation 41-101												s.57(2.1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Regulator must not refuse a receipt													ss.57(2.1) and 61(3)
Prohibition against distribution													s.57(2.2)
Distribution of preliminary prospectus and distribution list													ss.66 and 67
<u>Lapse date</u>													<u>s.62</u>
Statement of rights													s.60
Disclosure standards for mineral projects													Regulation 43-101
Short form prospectus distribution requirements													Regulation 44-101
Shelf prospectus requirements													Regulation 44-102
Post receipt pricing													Regulation 44-103
Rights offering requirements													Regulation 45-101
Resale of													Regulation 45-102

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
securities													
Standards of disclosure for oil and gas activities	Regulation 51-101										n/a	Regulation 51-101	
Continuous disclosure obligations	Regulation 51-102 (except as noted below)										n/a	Regulation 51-102 (except as noted below)	
Publication of material change	s. 7.1 of Regulation 51-102										n/a	s.75 of Securities Act and s.3(1.1) of Regulation 1015 (General)	
Accounting principles, auditing standards and reporting currency requirements	Regulation 52-107 (except as noted below)												
<u>Acceptable accounting principles</u>	<u>s.3.1 of Regulation 52-107</u>											<u>s.2(1) of Regulation 1015 (General) and s.3.1</u>	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
													of Regulation 52-107
Auditor oversight	Regulation 52-108												
Certification of disclosure in annual and interim filings	Regulation 52-109												
Audit committees	Regulation 52-110												
Communication with beneficial owners	Regulation 54-101										n/a	Regulation 54-101	
System for electronic disclosure by insiders (SEDI)	Regulation NI 55-102										n/a	Regulation 55-102	
Insider reporting for certain derivative transactions (EM) - Reporting requirement	ss. 87(2), (5) and (6)	s. 2.1 of Regulation 55-103 n/a/s.2.1 of Regulation-55-103										s.2.1 of Regulation 55-103	
EM – Existing agreements	s.87.1	s.2.3 of Regulation 55-103 n/a/s.2.3 of Regulation-55-103										s.2.3 of Regulation	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
which continue in force													tion 55-103
EM – Existing agreements entered into prior to becoming insider	s.87(2) and (6)							s.2.4 of Regulation 55-103 was 2.4 of Regulation 55-103					s.2.4 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report	s. 87(2), (5) and (6) of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(1), (2) and (3) of <i>Securities Rules</i>							s.3.1 of Regulation 55-103 was 3.1 of Regulation 55-103					s.3.1 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements	s. 87.1 of <i>Securities Act</i> and s. 155.1(4) of <i>Securities Rules</i>							s.3.2 of Regulation 55-103 was 3.2 of Regulation 55-103					s.3.2 of Regulation 55-103
EM – Form and timing of report for existing agreements	s. 87 (2) and (6) of <i>Securities Act</i> and s.							s.3.3 of Regulation 55-103 was 3.3 of Regulation 55-103					s.3.3 of Regulation 55-103

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
entered into prior to becoming insider	155.1(1) and (3) of Securities Rules												
Disclosure of corporate governance practices	Regulation 58-101										n/a	Regulation 58-101	
Protection of minority security holders in special transactions	n/a			Regulation 61-101	n/a							Regulation 61-101	
Early warning reports and other take-over bid and insider reporting requirements	Regulation 62-103-										n/a	Regulation 62-103	
Take-over bids and issuer bid requirements (TOB/IB) – Restrictions on acquisitions during take-over	s.2.2(1) of Regulation 62-104											s.93.1(1)	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
bid													
TOB/IB – Restrictions on acquisitions during issuer bid						s.2.3(1) of Regulation 62-104							s.93.1(4)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions before take-over bid						s.2.4(1) of Regulation 62-104							s.93.2(1)
TOB/IB – Restrictions on acquisitions after bid						s.2.5 of Regulation 62-104							s.93.3(1)
TOB/IB – Restrictions on sales during formal bid						s.2.7(1) of Regulation 62-104							s.97.3(1)
TOB/IB – Duty to make bid to all security holders						s.2.8 of Regulation 62-104							s.94
TOB/IB – Commencement of bid						s.2.9 of Regulation 62-104							s.94.1(1) and (2)
TOB/IB – Offeror's						s.2.10 of Regulation 62-104							s.94.2(1) - (4) of

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
circular													<i>Securities Act</i> and s.3.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Change in information													s.2.11(1) of Regulation 62-104 s.94.3(1)
TOB/IB – Notice of change													s.2.11(4) of Regulation 62-104 s.94.3(4) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Variation of terms													s.2.12(1) of Regulation 62-104 s.94.4(1)
TOB/IB – Notice of variation													s.2.12(2) of Regulation 62-104 s.94.4(2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Expiry date of bid if notice of													s.2.12(3) of Regulation 62-104 s.94.4(3)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
variation													
TOB/IB – No variation after expiry						s.2.12(5) of Regulation 62-104							s.94.4(5)
TOB/IB – Filing and sending notice of change or notice of variation						s.2.13 of Regulation 62-104							s.94.5
TOB/IB – Change or variation in advertised take-over bid						s.2.14(1) of Regulation 62-104							s.94.6(1)
TOB/IB – Consent of expert – bid circular						s.2.15(2) of Regulation 62-104							s.94.7(1)
TOB/IB – Delivery and date of bid documents						s.2.16(1) of Regulation 62-104							s.94.8(1)
TOB/IB – Duty to prepare and send directors' circular						s.2.17 of Regulation 62-104							s.95(1) – (4) of <i>Securities Act</i> and s.3.2 of

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
													OSC Rule 62-504	
TOB/IB – Notice of change													s.2.18 of Regulation 62-104	s.95.1(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing directors' circular or notice of change													s.2.19 of Regulation 62-104	s.95.2
TOB/IB – Change in information in director's or officer's circular or notice of change													s.2.20(2) of Regulation 62-104	s.96(2)
TOB/IB – Form of director's or officer's circular													s.2.20(3) of Regulation 62-104	s.96(3) of <i>Securities Act</i> and s.3.3 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Send director's or													s.2.20(5) of Regulation 62-104	s. 96(5)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
officer's circular or notice of change to securityholders													
TOB/IB – File and send to offeror director's or officer's circular or notice of change						s.2.20(6) of Regulation 62-104							s. 96(6)
TOB/IB – Form of notice of change for director's or officer's circular						s.2.20(7) of Regulation 62-104							s.96(7) of <i>Securities Act</i> and s.3.4 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Consent of expert, directors' circular, etc.						s.2.21 of Regulation 62-104							s.96.1
TOB/IB – Delivery and date of offeree issuer's documents						s.2.22(1) of Regulation 62-104							s.96.2(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Consideration													s.97(1)
TOB/IB – Variation of consideration													s.97(3)
TOB/IB – Prohibition against collateral agreements													s.97.1(1)
TOB/IB – Proportionate take up and payment													s.97.2(1)
TOB/IB – Financing arrangements													s.97.3(1)
TOB/IB – Minimum deposit period													s.98(1)
TOB/IB – Prohibition on take up													s.98(2)
TOB/IB – Obligation to take up and pay for deposited securities													s.98.3

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
TOB/IB – Return of deposited securities													s.98.5
TOB/IB – News release on expiry of bid													s.98.6
TOB/IB – Language of bid documents													n/a
TOB/IB – Filing of documents by offeror													s.98.7 of <i>Securities Act</i> and s.5.1(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of documents by offeree issuer													s.5.1(2) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Time period for filing													s.5.1(3) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Filing of subsequent agreement													s.5.1(4) of OSC Rule 62-504
TOB/IB –													s.99(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Certification of bid circulars													
TOB/IB – All directors and officers sign						s.3.3(2) of Regulation 62-104							s.99(2)
TOB/IB – Certification of directors' circular						s.3.3(3) of Regulation 62-104							s.99(3)
TOB/IB – Certification of individual director's or officer's circular						s.3.3(4) of Regulation 62-104							s.99(4)
TOB/IB – Obligation to provide security holder list						s.3.4(1) of Regulation 62-104							s.99.1(1)
TOB/IB – Application of <i>Canada Business Corporations Act</i>						s.3.4(2) of Regulation 62-104							s.99.1(2)
TOB/IB – Early Warning						s.5.2 of Regulation 62-104							s.102.1(1) – (4) of <i>Securities</i>

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
													Act and s.7.1 of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Acquisitions during bid													s.102.2(1) and (2) of <i>Securities Act</i> and s.7.2(1) of OSC Rule 62-504
TOB/IB – Copies of news release and report													s.7.2(3) of OSC Rule 62-504
Multi-jurisdictional disclosure system													Regulation NI 71-101
Mutual fund prospectus disclosure													Regulation 81-101 (except as noted below)
Amendment to a preliminary simplified prospectus													s.2.2.1(1) of Regulation 81-101
Delivery of amendments													s.2.2.2 of Regulation 81-101
Amendment to													s.2.2.3(1) of Regulation 81-101
													s.57(1)
													s.57(3)
													s.57(1)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
a simplified prospectus													
Amendment to a simplified prospectus						s.2.2.3(2) of Regulation 81-101							s.57(2)
Regulator must issue receipt						s.2.2.3(3) of Regulation 81-101							s.57(2.1)
Regulator must not refuse a receipt						s.2.2.3(4) of Regulation 81-101							ss.57(2.1) and 61(3)
Lapse date						s.2.5 of Regulation 81-101							s.62
Statement of rights						s.2.8 of Regulation 81-101							s.60
Distribution of preliminary simplified prospectus and distribution list						s.3.2(3) of Regulation 81-101							ss.66 and 67
Certificate of mutual fund						s.5.1.3(1) of Regulation 81-101							s.58
Certificate of promoter						s.5.1.6(1) of Regulation 81-101							s.58
Certificate of corporate mutual fund						s.5.1.7(1) of Regulation 81-101							s.58
Mutual fund requirements													Regulation 81-102

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Commodity pools	Regulation 81-104												
Mutual fund sales practices	Regulation 81-105												
Investment fund continuous disclosure	Regulation 81-106												
Independent review committee	Regulation 81-107												
Registration													
Dealer/ underwriter registration requirement	ss.34(1)(a)) and 34(1)(d) (not yet in force)	ss. 75(1) (a) and 75(2)(a) (not yet in force)	s. 27(1)(a) (not yet in force)	ss.6(1)(a)) and 6(1)(d) (not yet in force)	ss.148 &and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(1)(a) (not yet in force)	ss.45(a) and 45(d) (not yet in force)	ss. 86(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s.26(1)(a) (not yet in force)	ss. 86(1)(a) (a)and 86(2) (not yet in force)	ss. 486(1)(a) and 86(2) (not yet in force)	ss.486(1) (a) and 86(2) (not yet in force)	s. 25(1) (a)not yet in force)
Underwriter registration requirement	s.34(1)(b)	s. 75(1)(a)	n/a	s.6(1)	s.148	s.31(1)(b)	n/a	s.86(2)	s.26(1)(b)	s.86(2)	n/a	n/a	s.25(1)(a)
Adviser registration requirement	s.34(1)(eb) (not yet in force)	ss. 75(1) (b) and 75(2)(b) (not yet in force)	s.27(e 1)(b) (not yet in force)	ss.6(7)1 (b) (not yet in force)	ss.148 &and 149 (not yet in force, as amended)	s.31(2)(e) a) (not yet in force)	s.45(b) (not yet in force)	s. 86(1) (b) (not yet in force)	s.26(1)(eb) (not yet in force)	s.86(1) (b) (not yet in force)	s. 486(1)(b) (not yet in force)	s. 486(1) (b) (not yet in force)	s. 25(2) (e)not yet in force)
Investment fund manager	s.34(1)(c) (not yet in force)	s.75(1) (c)	s.27(1)(c) (not yet in force)	s.6(1)(c) (not yet in force)	s.148 (not yet in force)	s.31(3)(a) (not yet in force)	s.45(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.26(1)(c) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.86(3) (not yet in force)	s.25(3) (not yet in force)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
registration requirement	force	(not yet in force)	force	in force	in force, as amended	in force	force	in force		in force		force	force
Compensation or contingency trust fund	s.23 of Securities Rules	s.28 of ASC Rules (General)	s.23 of Regulations	n/a	s.196 of Securities Regulation (not yet in force, as amended)	s.27 of General Securities Rules	n/a	n/a	s.98 of Regulation	n/a			s.110 of Regulation 1015 (General)
Requirements when using registration exemptions													
Offering memorandum in required form	s.3.9(5) of Regulation 45-106												n/a
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s.3.9(14) of Regulation 45-106												n/a
Trading in Securities Generally													
Registered dealer acting as principal	s.51	s.94 n/a	s.45	s.70	s.163 of Securities Act and s.234.3 of Securities Regulation n/a	s.45	s.59 n/a		s.40	n/an/an/a			s.39

Provision		British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario	
Disclosure of investor relations activities	s.52	n/a/n/a/n/a/n/a				s.62	n/a				n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Use of name of another registrant	s.53	s.99	s.49		s.73	n/a	s.49	s.63	n/a	s.44	n/a/n/a			s.43	
Trading in Exchange Contracts															
Trading exchange contracts on an exchange in jurisdiction	s.58	s.106 & 107	s.40	n/a	n/a s.7 0.1 (not yet in force)	n/a				n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Trading exchange contracts on an exchange outside jurisdiction	s.59	s.108 & 109	s.41	n/a	n/a s.7 0.2 (not yet in force)	n/a				n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Prospectus															
Prospectus requirement	s.61	s.110	s.58	s.37	ss.11 and 12	s.58	s.71(1)	s. 94	s.54	s.94	s. 2794 (not yet in)	s. 2794 (not yet in)		s.53	

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
											force	force	
Contents of prospectus (full, true & plain disclosure)	s.63	s.113	s.61	s.41	ss.13 and 20	s.61	s.74	s. 99	s.57	s.99	n/a s.99 (not yet in force)	n/a s.99 (not yet in force)	s.56
Waiting period communications	s.78	s.123	s.73	s.38	ss.21 & 22	s.70	s.82	s. 97	s.66	s.97	n/a s.97 (not yet in force)	n/a s.97 (not yet in force)	s.65(2)
Obligation to send prospectus	s.83	s.129	s.79	s.64	ss.29, 30, 31 and 32	s.76	s.88	s. 101(1)	s.72	s.101 (1)	s.28 s.101(1) (not yet in force)	s. 28 s.101(1) (not yet in force)	s.71(1)
Requirements when using prospectus exemptions													
Filing disclosure documents in connection with exemption Offering memorandum in required form	n/a s.127.22.9(5) of ASC Rules s.80.1 n/a s.37.2 of Securities Regulation n/a s.2.3 of Local Rule 45-802 n/a n/a n/a n/a n/a 106												
Requirement to file offering memorandum within prescribed time	s. 2.9(14) of Regulation 45-106												
Filing report of	s.139 of	s.129.1 of	ss. 6.1 and 6.3	s.7 of	ss. 6.1	ss. 6.1	ss. 6.1 and	ss. 6.1	ss. 6.1 and 6.3	ss. 6.1 and 6.3 of Regulation 45-			s.7.1 of

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
exempt distribution	Securities Rules and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	ASC Rules (General) and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	of Regulation 45-106	Regulation and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	6.3 of Regulation 45-106	and 6.3 of Regulation Regulation 45-106	of Regulation 45-106	106 n/a/n/a			OSC Rule 45-501 and ss. 6.1 and 6.3 of Regulation Regulation 45-106
Continuous Disclosure													
Voting if proxies provided	s.118	s.157	s.96	s.105	n/a	s.93	ss.102 and 103(2)	n/a	s.88	n/a n/a/n/a			s.87
Shares in name of registrant not to be voted	s. 182 of Securities Rules	s.104	s.55	s.79	s.164 and 165	s.55	s.103(3) – (7)	s.163	s.50	s.163	n/a s.163 (not yet in force)	n/a s.163 (not yet in force)	s.49
Insider Reporting													
Insider reports – filing upon becoming an insider of a reporting issuer	s.87(2) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(1)	s.116(1)	s.109	s.96	ss.113(1) of <i>Securities Act</i> and 172 of General Securities Rules	s.135(1)	s.1(1) of Local Rule 55-501	s.108(1)	n/a s.1(1) of Local Rule 55-501	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(1)
Insider reports –	s.87 (5)	s.182(2)	s.116(2)	s.109	s.97	s.113(2)	s.135(2)	s.1(2) of	s.108(2)	n/a s.1(2)	n/a Local	n/a Local	s.107(2)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
filing upon acquisition or change in securities	other than as it applies to a related financial instrument							Local Rule 55-501		of Local Rule 55-501	Rule 55-501 (not yet in force)	Rule 55-501 (not yet in force)	
Insider reports – filing upon being deemed an insider	s.87 (6) other than as it applies to a related financial instrument	s.182(3)	s.116(3)	s.109	s.98	s.113(4)	s.135(3)	s.1(3) of Local Rule 55-501	s.108(3)	n/a s.1(3) of Local Rule 55-501	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107(3)
Time periods for filing insider reports	s.155.1 of Securities Rules other than as it applies to a related financial instrument	s.190 of ASC Rules (General)	s.165(1) of Regulations	s.109	ss.171, 171.1, 172 & 174 of Securities Regulation	s.113	s.5 of Local Rule 11-502	s.1(4) of Local Rule 55-501	s.108	n/a s.1(4) of Local Rule 55-501	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	n/a Local Rule 55-501 (not yet in force)	s.107
Transfer reports	n/a	s.182(2)	s.117	n/a	s.102	s.116	s.136	n/a	s.109	n/a			s.108 of <i>Securities Act</i> and s. 167 of Regulation 1015 (General)

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Nominee reports	n/a	s.183	s.118	n/a	s.103	s.117	n/a		s.110		n/a		s.109 of <i>Securities Act</i> and s.168 of <i>Regulation 1015 (General)</i>
Take-Over Bids and Issuer Bids													
Directors must make recommendation on bid	s.99(1)(a)	s.160	s.100	s.90	ss.113 & 114	s.105(2)	s.124	s. 108	s.92	s.108	n/a s.108 (not yet in force)	n/a s.108 (not yet in force)	ss.95 and 96
Investment Funds – Self Dealing													
Investments of mutual funds	s.121	s.185	s.120	n/a; s.236 of Securities Regulation		s.119	s.137	n/a	n/a s.112	n/a/n/a/a			s.111
Indirect investment	s.122	s.186	s.121	n/a/n/a		s.120	s.138	n/a	n/a s.113	n/a/n/a/a			s.112
Fees on investment for mutual fund	s.124	s.189	s.124	n/a/n/a		s.123	s.141	n/a	n/a s.116	n/a/n/a/a			s.115
Report of mutual fund manager	s.126	s.191	s.126	n/a/n/a		s.125	s.143	n/a	n/a s.118	n/a/n/a/a			s.117

Provision	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nova Scotia	New Brunswick	Prince Edward Island	Newfoundland and Labrador	Yukon	Northwest Territories	Nunavut	Ontario
Restrictions on transactions with responsible persons	s.127	s.192	s.127	n/a	s.236 of Securities Regulation	s.126	s.144	n/a	n/a s.119	n/a	n/a	n/a	s.118
General													
Confidentiality	s.169	s.221	s.152	s.149(q)	s.296	s.148	s.198	s. 26	s.140	s. 25 26	s. 44 26 (not yet in force)	s. 44 26 (not yet in force)	s.140
Accounting principles, auditing standards and reporting requirements (other than in Regulation 52-107)	s. 3(3) of Securities Rules	n/a	n/a	n/a	ss.116 and 121 of Securities Regulation	s.3(4) of Reg.	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	s. 2(1) of Regulation 1015 (General)

Document comparison done by DeltaView on 9 juillet, 2008 14:37:18

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/Versions arrêté (word)/Annexe D 24-01-08 ACVM (06-02-08 à MF) (arrêté) Q A.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Annexe D 04-07-08 (Q) %A.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
<u>Moved from</u>	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	329
Deletions	209
Moved from	0
Moved to	0
Style change	0
Format changed	0
Total changes	538

POLICY STATEMENT TO REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

PART 1 GENERAL

1.1. Definitions

In this Policy Statement,

~~“Regulation 11-101” means Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System;~~ alternate format” means a format, other than NRD format, as defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database, for submitting information;

“domestic firm” means a firm whose head office is in Canada;

“domestic individual” means an individual whose working office is in Canada;

“Form 33-109F2” means Form 33-109F2 Change or Surrender of Individual Categories, under Regulation 33-109 respecting Registration Information;

“Form 33-109F5” means Form 33-109F5 Change of Information in Form 33-109F4 or Form 33-109F6;

“Form 33-109F6” means Form 33-109F6 Application for Registration as a Dealer, Adviser or Investment Fund Manager for Securities and/or Derivatives;

“non-principal jurisdiction” means, for a person, a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“non-principal regulator” means, for a person, the securities regulatory authority or regulator of a jurisdiction other than the principal jurisdiction;

“NRD” has the same meaning as in Regulation 31-102 respecting National Registration Database;

“Policy Statement 11-202” means Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions; and

“Policy Statement 11-203” means Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions;

“Policy Statement 11-204” means Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions;

“Policy Statement 33-109” means Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information;

~~“Regulation 11-101” means Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System;~~

“Regulation 31-103” means Regulation 31-103 respecting Registration Requirements;

“Regulation 33-109” means Regulation 33-109 respecting Registration Information;

“T&C” means a term, condition, restriction or requirement imposed by a securities regulatory authority or regulator on the registration of a firm or an individual.

1.2. Additional definitions

Terms used in this Policy Statement and that are defined in Policy Statement 11-~~202-202~~, [Policy Statement 11-203](#) and Policy Statement 11-~~203~~[204](#) have the same meanings as in those ~~national policies~~[policy statements](#).

1.3. Purpose

(1) General

Regulation 11-102 respecting Passport System (the Regulation) and this Policy Statement implement ~~part of~~ the passport system contemplated by the Provincial/Territorial Memorandum of Understanding Regarding Securities Regulation.

The Regulation gives each market participant a single window of access to the capital markets in multiple jurisdictions. It enables a person to deal only with its principal regulator to

- ~~•~~ get deemed receipts in other jurisdictions (except Ontario) for a preliminary prospectus and prospectus, ~~and~~

- ~~•~~ obtain automatic exemptions in other jurisdictions (except Ontario) equivalent to most types of discretionary exemptions granted by the principal regulator ~~— or~~

~~(2) — Ontario~~

~~— The Ontario Securities Commission (OSC) has not adopted the Regulation, but the Regulation provides that the OSC can be a principal regulator for purposes of a prospectus filing under Part 3 or a discretionary exemption application under Part 4. Consequently, when the OSC issues a receipt for a prospectus to an issuer whose principal jurisdiction is Ontario, a deemed receipt is automatically issued in each passport jurisdiction where the market participant filed the prospectus under the Regulation. Similarly, a market participant whose principal jurisdiction is Ontario obtains an automatic exemption from the equivalent provision of securities legislation of each passport jurisdiction for which the person who makes the application gives the notice described in section 4.7(1)(e) of the Regulation if the OSC grants the discretionary exemption.~~

- [register automatically in other jurisdictions \(except Ontario\).](#)

~~(3) — Process~~

~~(2) [Process](#)~~

Policy Statement 11-~~202 and~~[202](#), Policy Statement 11-203 [and Policy Statement 11-204](#) set out the processes for a market participant in any jurisdiction to obtain a deemed prospectus receipt ~~or~~ an automatic exemption [or automatic registration](#) in a passport jurisdiction. These ~~polices~~[policy statements](#) also set out processes for a market participant in a passport jurisdiction to get a prospectus receipt or a discretionary exemption from the ~~OSC~~[Ontario Securities Commission \(OSC\) or to register in Ontario.](#)

Policy Statement 11-203 also sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions that falls outside the scope of the Regulation. Policy Statement 11-~~203~~ applies to a broad range of exemptive relief applications, not just ~~to~~ discretionary exemption applications from the provisions listed in Appendix D of the Regulation. For example, Policy Statement 11-203 applies to an application to be designated a reporting issuer, mutual fund, non-redeemable investment fund or insider. It also applies to an application for a discretionary exemption from a provision not listed in Appendix D of the Regulation.

Please refer to Policy Statement 11-~~202~~[202](#), [Policy Statement 11-203](#) and Policy Statement 11-~~203~~[204](#) for more details on these processes.

(4.3) Interpretation of the Regulation

As with all regulations, you should read the Regulation from the perspective of the local jurisdiction in which you ~~want to obtain~~seek a deemed prospectus receipt or an automatic exemption or registration. For example, if the Regulation does not specify where you file a document, it means that you must file it in the local jurisdiction. In this Policy Statement, we generally use the term 'non-principal jurisdiction' instead of 'local jurisdiction'.

To get a deemed receipt for a prospectus in the ~~local~~non-principal jurisdiction, a filer must file the prospectus in the jurisdiction through SEDAR. Similarly, to get an automatic exemption based on a discretionary exemption granted in the principal jurisdiction, a filer must give notice under section 4.7(1)(c) of the Regulation to the securities regulatory authority or regulator in the ~~local~~non-principal jurisdiction. Under section 4.7(2) of the Regulation, a filer can satisfy the latter requirement by giving notice to the principal regulator instead of the securities regulatory authority or regulator in the ~~local~~non-principal jurisdiction.

To register in the non-principal jurisdiction, a firm or individual must make the required submission in the non-principal jurisdiction. To streamline the process, section 6.3(3) of the Regulation allows a firm to make its submission in its principal jurisdiction instead of the non-principal jurisdiction. Section 6.4(b) of the Regulation requires an individual's sponsoring firm to make the individual's submission on NRD. If the principal regulator imposes a T&C on a firm's or individual's registration, or suspends, terminates or accepts the surrender of registration of the firm or individual, that decision applies automatically in the non-principal jurisdiction, whether or not the firm or individual registered in the non-principal jurisdiction under the Regulation.

~~(5) — Operation of law~~

(4) — Operation of law

The provisions of the Regulation on prospectus receipt ~~and~~, discretionary exemptions, and registration produce automatic legal outcomes in the ~~local~~non-principal jurisdiction that result from a decision made by the principal regulator. The effect is to make the law of the ~~local~~non-principal jurisdiction apply to a market participant as if the non-principal regulator had made the same decision as the principal regulator.

(5) — Applicable requirements

~~(6) — Harmonized laws and their interpretation~~

A market participant must comply with the law of each jurisdiction in which it files a prospectus, is a reporting issuer, seeks registration or is registered.

• Most ~~of the~~prospectus, continuous disclosure and prospectus registration requirements are harmonized and are in rules or regulations, commonly referred to as 'national instruments'. The securities regulatory authorities and regulators intend to interpret and apply ~~these~~the harmonized requirements in national instruments in a consistent way, and ~~have put in place practices and procedures so this will be the case. We have put practices and procedures in place to achieve this objective.~~

• Some jurisdictions have unique requirements in Securities Acts or local rules or regulations. In addition, some national instruments contain requirements or carve-outs for specific jurisdictions, which are apparent on the face of the instruments.

~~(7) — Exemptions from non-harmonized requirements~~

(6) — Ontario

~~The Regulation contains exemptions from most non-harmonized continuous disclosure requirements and prospectus requirements that exist in a local jurisdiction. These exemptions apply in all jurisdictions, including the principal jurisdiction, for issuers that are reporting issuers, or file a prospectus, in multiple jurisdictions.~~

The OSC has not adopted the Regulation, but the Regulation provides that the OSC can be a principal regulator for purposes of a prospectus filing under Part 3, a discretionary exemption application under Part 4 or registration under Part 6. Consequently, Ontario market participants have direct access to passport as follows:

~~(8) — Discretionary exemptions~~

~~• When the OSC issues a receipt for a prospectus to an issuer whose principal jurisdiction is Ontario, a deemed receipt is automatically issued in each passport jurisdiction where the market participant filed the prospectus under the Regulation.~~

~~The Regulation provides • When the OSC grants a discretionary exemption to a market participant whose principal jurisdiction is Ontario, the person obtains an automatic exemption from an the equivalent provision of securities legislation in the local jurisdiction if the principal regulator grants the discretionary exemption and the filer gives the required notice. of each passport jurisdiction for which the person gives the notice described in section 4.7(1)(c) of the Regulation.~~

~~• A firm or individual whose principal jurisdiction is Ontario and who is registered in a category in Ontario is automatically registered in the same category in a passport jurisdiction when the firm or individual makes the required submission under the Regulation.~~

1.4. Language of documents – Québec

The Regulation does not relieve issuers filing in Québec from the linguistic obligations prescribed by Québec law, including the specific obligations in the Québec Securities Act (e.g. section 40.1). For example, where a prospectus is filed in several jurisdictions including Québec, the prospectus must be in French or in French and English.

~~PART 2 — CONTINUOUS DISCLOSURE — PART 2 — CONTINUOUS DISCLOSURE (Repealed)~~

~~2.1. — Exemption from non-harmonized continuous disclosure provisions~~

~~Section 2.1 of the Regulation exempts a reporting issuer from the non-harmonized continuous disclosure provisions listed in Appendix A of the Regulation opposite the name of the local jurisdiction if the issuer is reporting in other jurisdictions. Consequently, the provisions that apply to the reporting issuer in the local jurisdiction are the harmonized continuous disclosure provisions and any non-harmonized continuous disclosure provisions from which the securities regulatory authority or regulator in the local jurisdiction has not provided an exemption under section 2.1 of the Regulation.~~

~~An issuer must continue to pay the fees related to the filing of any continuous disclosure document in each jurisdiction where it is a reporting issuer.~~

~~Although a reporting issuer does not have to identify a principal regulator to benefit from the exemption in section 2.1 of the Regulation, the securities regulatory authorities or regulators will continue to assign each reporting issuer a principal regulator for continuous disclosure review purposes under CSA Notice 51-312 Harmonized Continuous Disclosure Review Program. The principal regulator will deal with the reporting issuer on continuous disclosure related matters and would generally take action in the event of non-compliance.~~

PART 3 PROSPECTUS

3.1. Principal regulator for prospectus

For a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under section 3.1 of the Regulation. Under this section, the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 3.1(1) of the Regulation specifies the following jurisdictions for purposes of that section: British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

Section 3.4 of Policy Statement 11-202 gives guidance on how to identify the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.2. Discretionary change in principal regulator for prospectus

Section 3.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.5 of Policy Statement 11-202 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

3.3. Deemed issuance of receipt

Section 3.3 of the Regulation deems a receipt to be issued for a preliminary prospectus or prospectus in the ~~local~~non-principal jurisdiction if certain conditions are met. A deemed receipt in the ~~local~~non-principal jurisdiction has the same legal effect as a receipt issued in the principal jurisdiction.

To rely on section 3.3 of the Regulation in the ~~local~~non-principal jurisdiction, a filer must file on SEDAR the preliminary prospectus or the pro forma prospectus, and the prospectus, in both the ~~local~~non-principal jurisdiction and the principal jurisdiction. When filing, the filer must also indicate that it is filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus under the Regulation. Under the law of the ~~local~~non-principal jurisdiction, these filings trigger the obligation to file supporting documents (e.g., consents and material contracts).

To rely on section 3.3 of the Regulation in the ~~local~~non-principal jurisdiction, the filer must ~~also comply with all applicable requirements of the non-principal jurisdiction including the obligation to~~ pay the fees required for the preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus ~~in the local jurisdiction. The effect of section 3.3 of the Regulation is that the law of the local jurisdiction, including the obligation to pay fees, applies to the filing of a preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus in the jurisdiction. Section 3.4 of the Regulation does not exempt a filer from the obligation to pay fees in the local jurisdiction.~~

Policy Statement 11-202 sets out the process for making a waiver application for a prospectus filing subject to Part 3 of the Regulation.

If the principal regulator refuses to issue a receipt for a prospectus, it will notify the filer and the non-principal regulators by sending a refusal letter through SEDAR. In these circumstances, the Regulation will no longer apply to the filing and the filer may deal separately with the local securities regulatory authority or regulator in any non-principal jurisdiction in which the prospectus was filed to determine if the local securities regulatory authority or regulator would issue a local receipt.

~~3.4. Exemption from non-harmonized prospectus provisions~~ 3.4. Exemption from non-harmonized prospectus provisions (Repealed)

~~Section 3.4 of the Regulation provides an exemption from the non-harmonized prospectus provisions listed in Appendix C of the Regulation opposite the name of the local jurisdiction. The exemption is available if a person files a preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus under a provision set out in Appendix B to the Regulation and under a national prospectus instrument in multiple jurisdictions, including its principal jurisdiction. Consequently, the provisions that apply in the local jurisdiction where a preliminary prospectus, pro forma prospectus or prospectus is filed are the harmonized prospectus provisions and any non-harmonized prospectus provisions from which the securities regulatory authority or regulator in the local jurisdiction has not provided an exemption under section 3.4 of the Regulation.~~

3.5. Transition for section 3.3

Section 3.3 of the Regulation applies to a preliminary prospectus or pro forma prospectus and their related prospectus, and to an amendment to a prospectus, filed on or after March 17, 2008.

Section 3.5(1) of the Regulation removes the deemed receipt that would otherwise be available in the ~~local~~[non-principal](#) jurisdiction under section 3.3 of the Regulation if a preliminary prospectus amendment is filed after March 17, 2008 and the related preliminary prospectus was filed before March 17, 2008.

Section 3.5(2) provides an exemption from the requirement in section 3.3(2)(b) of the Regulation to indicate on SEDAR, at the time of filing the preliminary prospectus or pro forma prospectus, that the preliminary prospectus or pro forma prospectus is filed under Regulation. This means there is a deemed receipt in the ~~local~~[non-principal](#) jurisdiction for a prospectus amendment if the related preliminary prospectus or pro forma prospectus was filed before March 17, 2008 and the filer indicated on SEDAR that it filed the amendment under the Regulation at the time of filing the amendment.

The exemption from non-harmonized prospectus requirements in section 3.4 of the Regulation is available in the ~~local~~[non-principal](#) jurisdiction for a prospectus filed on or after March 17, 2008 even though the related preliminary prospectus or pro forma prospectus was filed in the ~~local~~[non-principal](#) jurisdiction before that date and there is no deemed receipt for the prospectus in the ~~local~~[non-principal](#) jurisdiction.

PART 4 DISCRETIONARY EXEMPTIONS

4.1. Application

Part 4 of the Regulation applies to an application for discretionary exemption from a provision listed in Appendix D of the Regulation made in multiple jurisdictions. Part 4 does not apply to a discretionary exemption application from a provision not listed in Appendix D of the Regulation or to other types of exemptive relief applications. For example, Part 4 does not apply to an application to designate a person to be a reporting issuer, mutual fund, non-redeemable investment fund or insider.

4.2. Principal regulator for discretionary exemption applications

For purposes of a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation, the principal regulator is the principal regulator identified under sections 4.1 to 4.5 of the Regulation. ~~Under these sections, Except under section 4.4.1,~~ the principal regulator must be the securities regulatory authority or regulator in a specified jurisdiction. Section 4.1 of the Regulation specifies the following jurisdictions for ~~purposes of Part 4~~[this purpose](#): British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

[Section 4.4.1 of the Regulation provides that the principal regulator for an application for exemption from a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 and Part 2 of Regulation 33-109 made in connection with an application for registration in the principal jurisdiction is the principal regulator as determined under section 6.1 of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of each jurisdiction may be a principal regulator under section 6.1 of the Regulation.](#)

Section 3.6 of Policy Statement 11-203 gives guidance on how to identify the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.3. Discretionary change of principal regulator for discretionary exemption applications

Section 4.6 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation on its own motion or on application. Section 3.7 of Policy Statement 11-203 gives guidance on the process for, and considerations leading to, a discretionary change in principal regulator for a discretionary exemption application under Part 4 of the Regulation.

4.4. Passport application of discretionary exemptions

Section 4.7(1) of the Regulation exempts a person from an equivalent provision of securities legislation in the ~~local~~ non-principal jurisdiction if the principal regulator for the application grants the discretionary exemption, the filer gives the notice required under paragraph (c) of that section and other conditions are met. The equivalent provisions from which an automatic exemption is available under section 4.7(1) of the Regulation are set out in Appendix D of the Regulation.

A discretionary exemption under section 4.7(1) of the Regulation is available in the passport jurisdictions for which the filer gives the required notice when filing the application. However, the discretionary exemption can become available later in other passport jurisdictions if the circumstances warrant. For example, if a reporting issuer obtains a discretionary exemption from a national continuous disclosure requirement in its principal jurisdiction and an automatic exemption under section 4.7(1) in three non-principal jurisdictions in 2008 and the issuer becomes a reporting issuer in a fourth non-principal jurisdiction in 2009, the issuer could obtain an automatic exemption in the new jurisdiction. To obtain the automatic exemption in the new jurisdiction, the issuer would have to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of the Regulation in respect of that jurisdiction and meet the other condition of the exemption.

Under section 4.7(2) of the Regulation the filer may give the required notice to the principal regulator instead of the non-principal regulator.

A filer should identify in the application all the exemptions required and give notice for all the jurisdictions in which section 4.7(1) of the Regulation is intended to be relied upon. If an exemption is required in a non-principal jurisdiction when the filer files the application, but the filer does not give the required notice for that jurisdiction until after the principal regulator grants the exemption, the securities regulatory authority or regulator of the non-principal jurisdiction will take appropriate action. This could include removing the exemption, in which case the filer may have an opportunity to be heard in that jurisdiction in appropriate circumstances.

[A principal regulator's decision to revoke or vary a decision the principal regulator previously made under the Regulation to exempt a person from a provision set out in Appendix D of the Regulation has automatic effect in a non-principal jurisdiction if](#)

- [the person applied in the principal jurisdiction to have the decision revoked or varied and gave the notice required under section 4.7\(1\)\(c\) of the Regulation in respect of the non-principal jurisdiction,](#)
- [the principal regulator grants the application, and](#)
- [the other conditions of section 4.7\(1\) of the Regulation are met.](#)

[If the principal regulator for an application for exemption from a filing requirement under section 6.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions \(Regulation 45-106\) grants an exemption under section 4.7\(1\) of the Regulation, a person has an automatic exemption in a non-principal jurisdiction under the section only if](#)

- the filing requirement arises from the person relying on one of the provisions referred to in section 6.1 of Regulation 45-106 in the principal jurisdiction,
- the person is relying on the equivalent exemption in the non-principal jurisdiction, and
- the person complies with the conditions of section 4.7(1) of the Regulation.

Because, under the Regulation, a person files an application for a discretionary exemption only in the principal jurisdiction to obtain an automatic exemption in multiple jurisdictions, the filer is required to pay fees only in the principal jurisdiction.

Policy Statement 11-203 sets out the process for seeking exemptive relief in multiple jurisdictions, including the process for seeking a discretionary exemption under Part 4 of the Regulation.

4.5. Availability of passport for discretionary exemptions applied for before March 17, 2008

Under section 4.8(1) of the Regulation, an exemption from the equivalent provision is automatically available in the local jurisdiction if

- an application was made in a specified jurisdiction before March 17, 2008 for an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of the Regulation,
- the securities regulatory authority or regulator in the specified jurisdiction granted the exemption before, on or after March 17, 2008, and
- certain other conditions are met.

These conditions include giving the notice required under section 4.8(1)(c). Section 4.8(2) permits the filer to give the required notice to the securities regulatory authority or regulator that would be the principal regulator for the application under Part 4 if an application were to be made under that Part at the time the notice is given, instead of to the non-principal regulator.

Under section 4.1, the specified jurisdictions are British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick and Nova Scotia.

A specified jurisdiction for purposes of section 4.8 of the Regulation is a principal jurisdiction under Regulation 11-101. Therefore, under section 4.8(1) of the Regulation, an exemption from the equivalent provision is automatically available in the ~~local~~ non-principal jurisdiction if

- an application was made before March 17, 2008 in the principal jurisdiction, as defined in Regulation 11-101, for an exemption from a CD requirement, as defined in that ~~regulation~~ Regulation, which is now listed in Appendix D of the Regulation,
- the securities regulatory authority or regulator in the principal jurisdiction granted the exemption before March 17, 2008, and
- the other conditions of section 4.8(1) of the Regulation are met, including giving notice.

Section 4.8(3) of the Regulation provides an exemption from the notice requirement in section 4.8(1)(c) of the Regulation if, before March 17, 2008, the principal regulator under Regulation 11-101 granted the exemption and the reporting issuer filed the notice of principal regulator under section 2.2 or 2.3 of that ~~regulation~~ Regulation.

The combined effect of sections 4.8(1) and 4.8(3) is to make the exemption from a CD requirement granted by the principal regulator under Regulation 11-101 automatically available in the ~~local~~non-principal jurisdiction, even though the decision of the principal regulator under Regulation 11-101 does not refer to the ~~local~~non-principal jurisdiction. To benefit from this, however, the reporting issuer must comply with the terms and conditions of the decision of the principal regulator under Regulation 11-101. Only exemptions granted from CD requirements that are now listed in Appendix D of the Regulation become available in the ~~local~~non-principal jurisdiction in this way.

Appendix A of this Policy Statement lists the CD requirements from which a reporting issuer could get an exemption under section 3.2 of Regulation 11-101. Appendix D of the Regulation sets out the list of equivalent provisions.

PART 5 EFFECTIVE DATE

5.1. Effective date

The Regulation applies to continuous disclosure documents, prospectuses and discretionary exemption applications filed on or after March 17, 2008.

PART 6 REGISTRATION

6.1. Application

The Regulation permits a firm or individual to register automatically in a non-principal jurisdiction based on its principal jurisdiction registration. It also makes some types of regulatory decisions by a firm's or individual's principal regulator apply automatically in each non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered, whether or not the firm or individual is registered automatically under the Regulation.

Permitted individual

The Regulation does not apply to "permitted individuals" under Regulation 33-109 because these individuals are not registered under securities legislation. The Regulation applies to a permitted individual only if the permitted individual becomes registered in a category in his or her principal jurisdiction and seeks registration in the same category in a non-principal jurisdiction.

Restricted dealers and their representatives

Section 6.3 of the Regulation does not apply to a firm registered in the category of "restricted dealer" under Regulation 31-103. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply directly to the non-principal regulator. Automatic registration under the Regulation does not apply to restricted dealers because there are no standard requirements for this category and most firms registered as restricted dealers operate in a single jurisdiction. However, if a restricted dealer registers directly in the same category in a non-principal jurisdiction, the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section 6.5), suspension (section 6.6), termination (section 6.7) and surrender (section 6.8) apply to the firm.

All the provisions of the Regulation apply to the dealing representatives of a restricted dealer. This includes automatic registration under section 6.4 of the Regulation if the representative's sponsoring firm is registered as a restricted dealer in the representative's principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction in which the representative seeks registration. It also includes the provisions of the Regulation relating to T&Cs (section 6.5), suspension (section 6.6), termination (section 6.7) and surrender (section 6.8).

6.2. Registration by SRO

The securities regulatory authority or regulator in some jurisdictions has delegated, assigned or authorized an SRO to perform all or part of its registration function. The Regulation applies to the decisions made by SROs under these arrangements. For more details, refer to section 3.5 of Policy Statement 11-204.

6.3. Principal regulator for registration

The principal regulator of a firm or individual is the securities regulatory authority or regulator identified under section 6.1 of the Regulation. The securities regulatory authority or regulator of any jurisdiction can be a principal regulator for registration.

Section 3.6 of Policy Statement 11-204 gives guidance on how to identify the principal regulator of a firm or individual under Part 6 of the Regulation.

6.4. Discretionary change of principal regulator for registration

Section 6.2 of the Regulation permits the securities regulatory authority or regulator to change the principal regulator for the purpose of Part 6 of the Regulation. Section 3.7 of Policy Statement 11-204 gives guidance on the process for a discretionary change of principal regulator for registration under Part 6 of the Regulation.

6.5. Registration

Sections 6.3 and 6.4 of the Regulation are available for firms or individuals required to be registered under Regulation 31-103, except for firms registering as restricted dealers.

A firm or individual who registers in a non-principal jurisdiction under section 6.3 or 6.4 of the Regulation must comply with all applicable requirements of the non-principal jurisdiction, including the obligation to pay the required fees in that jurisdiction.

To register in a non-principal jurisdiction

Before making a submission under section 6.3 or 6.4, the firm or individual's sponsoring firm should ensure that the firm's or individual's principal regulator is correctly identified in the firm's or individual's latest submission under Regulation 33-109 or the Regulation. Unless the regulators have given notice of a discretionary change under section 6.2 of the Regulation, the principal regulator of

- a firm, except a foreign firm that is registered in the same category in multiple jurisdictions on [insert effective date of Part 6 of the Regulation], is identified in item A Contact Information of Form 33-109F6.

- a domestic individual is identified in item 9 Location of Employment of Form 33-109F4.

- a foreign firm that is registered in the same category in multiple jurisdictions on [insert effective date of Part 6 of the Regulation] is identified in the Form 33-109F5 the firm must submit under section 6.10 of the Regulation, and

- a foreign individual is the same as for the individual's sponsoring firm.

Firm

Under section 6.3(1) of the Regulation, if a firm is registered in its principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, other than the category of "restricted dealer", the firm is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if

- (a) the firm has submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109, and

(b) receipt of the submission has been acknowledged.

A firm should refer to Part 4 and section 5.2 of Policy Statement 11-204 for guidance on how to make its submission under the Regulation.

Under section 6.3(3) of the Regulation, a firm may make the relevant submission by giving it to its principal regulator instead of the non-principal regulator. In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to register firms, the firm should make the submission by giving it to the relevant office of the SRO.

Individual

Under section 6.4 of the Regulation, if an individual acting on behalf of a sponsoring firm is registered in his or her principal jurisdiction in a category set out in Regulation 31-103, the individual is registered in the same category in a non-principal jurisdiction if

(a) the individual's sponsoring firm is registered in the non-principal jurisdiction in the same category as in the firm's principal jurisdiction, and

(b) the individual submitted a completed Form 33-109F2 or Form 33-109F4 in accordance with Regulation 33-109.

An individual's sponsoring firm should refer to Part 4 and section 5.2 of Policy Statement 11-204 for guidance on how to make a submission for the individual under the Regulation.

For greater certainty, if an individual is registered in a category in his or her principal jurisdiction for more than one sponsoring firm, each sponsoring firm must be registered in the same category in the non-principal jurisdiction in which the individual seeks registration under section 6.4 of the Regulation.

6.6. Terms and conditions of registration

Section 6.5 (1) of the Regulation provides that, if a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the non-principal jurisdiction, a T&C imposed on the registration in the principal jurisdiction applies to the firm or individual as if it were imposed in the non-principal jurisdiction (i.e., by operation of law). Under section 6.5(2) of the Regulation, a T&C continues to apply until the earlier of the date the securities regulatory authority or regulator that imposed it, cancels or revokes it, or it expires.

Under section 6.5 of the Regulation, if the principal regulator amends or adds a T&C to a category in which a firm or individual is registered, the amended or additional T&C automatically applies to the firm's or individual's registration in the same category in the non-principal jurisdiction.

In the event of a change of principal regulator, and for each category in which a firm or an individual is registered in the non-principal jurisdiction under section 6.3 or 6.4 of the Regulation, the firm's or individual's

• original principal regulator will revoke any T&C it had initially imposed, and

• new principal regulator will adopt any T&C the original principal regulator had initially imposed.

This will enable the new principal regulator to amend the firm's or individual's T&Cs in appropriate circumstances and result in any T&C amended by the new principal

regulator applying automatically in a non-principal jurisdiction as if it had been imposed in that jurisdiction (i.e., by operation of law).

6.7. Suspension

Under section 6.6 of the Regulation, if a firm's or an individual's registration in the principal jurisdiction is suspended, the firm's or individual's registration is automatically suspended in any non-principal jurisdiction where the firm or individual is registered. For greater certainty, a suspension of registration is a suspension of a firm's or individual's trading or advising privileges and the firm or individual remains registered under securities legislation. A firm's or individual's registration is suspended on the same day in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same suspension date in each relevant jurisdiction.

A firm's or individual's registration is suspended in the non-principal jurisdiction for as long as the firm's or individual's registration is suspended in the principal jurisdiction. If the principal regulator lifts a firm's or individual's suspension, the firm or individual may resume trading or advising in the non-principal jurisdiction on the date NRD shows that the suspension has been lifted. Any T&C imposed by the principal regulator when it lifts a suspension applies automatically in the non-principal jurisdiction under section 6.5 of the Regulation.

6.8. Termination

Under section 6.7 of the Regulation, if a firm's or individual's registration in the principal jurisdiction is cancelled, revoked or terminated, as applicable, the firm's or individual's registration in the non-principal jurisdiction is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable. A firm's or individual's registration is terminated on the same date in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction. NRD will show the same termination date in each relevant jurisdiction.

6.9. Surrender

Under section 6.8 of the Regulation, a firm's or individual's registration is automatically cancelled, revoked or terminated, as applicable, in a category in all non-principal jurisdictions in which the firm or individual is registered if the firm or individual applies to surrender registration in the category in its principal jurisdiction and the principal regulator accepts the surrender. See the last two paragraphs of this section if this is not the result intended.

A firm should submit an application to surrender registration in one or more categories in the firm's principal jurisdiction in alternate format. The application should identify any non-principal jurisdiction where the firm is registered in the same category(ies). In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, a firm should submit its application to surrender to the relevant office of the SRO. A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to submit its application for surrender to the principal regulator or the relevant office of the SRO in alternate format.

The sponsoring firm of an individual should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109 to surrender one or all of an individual's categories.

- If an individual's sponsoring firm made the relevant NRD submission to surrender the individual's registration in one category, the relevant NRD submission should identify all non-principal jurisdictions where the individual is registered in the same category. If the principal regulator accepts the individual's surrender, NRD will record the surrender of category for the individual in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction where the individual was registered in that category. If this was the individual's last category in a non-principal jurisdiction, NRD will show the individual's registration as 'Suspended (Surrender)' in that jurisdiction.

- If an individual's sponsoring firm made the relevant NRD submission to surrender the individual's registration in all categories, NRD will automatically identify the non-principal jurisdictions where the individual is registered in the same categories. If the principal regulator accepts the surrender, NRD will show the individual's registration as 'Suspended (Employment Termination)' in all jurisdictions where the individual was registered.

If a firm or individual applies to surrender a category in the principal jurisdiction, the principal regulator may suspend registration in the category pending surrender, or impose a T&C on the category. See section 6.7 of this Policy Statement for guidance on suspension of registration.

If the principal regulator imposes a T&C on a category, section 6.5 of the Regulation provides that the T&C applies in each non-principal jurisdiction where a firm or individual is registered in the same category as if the T&C had been imposed in the non-principal jurisdiction.

If a firm seeks to surrender registration in its principal jurisdiction because the firm is moving its head office (for a domestic firm) or its principal Canadian office (for a foreign firm) to another jurisdiction or the jurisdiction where a foreign firm has the highest number of clients as of the end of its most recently completed financial year changes, the firm should submit its application for surrender **after** the change has taken place and the firm has given notice of it to its principal regulator under Regulation 33-109. If a domestic individual seeks to surrender registration in its principal jurisdiction because the individual is moving his or her working office to another jurisdiction, the individual's sponsoring firm should make the NRD submission after the individual has moved his or her working office and given notice of the change under Regulation 33-109.

The Regulation does not deal with a firm or individual that seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction only. If a firm or individual seeks to surrender a category in a non-principal jurisdiction, other than Ontario,

- the firm may still submit its application by giving it to the principal regulator only or, if the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the relevant office of the SRO in the principal jurisdiction.

- the individual's sponsoring firm should make the relevant NRD submission under Regulation 33-109.

- the firm's or individual's submission should indicate the non-principal jurisdiction where the firm or individual is applying to surrender registration, and

- the fact that a securities regulatory authority, regulator or SRO accepts the surrender of registration of a firm or individual in the non-principal jurisdiction does not affect the registration of the firm or individual in another jurisdiction.

6.10. Transition – terms and conditions in non-principal jurisdiction

The purpose of section 6.9(1) of the Regulation is to delay until [insert the date 30 days after the effective date of Part 6 of the Regulation] the automatic application of section 6.5 of the Regulation in a non-principal jurisdiction in which a firm or individual is registered on [insert effective date of Part 6 of the Regulation]. This gives the firm or individual time to make an application under section 6.9(2) of the Regulation for an exemption from having a T&C imposed by the principal regulator apply automatically in the non-principal jurisdiction.

A firm or individual should apply for the exemption contemplated in section 6.9(2) of the Regulation separately in each non-principal jurisdiction because the purpose of the exemption application is to give the firm or individual an opportunity to be heard on the

automatic application in the non-principal jurisdiction of a T&C imposed by the principal regulator. For this reason, a firm or individual should not make the application under Policy Statement 11-203.

If a firm or individual does not apply for an exemption under section 6.9(2) of the Regulation in a non-principal jurisdiction,

• a T&C imposed by the principal regulator automatically applies on [insert the date 30 days after the effective date of Part 6 of the Regulation] in the non-principal jurisdiction, and

• a T&C previously imposed by the non-principal regulator ceases to apply unless it is enforcement related.

6.11. Transition – notice of principal regulator for foreign firm

Under section 6.10(1) of the Regulation, a foreign firm registered in a category in multiple jurisdictions before [insert effective date of Part 6 of the Regulation] is required to submit the information required in item A of Form 33-309F6 in accordance with Regulation 33-109. This information will identify the foreign firm's principal regulator under section 6.1 of the Regulation.

Section 6.10(2) of the Regulation permits the foreign firm to make this submission to a non-principal regulator by giving it only to its principal regulator. The submission should be made in alternate format. In a jurisdiction where the principal regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform registration functions, the foreign firm should make the submission to the relevant office of the SRO. Foreign firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make a submission in alternate format.

Because the principal regulator for a foreign individual is the same as the principal regulator for the individual's sponsoring firm, the Regulation does not require the sponsoring firm of a foreign individual to make a submission to identify the individual's principal regulator.

APPENDIX A**CD REQUIREMENTS UNDER REGULATION 11-101**

For ease of reference, this appendix reproduces the definition of CD requirements in Regulation 11-101 even though some references might no longer be relevant because sections were repealed after September 19, 2005 when Regulation 11-101 came into force.

British Columbia:

Securities Act: section 85 and 117

Securities Rules: section 144 (except as it relates to fees), 145 (except as it relates to fees), 152 and 153 sections 2, 3 and 189 as they relate to a filing under another CD requirement, as defined in Regulation 11-101

Alberta:

Securities Act: sections 146, 149 (except as it relates to fees), 150, 152 and 157.1

Securities Commission Rules (General): except as it relates to a prospectus, section 143 – 169, 196 and 197

Saskatchewan:

The Securities Act, 1988: section 84, 86 – 88, 90, 94 and 95

The Securities Regulations: section 117 – 138.1 and 175 as it relates to a filing under another CD requirement, as defined under Regulation 11-101

Manitoba:

Securities Act: sections 101(1), 102(1), 104, 106(3), 119, 120 (except as it relates to fees) and 121– 130

Securities Regulation: sections 38 – 40 and 80 – 87

Québec:

Securities Act: sections 73 excluding the filing requirement of a statement of material change, 75 excluding the filing requirement, 76, 77 excluding the filing requirement, 78, 80 – 82.1, 83.1, 87, 105 excluding the filing requirement, 106 and 107 excluding the filing requirement

Securities Regulation: sections 115.1 – 119, 119.4, 120 – 138 and 141 – 161

Regulations: No. 14, No. 48, Q-11, Q-17 (Title IV) and 62 – 102

A document filed with or delivered to the Autorité des marchés financiers, delivered to securityholder in Québec or disseminated in Québec under section 3.2 of the Regulation, is deemed, for the purposes of securities legislation in Québec, to be a document filed, delivered or disseminated under Chapter II of Title III or section 84 of the *Securities Act* (Québec).

New Brunswick:

Securities Act: sections 89(1) – (4), 90, 91, 100 and 101

Nova Scotia:

Securities Act: section 81, 83, 84 and 91

General Securities Rules: sections 9, 140(2), 140(3) and 141

Newfoundland and Labrador:

Securities Act: except as they relate to fees, sections 76, 78 – 80, 82, 86 and 87

Securities Regulations: sections 4 – 14 and 71 – 80

Yukon:

Securities Act: section 22(5) except as it relates to filing a new or amended prospectus

All jurisdictions:

- (a) *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects*, except as it relates to a prospectus,
- (b) *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*, except as it relates to a prospectus,
- (c) *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*,
- (d) *Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency* as it applies to a document filed under *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*,
- (e) *Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight*,
- (f) *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*,
- (g) *Regulation 52-110 respecting Audit Committees*, except in British Columbia
- (h) BC Instrument 52-509 *Audit Committees*, only in British Columbia
- (i) *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*,
- (j) *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices*,
- (k) section 8.5 of *Regulation 81-104 respecting Commodity Pools*, and
- (l) *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*.

Document comparison done by DeltaView on 14 juillet, 2008 11:43:34

Input:	
Document 1	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/TQP final 2008/TQP ACVM 25-01-08/AMF/11-102 Instruction 14-01-08 ACVM (Q) sans mise en forme A.doc
Document 2	file:///F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-102 Modif. Instruction 04-07-08 (Q) %A.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
Insertion	
Deletion	
Moved from	
Moved to	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	183
Deletions	85
Moved from	8
Moved to	8
Style change	0
Format changed	0
Total changes	284

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-202 RESPECTING PROCESS FOR PROSPECTUS REVIEWS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

1. Section 4.1 of Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions is amended by replacing “under this policy statement” with “under this policy statement and Regulation 11-102”.

2. Section 7.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing the last sentence of paragraph (1) with the following:

“To assist filers, the principal regulator will list in its receipt the passport jurisdictions where the prospectus has been filed under Regulation 11-102 and indicate that a receipt is deemed to be issued in each of those jurisdictions, if the conditions of Regulation 11-102 have been satisfied.”;

(2) by adding the following paragraph after paragraph (2):

“(3) If a pro forma prospectus or an amended and restated preliminary prospectus is filed in the principal jurisdiction and a preliminary prospectus is filed in a non-principal jurisdiction, the principal regulator will issue a document that evidences that the regulator in the non-principal jurisdiction issued a receipt for the preliminary prospectus.”.

POLICY STATEMENT 11-203 RESPECTING PROCESS FOR EXEMPTIVE RELIEF APPLICATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

PART 1 APPLICATION

1.1. Application

This policy statement describes the process for the filing and review of an application for exemptive relief in more than one Canadian jurisdiction.

PART 2 DEFINITIONS

2.1. Definitions

In this policy statement

“AMF” means the regulator in Québec;

“application” means a request for exemptive relief other than a pre-filing or waiver application as those terms are defined in Policy Statement 11-202;

“coordinated review application” means an application described in section 3.4 of this policy statement;

“coordinated review” means the review under this policy statement of a coordinated review application;

~~“Policy Statement 11-102” means Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System to Regulation 11-102;~~ “dual application” means an application described in section 3.3 of this policy statement;

“dual review” means the review under this policy statement of a dual application;

“exemption” means any discretionary exemption to which Part 4 of Regulation 11-102 applies;

“exemptive relief” means any approval, decision, declaration, designation, determination, exemption, extension, order, ruling, permission, recognition, revocation, waiver or other relief sought under securities legislation or securities directions;

“filer” means

- (a) a person filing an application, or
- (b) an agent of a person referred to in paragraph (a);

“hybrid application” means an application comprised of both

- (a) a passport application or dual application, and
- (b) a coordinated review application;

~~“Regulation 11-102” means Regulation 11-102 respecting Passport System;~~ “notified passport jurisdiction” means a passport jurisdiction for which a filer gave the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102

~~“Policy Statement 11-202” means Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions;~~ “OSC” means the regulator in Ontario;

“passport application” means an application described in section 3.2 of this policy statement;

“passport jurisdiction” means the jurisdiction of a passport regulator;

“passport regulator” means a regulator that has adopted Regulation 11-102;

“Policy Statement 11-102” means *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Policy Statement 11-202” means *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*;

“Policy Statement 11-204” means *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions*;

“pre-filing” means a consultation with the principal regulator for an application, initiated before the filing of the application, regarding the interpretation of securities legislation or securities directions or their application to a particular transaction or matter or proposed transaction or matter; and

“Regulation 11-102” means *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Regulation 31-103” means *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements*;

“Regulation 33-109” means *Regulation 33-109 respecting Registration Information*;

“regulator” means a securities regulatory authority or regulator.

2.2. Further definitions

Terms used in this policy statement that are defined in Regulation 11-102 or *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meanings as in those regulations.

PART 3 OVERVIEW, PRINCIPAL REGULATOR AND GENERAL GUIDELINES

3.1. Overview

This policy statement applies to any application for exemptive relief in multiple jurisdictions. These are the possible types of applications:

(a) The principal regulator is a passport regulator and the filer does not seek an exemption in Ontario. This is a “passport application.”

(b) The principal regulator is the OSC and the filer also seeks an exemption in a passport jurisdiction. This is also a “passport application.”

(c) The principal regulator is a passport regulator and the filer also seeks an exemption in Ontario. This is a “dual application.”

(d) An application for any type of exemptive relief not covered by Part 4 of Regulation 11-102. This is a “coordinated review application.”

3.2. Passport application

(1) If the principal regulator is a passport regulator and the filer does not seek an exemption in Ontario, the filer files the application only with, and pays fees only to, the principal regulator. Only the principal regulator reviews the application. The principal

regulator's decision to grant an exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions.

(2) If the principal regulator is the OSC and the filer also seeks an equivalent exemption in a passport jurisdiction, the filer files the application only with, and pays fees only to, the OSC. Only the OSC reviews the application. The OSC's decision to grant the exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions.

3.3. Dual application

If the principal regulator is a passport regulator and the filer also seeks an exemption in Ontario, the filer files the application with, and pays fees to, both the principal regulator and the OSC. The principal regulator reviews the application and the OSC, as a non-principal regulator, coordinates its review with the principal regulator. The principal regulator's decision to grant the exemption automatically results in an equivalent exemption in the notified passport jurisdictions and, if the OSC has made the same decision as the principal regulator, evidences the decision of the OSC.

3.4. Coordinated review application

If the application is outside the scope of Regulation 11-102 (see section 4.1 of Policy Statement 11-102 for details on the types of applications that fall outside the scope of Regulation 11-102), the filer files the application and pays fees in each jurisdiction where the exemptive relief is required. The principal regulator reviews the application, and each non-principal regulator coordinates its review with the principal regulator. The decision of the principal regulator to grant exemptive relief evidences the decision of each non-principal regulator that has made the same decision as the principal regulator.

3.5. Hybrid applications

The processes and outcomes applicable to a passport application, dual application or a coordinated review application under this policy statement also apply to a hybrid application. For a hybrid application, the filer should follow the processes for both a coordinated review application and either a passport application or dual application, as appropriate.

3.6. Principal regulator

(1) For any application under this policy statement, the principal regulator is identified in the same manner as in sections 4.1 to 4.5 of Regulation 11-102. This section summarizes sections 4.1 to 4.5 of Regulation 11-102 and provides guidance on identifying the principal regulator for an application under this policy statement.

(2) For the purpose of this section, a specified jurisdiction is one of British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, New Brunswick or Nova Scotia.

(3) Except as provided in subsections (4) to (89) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator [for an exemptive relief application](#) is

(a) for an application made for an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the investment fund manager's head office is located; or

(b) for an application made for a person other than an investment fund, the regulator of the jurisdiction in which the person's head office is located.

(4) ~~For~~ [Except as provided in subsection \(6\) to \(9\) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator for](#) an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, ~~the principal regulator~~ is the regulator in the jurisdiction in which the head office of the reporting issuer, not the insider, is located.

(5) ~~For~~ Except as provided in subsection (6) to (9) of this section and in section 3.7 of this policy statement, the principal regulator for an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, ~~the principal regulator~~ is the regulator in the jurisdiction in which the head office of the issuer whose securities are subject to the take-over bid, not the person that is making the take-over bid, is located.

(6) ~~If~~ Except as provided in subsections (7), (8) and (9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if the jurisdiction identified under subsection (3), (4) or (5) is not a specified jurisdiction, the principal regulator for the application is the regulator of the specified jurisdiction with which

(a) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(b) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(c) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

(7) Except as provided in subsections (8) and (9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if a firm or individual makes an application for exemptive relief from a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application for registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the exemptive relief application is the principal regulator as determined under section 3.6 of Policy Statement 11-204. Under section 3.6 of Policy Statement 11-204 the securities regulatory authority or regulator of any jurisdiction can be a principal regulator.

(8) ~~Except as provided in~~ subsection (8)9) of this section and section 3.7 of this policy statement, if a person is not seeking exemptive relief in the jurisdiction of the principal regulator, as determined under subsections (3), (4), (5) ~~or~~ (6) or (7), the principal regulator for the application is the regulator in the specified jurisdiction

(a) in which the person is seeking exemptive relief, and

(b) with which

(i) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(ii) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(iii) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

~~(89)~~ ~~If~~ Except as provided in section 3.7 of this policy statement, if at any one time a person is seeking more than one item of exemptive relief and not all of the exemptive relief is needed in the jurisdiction of the principal regulator, as determined under subsection (3), (4), (5), ~~(6), (7)~~ or ~~(68)~~, the person may make an application to the regulator in the specified jurisdiction

(a) in which the person is seeking all of the exemptive relief, and

(b) with which

(i) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to insider reporting, the reporting issuer has the most significant connection,

(ii) in the case of an application for exemptive relief from a provision of securities legislation related to take-over bids, the issuer whose securities are subject to the take-over bid has the most significant connection, or

(iii) in any other case, the person or, in the case of an investment fund, the investment fund manager, has the most significant connection.

That regulator will be the principal regulator for the application.

(910) The factors a filer should consider in identifying the principal regulator for the application based on the most significant connection test are, in order of influential weight:

- (a) location of reporting issuer status or registration status,
- (b) location of management,
- (c) location of assets and operations,
- (d) location of majority of security holders or clients, and
- (e) location of trading market or quotation system in Canada.

3.7. Discretionary change in principal regulator

(1) If the principal regulator identified under section 3.6 of this policy statement thinks it is not the appropriate principal regulator, it will first consult with the filer and the appropriate regulator and then give the filer a written notice of the new principal regulator and the reasons for the change.

(2) A filer may request a discretionary change of principal regulator for an application if

- (a) the filer believes the principal regulator identified under section 3.6 of this policy statement is not the appropriate principal regulator,
- (b) the location of the head office changes over the course of the application,
- (c) the most significant connection to a specified jurisdiction changes over the course of the application, or
- (d) the filer withdraws its application in the principal jurisdiction because no exemptive relief is required in that jurisdiction.

(3) Regulators do not anticipate changing a principal regulator except in exceptional circumstances.

(4) A filer should submit a written request for a change in principal regulator to its current principal regulator and include the reasons for requesting the change.

3.8. General guidelines

(1) A filer should identify the exemptive relief that is appropriate and necessary in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction to which the filer applies or for which it gives notice under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102.

(2) The terms, conditions, restrictions and requirements of a decision will reflect the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(3) A decision will generally provide exemptive relief for the entire transaction or matter that is the subject of the application to ensure the transaction or matter gets uniform treatment in all jurisdictions. This means that, if the transaction or matter is comprised of a series of trades, the decision will generally exempt all the trades in the series and the filer will not rely on statutory exemptions for some trades and on the decision for others.

(4) The regulators are not prepared to extend the availability of a non-harmonized exemption set out in *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions* (Regulation 45-106) to a non-principal jurisdiction where the non-harmonized exemption is not available under that rule. If a filer makes a passport application or a dual application that would have that effect, the principal regulator will request that the filer provide a representation that no person will rely on the exemption in that non-principal jurisdiction. For example, jurisdictions have adopted two types of offering memorandum exemptions under Regulation 45-106. A principal regulator would not grant an exemption that would have the effect of allowing the use of a type of offering memorandum exemption that is not available under Regulation 45-106 in a non-principal jurisdiction, unless the filer gave a representation that no person would offer the securities relying on that type of offering memorandum exemption in the non-principal jurisdiction.

(5) Regulators will generally send communications to filers by e-mail or facsimile.

PART 4 PRE-FILINGS

4.1. General

(1) A filer should submit a pre-filing sufficiently in advance of an application to avoid any delays in the issuance of a decision on the application.

(2) The principal regulator will treat the pre-filing as confidential except that it:

(a) may provide copies or a description of the pre-filing to other regulators for discussion purposes if the pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy ~~statement~~ concern, and

(b) may have to release the pre-filing under freedom of information and protection of privacy legislation.

4.2. Procedure for passport application pre-filing

A filer should submit a pre-filing for a passport application by letter to the principal regulator and should

(a) identify in the pre-filing the principal regulator for the application and each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, and

(b) submit the pre-filing to the principal regulator only.

4.3. Procedure for dual application pre-filing

(1) A filer submitting a pre-filing for a dual application should identify in the pre-filing the principal regulator, each passport jurisdiction for which the filer intends to give the notice referred to in section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, and Ontario.

(2) The filer should submit the pre-filing only to the principal regulator. If the pre-filing is routine, the filer will deal only with the principal regulator to resolve the pre-filing.

(3) If the principal regulator determines that a pre-filing submitted as a routine pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, it will advise the filer and direct the filer to submit the pre-filing to the OSC.

(4) If it is apparent to the filer that a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the filer may accelerate this process by submitting the pre-filing to both the principal regulator and the OSC.

(5) If a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the principal regulator will arrange with the OSC to discuss it within seven business days, or as soon as practicable after the OSC receives the pre-filing.

4.4. Procedure for coordinated review application pre-filing

(1) A filer submitting a pre-filing for a coordinated review application should identify in the pre-filing the principal regulator and all non-principal jurisdictions where the filer intends to file the application.

(2) The filer should submit the pre-filing only to the principal regulator. If the pre-filing is routine, the filer will deal only with the principal regulator to resolve the pre-filing.

(3) If the principal regulator determines that a pre-filing submitted as a routine pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, it will advise the filer and direct the filer to submit the pre-filing to each non-principal regulator.

(4) If it is apparent to the filer that a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the filer may accelerate this process by submitting the pre-filing to the principal regulator and each non-principal regulator with whom the filer intends to file the application.

(5) If a pre-filing involves a novel and substantive issue or raises a novel policy concern, the principal regulator will arrange with the non-principal regulators to discuss the pre-filing within seven business days, or as soon as practicable after all non-principal regulators receive the pre-filing.

4.5. Disclosure in related application

The filer should include in the application that follows a pre-filing,

(a) a description of the subject matter of the pre-filing and the approach taken by the principal regulator, and

(b) any alternative approach proposed by a non-principal regulator that was involved in discussions and that disagreed with the principal regulator.

PART 5 FILING MATERIALS

5.1. Election to file under this policy statement and identification of principal regulator

In its application, the filer should indicate whether it is filing a passport application, dual application, coordinated review application or hybrid application under this policy statement and identify the principal regulator for the application. If submitting a hybrid application, the filer should indicate whether it includes a passport application or a dual application.

5.2. Materials to be filed with application

(1) For a passport application, the filer should remit to the principal regulator the fees payable under the securities legislation of the principal regulator, and file the following materials with the principal regulator only:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator under section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for that application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102 below the name of the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party seek an exemption,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for each equivalent provision of the local jurisdiction,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemption, or indicates that the exemption sought is novel and has not been previously granted;

(viii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(ix) states that the filer and other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(2) For a dual application, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and the OSC to each of them, as appropriate, and file the following materials with both the principal regulator and the OSC:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator under section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for the application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102 below the name of the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party seek an exemption, the relevant provisions of securities legislation in Ontario and an analysis of any differences between the applicable provisions in the principal jurisdiction and Ontario,

(v) gives notice of the non-principal passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon for each equivalent provision of the local jurisdiction,

(vi) sets out any request for confidentiality,

(vii) sets out any request to shorten the review period (see section 6.2(3) of this policy statement) or the opt-out period (see section 7.2(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(viii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemption, or indicates that the exemption sought is novel and has not been previously granted;

(ix) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(x) states that the filer and any relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(3) For a coordinated review application, the filer should remit the fees payable under the securities legislation of the principal regulator and each non-principal regulator from whom the filer or other relevant parties seek exemptive relief to each of them, as appropriate, and file the following materials with the principal regulator and each of the non-principal regulators:

(a) a written application drafted in accordance with the procedures of the principal regulator as to format and content in which the filer:

(i) states the basis for identifying the principal regulator section 3.6 of this policy statement,

(ii) identifies whether another application in connection with the same transaction or matter has been filed in one or more jurisdictions, the reasons for the application, and the principal regulator for that application,

(iii) sets out, for any related pre-filing, the information referred to in section 4.5 of this policy statement,

(iv) sets out, under separate headings, each provision of securities legislation in the principal jurisdiction from which the filer and other relevant party are seeking exemptive relief, the relevant provisions of securities legislation in each non-principal jurisdiction, and an analysis of any differences between the applicable provisions in the principal jurisdiction and each non-principal jurisdiction,

(v) sets out any request for confidentiality,

(vi) sets out any request to shorten the review period (see section 6.2(3) of this policy statement) or the opt-out period (see section 7.2(4) of this policy statement) and provides supporting reasons,

(vii) sets out references to previous decisions of the principal regulator or other regulators that would support granting the exemptive relief, or indicates that the exemptive relief sought is novel and has not been previously granted;

(viii) includes a verification statement that authorizes the filing of the application and confirms the truth of the facts in the application; and

(ix) states that the filer and any other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default;

(b) supporting materials; and

(c) a draft form of decision with terms, conditions, restrictions or requirements, including

(i) a representation stating that the filer and any other relevant party are not in default of securities legislation in any jurisdiction or if the filer or other relevant party is in default, the nature of the default; and

(ii) resale restrictions, if applicable, based on the securities legislation and securities directions of the principal jurisdiction.

(4) For a hybrid application, the filer should pay the fees, file the application with each regulator and, for each type of application, set out the exemption or exemptive relief sought and submit the relevant information and materials, all as described in this section.

(5) A filer should file an application sufficiently in advance of any deadline to ensure that staff have a reasonable opportunity to complete the review and make recommendations for a decision.

(6) A filer making a passport application or a dual application should identify in the application all the exemptions required and give the required notice for all the passport jurisdictions for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon. The notice given under subsection (1)(a)(v) or (2)(a)(v) above satisfies the notice requirement of section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102.

(7) A filer seeking exemptive relief in Québec should file a French language version of the draft decision when the AMF is acting as principal regulator.

5.3. Materials to be filed to make an exemption available in an additional passport jurisdiction under sections 4.7 and 4.8 of Regulation 11-102

(1) Under section 4.7(1) of Regulation 11-102, an exemption from a provision of securities legislation listed in Appendix D of that Regulation granted by the principal regulator under a passport application or dual application can become available in a non-principal passport jurisdiction for which the filer did not give the notice referred to in section 5.2(1)(a)(v) or 5.2(2)(a)(v) of this policy statement in the initial application if certain conditions are met. One of the conditions is that the filer give the notice under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 for the additional non-principal passport jurisdiction.

(2) Under section 4.8(1) of Regulation 11-102, an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of that Regulation and that was granted before March 17, 2008 by the regulator in a specified jurisdiction, as defined in that section, can also become available in a non-principal passport jurisdiction if certain conditions are met. One of the conditions is that the filer gives the notice under section 4.8(1)(c) of Regulation 11-102 for the non-principal passport jurisdiction. Under section 4.8(3), the filer is not required to give this notice if the exemption relates to a CD requirement, as defined in *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*, that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102 and other conditions are met. For more guidance on section 4.8(1) of Regulation 11-102, refer to section 9.3 of this policy statement and section 4.5 of Policy Statement 11-102.

(3) For greater certainty, a filer may not rely on section 4.7 or 4.8 of Regulation 11-102 to obtain an automatic exemption from a provision of Ontario's securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102. A filer may rely on section 4.7 and 4.8 of Regulation 11-102 only in a passport jurisdiction.

(4) The filer should give the notice referred to in subsection (1) to the principal regulator for the initial application and the notice referred to in subsection (2) to the regulator that would be the principal regulator under Part 4 of Regulation 11-102 if an application were to be made under that Part at the time the notice is given. The notice should

(a) list each relevant non-principal passport jurisdiction for which notice is given that section 4.7(1) or 4.8(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon,

(b) include the date of the decision of

(i) the principal regulator for the initial application, if the notice is given under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102, or

(ii) the regulator of the specified jurisdiction that granted the application, if the notice is given under section 4.8(1)(c) of Regulation 11-102,

(c) include the citation for the regulator's decision,

(d) describe the exemption the regulator granted, and

(e) confirm that the exemption is still in effect.

(5) If an exemption sought in a passport application or a dual application is required in a non-principal jurisdiction at the time the filer files the application, but the filer does not give the notice required under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 for that jurisdiction until after the principal regulator grants the exemption, the regulator of the non-principal passport jurisdiction will take appropriate action. This could include removing the exemption, in which case the filer would have an opportunity to be heard in that jurisdiction in appropriate circumstances.

(6) The regulator that receives the notice referred to in subsection (1) or (2) will send a copy of the notice and its decision to the regulator in the relevant non-principal passport jurisdiction.

5.4. Request for confidentiality

(1) A filer requesting that the regulators hold an application and supporting materials in confidence during the application review process should provide a substantive reason for the request in its application.

(2) If a filer is requesting that the regulators hold the application, supporting materials, or decision in confidence after the effective date of the decision, the filer should describe the request for confidentiality separately in its application, and pay any required fee:

(a) in the principal jurisdiction, if the filer is making a passport application,

(b) in the principal jurisdiction and in Ontario, if the filer is making a dual application, or

(c) in each jurisdiction, if the filer is making a coordinated review application.

(3) Any request for confidentiality should explain why the request is reasonable in the circumstances and not prejudicial to the public interest and when any decision granting confidentiality could expire.

(4) Communications on requests for confidentiality will normally take place by e-mail. If a filer is concerned with this practice, the filer may request in the application that all communications take place by facsimile or telephone.

5.5. Filing

A filer should send the application materials in paper together with the fees to

(a) the principal regulator, in the case of a passport application,

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application,
or

(c) each regulator from which the filer seeks exemptive relief, in the case of a coordinated review application.

The filer should also provide an electronic copy of the application materials, including the draft decision document, by e-mail or on CD ROM. Filing the application concurrently in all required jurisdictions will make it easier for the principal regulator and non-principal regulators, if applicable, to process the application expeditiously. In British Columbia, an electronic filing system is available for filing and tracking exemptive relief applications. Filers should file an application in British Columbia using that system instead of e-mail. Filers should file applications related to *Regulation 81-102 respecting Mutual Funds* on SEDAR.

Filers should send pre-filing and application materials by e-mail using the relevant address or addresses listed below:

British Columbia	www.bpsc.bc.ca (click on BCSC e-services and follow the steps)
Alberta	legalapplications@seccom.ab.ca
Saskatchewan	exemptions@sfsc.gov.sk.ca
Manitoba	exemptions.msc@gov.mb.ca
Ontario	applications@osc.gov.on.ca
Québec	Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca

New Brunswick	Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca
Nova Scotia	nsscexemptions@gov.ns.ca
Prince Edward Island	CCIS@gov.pe.ca
Newfoundland and Labrador	securitiesexemptions@gov.nl.ca
Yukon	Corporateaffairs@gov.yk.ca
Northwest Territories	SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
Nunavut	legalregistries@gov.nu.ca

5.6. Incomplete or deficient material

If the filer's materials are deficient or incomplete, the principal regulator may ask the filer to file an amended application. This will likely delay the review of the application.

5.7. Acknowledgment of receipt of filing

(1) After the principal regulator receives a complete and adequate application, the principal regulator will send the filer an acknowledgment of receipt of the application. The principal regulator will send a copy of the acknowledgement to any other regulator with whom the filer has filed the application. The acknowledgement will identify the name, phone number, fax number and e-mail address of the individual reviewing the application.

(2) For a dual application, coordinated review application or hybrid application, the principal regulator will tell the filer, in the acknowledgement, the end date of the review period identified in section 6.2(3) of this policy statement.

5.8. Withdrawal or abandonment of application

(1) If a filer withdraws an application at any time during the process, the filer is responsible for notifying the principal regulator and any non-principal regulator with whom the filer filed the application and for providing an explanation of the withdrawal.

(2) If at any time during the review process, the principal regulator determines that a filer has abandoned an application, the principal regulator will notify the filer that it will mark the application as "abandoned". In that case, the principal regulator will close the file without further notice to the filer unless the filer provides acceptable reasons not to close the file in writing within 10 business days. If the filer does not, the principal regulator will notify the filer and any non-principal regulator with whom the filer filed the application that the principal regulator has closed the file.

PART 6 REVIEW OF MATERIALS

6.1. Review of passport application

(1) The principal regulator will review any passport application in accordance with its securities legislation and securities directions and based on its review procedures, analysis and considering previous decisions.

(2) The filer will deal only with the principal regulator, who will provide comments to and receive responses from the filer.

6.2. Review and processing of dual application or coordinated review application

(1) The principal regulator will review any dual application or coordinated review application in accordance with its securities legislation and securities directions, based on its review procedures, analysis and considering previous decisions. The principal regulator will consider any comments from a non-principal regulator with whom the filer filed the application. Please refer to section 5.2(2) of this policy statement for guidance on the non-principal regulator with whom a filer should file a dual application, and to section 5.2(3) for similar guidance for a coordinated review application.

(2) The filer will generally deal only with the principal regulator, who will be responsible for providing comments to the filer once it has considered the comments from the non-principal regulators and completed its own review. However, in exceptional circumstances, the principal regulator may refer the filer to a non-principal regulator with whom the filer has filed the application.

(3) A non-principal regulator with whom the filer has filed the application will have seven business days from receiving the acknowledgement referred to in section 5.7(1) of this policy statement to review the application. In exceptional circumstances, if the filer filed the dual application or coordinated review application concurrently in the non-principal jurisdictions and shows that it is necessary and reasonable in the circumstances for the application to receive immediate attention, the principal regulator may abridge the review period. A non-principal regulator that disagrees with abridging the review period may notify the filer and the principal regulator and request the filer to withdraw the application in that jurisdiction. In that case, the application will proceed as a local application without the need to file a new application and pay any additional related fees.

(4) Exceptional circumstances when the principal regulator may abridge the review period include:

(a) where exemptive relief is sought for a contested take-over bid and delay would prejudice the filer's position, and

(b) other situations in which the filer is responding to a critical event beyond its control and could not have applied for the exemptive relief earlier.

(5) Unless the filer provides compelling reasons as to why it did not start the application process sooner, the principal regulator will not consider the following circumstances as exceptional:

(a) the mailing of a management information circular for a scheduled meeting of security holders to consider a transaction,

(b) the filing of a prospectus where the receipt for the prospectus cannot evidence the exemptive relief,

(c) the closing of a transaction,

(d) the filing of a continuous disclosure document shortly before the date on which its filing is required, or

(e) other situations in which the deadline was known before filing the application and the filer could have filed the application earlier.

While staff will attempt to accommodate transaction timing where possible, filers planning time-sensitive transactions should build sufficient regulatory approval time into their transaction schedules.

The fact that a filer may consider an application as routine is not a compelling argument for requesting an abridgement.

(6) Filers should provide sufficient information in an application to enable staff to assess how quickly they should handle the application. For example, if the filer has committed to take certain steps by a specific date and needs to have staff's view or a decision by that date, the filer should explain why staff's view or the exemptive relief is required by the specific date and identify these time constraints in its application.

(7) A non-principal regulator with whom the filer has filed the dual application or coordinated review application will advise the principal regulator, before the expiration of

the review period, of any substantive issues that, if left unresolved, would cause staff to recommend that the non-principal regulator opt out of the review. The principal regulator may assume that a non-principal regulator does not have comments on the application if the principal regulator does not receive them within the review period.

(8) A non-principal regulator with whom the filer has filed the dual application or coordinated review application will notify the filer and the principal regulator and request that the filer withdraw the application if staff of the non-principal regulator think that no exemptive relief is required under its securities legislation.

PART 7 DECISION-MAKING PROCESS

7.1. Passport application

(1) After completing the review process and after considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether to grant or deny the exemption a filer sought in a passport application.

(2) If the principal regulator is not prepared to grant the exemption a filer sought in its passport application based on the information before it, it will notify the filer accordingly.

(3) If a filer receives a notice under subsection (2) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator.

7.2. Dual application or coordinated review application

(1) After completing the review process and after considering the recommendation of its staff, the principal regulator will determine whether to grant or deny the exemption a filer sought in a dual application or the exemptive relief the filer sought in a coordinated review application and immediately circulate its decision to the non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(2) Each non-principal regulator with whom the filer filed the dual application or coordinated review application will have five business days from receipt of the principal regulator's decision to confirm whether it has made the same decision and is opting in or is opting out of the dual review or coordinated review.

(3) If the non-principal regulator is silent, the principal regulator will consider that the non-principal regulator has opted out.

(4) If the filer shows that it is necessary and reasonable in the circumstances, the principal regulator may request, but cannot require, the non-principal regulators to abridge the opt-out period. In some circumstances, abridging the opt-out period may not be feasible. For example, in many jurisdictions, only a panel of the regulator that convenes according to a schedule can make some types of decisions.

(5) The principal regulator will not send the filer a decision for a dual application or coordinated review application before the earlier of

(a) the expiry of the opt-out period, or

(b) receipt from a non-principal regulator with whom the filer filed the application of the confirmation referred to in subsection (2).

(6) If the principal regulator is not prepared to grant the exemption a filer sought in its dual application or the exemptive relief the filer sought in its coordinated review application based on the information before it, it will notify the filer and all non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(7) If a filer receives a notice under subsection (6) and this process is available in the principal jurisdiction, the filer may request the opportunity to appear before, and make submissions to, the principal regulator. The principal regulator may hold a hearing on its own, or jointly or concurrently with the non-principal regulators with whom the filer filed the application. After the hearing, the principal regulator will send a copy of the decision to the filer and all non-principal regulators with whom the filer filed the application.

(8) A non-principal regulator electing to opt out will notify the filer, the principal regulator and any other non-principal regulator with whom the filer filed the application and give its reasons for opting out. The filer may deal directly with the non-principal regulator to resolve outstanding issues and obtain a decision without having to file a new application or pay any additional related fees. If the filer and non-principal regulator resolve all outstanding issues, the non-principal regulator may opt back into the dual review or coordinated review by notifying the principal regulator and the other non-principal regulators with whom the filer filed the application within the opt-out period referred to in subsection (2).

PART 8 DECISION

8.1. Effect of decision made under passport application —

(1) The decision of the principal regulator under a passport application to grant an exemption from a provision of securities legislation listed below the name of the principal jurisdiction in Appendix D of Regulation 11-102 is the decision of the principal regulator. Under Regulation 11-102, a filer is automatically exempt from the equivalent provision of each notified passport jurisdiction as a result of the principal regulator for the application granting the exemption.

(2) Except in the circumstances described in section 5.3(1) or (2) of this policy statement, the exemption is effective in each notified passport jurisdiction on the date of the principal regulator's decision (even if the regulator in the notified passport jurisdiction is closed on that date). In the circumstances described in section 5.3(1) of this policy statement, the exemption is effective in the relevant non-principal passport jurisdiction on the date the filer gives the notice under section 4.7(1)(c) or 4.8(1)(c) of Regulation 11-102 for that jurisdiction (even if the regulator in that jurisdiction is closed on that date).

8.2. Effect of decision made under dual application

(1) The decision of the principal regulator under a dual application to grant an exemption from a provision of securities legislation listed below the name of the principal jurisdiction in Appendix D of Regulation 11-102 is the decision of the principal regulator. Under Regulation 11-102, a filer is automatically exempt from an equivalent provision of each notified passport jurisdiction as a result of the principal regulator for the application granting the exemption. The decision of the principal regulator under a dual application also evidences the OSC's decision, if the OSC has confirmed that it has made the same decision as the principal regulator.

(2) The principal regulator will not issue the decision until the earlier of

(a) the date that the OSC confirms that it has made the same decision as the principal regulator, or

(b) the date the opt-out period referred to in section 7.2(2) of this policy statement has expired.

8.3. Effect of decision made under coordinated review application

(1) The decision of the principal regulator under a coordinated review application to grant exemptive relief from a provision of securities legislation in the principal jurisdiction

is the decision of the principal regulator and evidences the decision of each non-principal regulator that has confirmed that it has made the same decision as the principal regulator.

- (2) The principal regulator will not issue the decision until the earlier of
- (a) the date that the principal regulator has received confirmation from each non-principal regulator that it has made the same decision as the principal regulator, or
 - (b) the date the opt-out period referred to in section 7.2(2) of this policy statement has expired.

8.4. Listing non-principal jurisdictions

- (1) For convenience, the decision of the principal regulator on a passport application or a dual application will refer to the notified passport jurisdictions, but it is the filer's responsibility to ensure that it gives the required notice for each jurisdiction for which section 4.7(1) of Regulation 11-102 is intended to be relied upon.
- (2) The decision of the principal regulator on a dual application or a coordinated review application will contain wording that makes it clear that the decision evidences and sets out the decision of each non-principal regulator that has made the same decision as the principal regulator.
- (3) For a coordinated review application for which Québec is not the principal jurisdiction, the AMF will issue a local decision concurrently with and in addition to the principal regulator's decision. The AMF decision will contain the same terms and conditions as the principal regulator's decision. No other local regulator will issue a local decision.

8.5. Form of decision

- (1) Except as described in subsection (2), the decision will be in the form set out in:
- (a) Annex A, for a passport application,
 - (b) Annex B, for a dual application,
 - (c) Annex C, for a coordinated review application, or
 - (d) Annex D, for a hybrid application.
- (2) A principal regulator may issue a less formal decision where it is appropriate.
- (3) If the decision is to deny the exemptive relief, the decision will set out reasons.

8.6. Issuance of decision —

The principal regulator will send the decision to the filer and to all non-principal regulators.

PART 9 EFFECTIVE DATE AND TRANSITION

9.1. Effective date

This policy statement comes into effect on March 17, 2008.

9.2. Exemptive relief applications filed before March 17, 2008

The process set out in *Notice 12-201 relating to the Mutual Reliance Review System for Exemptive Relief Applications* ([MRRS](#)) will continue to apply to an exemptive

relief application and any related pre-filing filed in multiple jurisdictions before March 17, 2008.

9.3. Availability of passport for exemptions applied for before March 17, 2008

(1) Section 4.8(1) of Regulation 11-102 provides that an exemption from the equivalent provision is automatically available in the local jurisdiction if

(a) an application was made in a specified jurisdiction before March 17, 2008 for an exemption from a provision of securities legislation that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102,

(b) the regulator in the specified jurisdiction granted the exemption before, on or after March 17, 2008, and

(c) certain other conditions are met, including giving the required notice for the additional non-principal passport jurisdiction; refer to section 5.3 of this policy statement for information on where to give the required notice and what information the notice should contain.

(2) A specified jurisdiction for purposes of section 4.8 of Regulation 11-102 is a principal jurisdiction under *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*. Therefore, section 4.8(1) applies to an exemption from a CD requirement, as defined in *Regulation 11-101 respecting Principal Regulator System*, which the principal regulator under that Regulation granted to a reporting issuer before March 17, 2008 if the exemption relates to a CD requirement that is now listed in Appendix D of Regulation 11-102. In this case, however, section 4.8(3) exempts a reporting issuer from having to give the notice required in section 4.8(1)(c). Refer to section 4.5 of the Policy Statement 11-102 for guidance on the effect of section 4.8 of Regulation 11-102.

(3) For greater certainty, a filer may not rely on section 4.8 of Regulation 11-102 to obtain an automatic exemption from a provision of Ontario's securities legislation listed in Appendix D of Regulation 11-102. A filer may rely on section 4.8 of Regulation 11-102 only in a passport jurisdiction.

9.4. Revocation or variation of MRRS decisions made before March 17, 2008

(1) A filer that wants the regulators to revoke an MRRS decision made before March 17, 2008 should make a coordinated review application.

(2) A filer that wants the regulators to vary an MRRS decision made before March 17, 2008 should make a coordinated review application. However, in the case of an MRRS decision that gave exemptive relief from a provision set out in Appendix D of Regulation 11-102, the filer should instead request new relief by making a passport application or dual application and referencing the MRRS decision in the new application and the proposed decision document.

(3) If a filer makes a passport application or a dual application under subsection (2), the filer must give the notice required under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 and meet the other conditions of that section for the principal regulator's decision to have effect automatically in a non-principal passport jurisdiction. A filer may give the notice in the application it files with the principal regulator.

Annex A**Form of decision for passport application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction] (the Jurisdiction)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The principal regulator in the Jurisdiction has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) for [describe the exemption sought (the Exemption Sought) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a passport application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application, and

(b) the Filer(s) has(have) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [names of non-principal passport jurisdictions].

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* and Regulation 11-102 have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. [Add additional definitions here.]

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the principal regulator came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default.]

Decision

The principal regulator is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the principal regulator to make the decision.

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Exemption Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

[If any exemption has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)
(justify signature block)

Annex B**Form of decision for a dual application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction] and Ontario (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemption sought (the Exemption Sought) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]**

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a dual application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application,

(b) the Filer(s) has(have) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in [names of non-principal passport jurisdictions], and

(c) the decision is the decision of the principal regulator and evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* and Regulation 11-102 have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default.]

Decision

Each of the Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Exemption Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

[If any exemption has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)

(justify signature block)

Annex C**Form of decision for coordinated review application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of jurisdictions participating in decision] (the Jurisdictions)

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required] (the Filer(s))

Decision**Background**

The securities regulatory authority or regulator in each of the Jurisdictions (Decision Maker) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for **[describe the exemptive relief sought (the Exemptive Relief Sought) in words (e.g., that the filer is not a reporting issuer). Do not use statutory references. Include defined terms as necessary.]**

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a coordinated review application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application, and

(b) the decision is the decision of the principal regulator and evidences the decision of each other Decision Maker.

Interpretation

Terms defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer's head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default. Do not use statutory references.]

Decision

Each of the Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the Decision Maker to make the decision.

The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Exemptive Relief Sought is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should be generic and without statutory references to the Legislation of the Jurisdictions.]

[If any exemptive relief has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)

(justify signature block)

Annex D**Form of decision for hybrid application**

[Citation:[neutral citation]]

[Date of decision]]

In the Matter of
the Securities Legislation
of [name of principal jurisdiction (for a passport application), or of principal
jurisdiction and Ontario (for a dual application), and name of each jurisdiction
participating in coordinated review application decision]

and

In the Matter of
the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions

and

In the Matter of [name(s) of filer(s) and other relevant parties,
including definitions as required,] (the Filer(s))

Decision**Background****[If you are making a passport application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in _____ has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the jurisdiction of the principal regulator (the Legislation) for [**describe the exemption sought (the Passport Exemption) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.**]

OR**[If you are making a dual application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in _____ and Ontario (Dual Exemption Decision Makers) have received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of those jurisdictions (the Legislation) for [**describe the exemption sought (the Dual Exemption) by referring to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.**]

AND**[For your coordinated review application, insert:]**

The securities regulatory authority or regulator in each of _____ (the Jurisdictions) (Coordinated Exemptive Relief Decision Makers) has received an application from the Filer(s) for a decision under the securities legislation of the Jurisdictions (the Legislation) for [**describe the exemptive relief sought (the Coordinated Exemptive Relief) in words (e.g., that the filer is not a reporting issuer). Do not use statutory references. Include defined terms as necessary.**]

Under the Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions (for a hybrid application):

(a) the [name of the principal regulator] is the principal regulator for this application,

(b) the Filer(s) has(ve) provided notice that section 4.7(1) of *Regulation 11-102 respecting Passport System* (Regulation 11-102) is intended to be relied upon in **[names of non-principal passport jurisdictions]**,

(c) the decision is the decision of the principal regulator, **[if you are making a dual application, insert: “and the decision evidences the decision of the securities regulatory authority or regulator in Ontario,”]** and

(d) the decision evidences the decision of each Coordinated Exemptive Relief Decision Maker.

Interpretation

Terms defined in Regulation 11-102 and *Regulation 14-101 respecting Definitions* have the same meaning if used in this decision, unless otherwise defined. **[Add additional definitions here.]**

Representations

This decision is based on the following facts represented by the Filer(s):

[Insert material representations necessary to explain why the Decision Makers came to this decision. Include the location of the Filer’s head office and, if appropriate, the connecting factor the filer used to identify the principal regulator for the application. State that the filer and any other relevant party is not in default of securities legislation in any jurisdiction or, if the filer or other relevant party is in default, set out the nature of the default. Do not use statutory references.]

Decision

Each of the principal regulator **[if you are making a dual application, insert: “, the securities regulatory authority or regulator in Ontario,”]** and the Coordinated Exemptive Relief Decision Makers is satisfied that the decision meets the test set out in the Legislation for the relevant regulator or securities regulatory authority to make the decision.

[If you are making a passport application, insert:]

The decision of the principal regulator under the Legislation is that the Passport Exemption is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

OR

[If you are making a dual application, insert:]

The decision of the Dual Exemption Decision Makers under the Legislation is that the Dual Exemption is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should include references to the relevant requirement(s) or provision(s) listed in the first column of Appendix D to Regulation 11-102.]

AND

[For your coordinated application, insert:]

The decision of the Coordinated Review Decision Makers under the Legislation is that the Coordinated Exemptive Relief is granted provided that:

[Insert numbered terms, conditions, restrictions or requirements. These should be generic and without statutory references to the Legislation of the Jurisdictions.]

[If any exemption or exemptive relief has an effective date after the date of the decision, state here.]

_____ (Name of signatory for the principal regulator)

_____ (Title)

_____ (Name of principal regulator)
(justify signature block)

Document comparison done by DeltaView on 9 juillet, 2008 10:27:14

Input:	
Document 1	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-202 11-203/TQP final 25-01-08/AMF/11-203 Instr gén ACVM 14-01-08 Q A.doc
Document 2	file://F:/CVMQ/76Adminis/6_Traduction/R É G L E M E N T A T I O N/Travaux A-F/11-102/Inscript consult juin 2008/AMF/11-203 Modif. Instruction (corr. 11-102) 04-07-08 (Q) %A.doc
Rendering set	Standard

Legend:	
	<u>Insertion</u>
	Deletion
	Moved from
	<u>Moved to</u>
	Style change
	Format change
	Moved deletion
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	33
Deletions	18
Moved from	5
Moved to	5
Style change	0
Format changed	0
Total changes	61

POLICY STATEMENT 11-204 RESPECTING PROCESS FOR REGISTRATION IN MULTIPLE JURISDICTIONS

PART 1 APPLICATION

1.1. Application

This Policy Statement describes procedures for a firm or individual to register in more than one Canadian jurisdiction.

PART 2 DEFINITIONS

2.1. Definitions

In this Policy Statement,

“interface registration” means a registration described in section 3.3 of this Policy Statement;

“IIROC” means the Investment Industry Regulatory Organization of Canada;

“NRD” has the same meaning as in Regulation 31-102;

“NRD submission” has the same meaning as in Regulation 31-102;

“OSC” means the regulator in Ontario;

“passport jurisdiction” means the jurisdiction of a passport regulator;

“passport registration” means a registration described in section 3.2 of this Policy Statement;

“passport regulator” means a regulator that has adopted Regulation 11-102;

“permitted individual” has the same meaning as in Regulation 33-109;

“Regulation 11-102” means *Regulation 11-102 respecting Passport System*;

“Regulation 31-102” means *Regulation 31-102 respecting National Registration Database*;

“regulator” means a securities regulatory authority or regulator; and

“SRO” means self-regulatory organization.

2.2. Further definitions

Terms used in this Policy Statement and that are defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*, Regulation 11-102 or *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* have the same meanings as in those regulations and policy statement.

2.3. Interpretation

Unless the context indicates otherwise, a reference in this Policy Statement to a ‘regulator’, ‘principal regulator’, or the OSC is a reference to the SRO to whom the regulator, principal regulator, or OSC has delegated, assigned or authorized the performance of all or part of its registration function or to the relevant office of that SRO for the jurisdiction of the regulator or principal regulator.

PART 3 OVERVIEW AND PRINCIPAL REGULATOR

3.1. Overview

This Policy Statement deals with a firm's or individual's registration in multiple jurisdictions in the following circumstances:

(i) The firm or individual is seeking registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction (including Ontario) and the firm or individual seeks registration in another jurisdiction (excluding Ontario). This is a "passport registration."

(ii) The firm or individual is seeking registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in Ontario. This is an "interface registration."

3.2. Passport registration

Under Regulation 11-102, if a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction (including Ontario) and seeks registration in another jurisdiction (excluding Ontario), the firm or individual makes a submission to register in the other jurisdiction. Only the principal regulator reviews the firm's or individual's submission and the firm or individual's sponsoring firm deals only with the firm's or individual's principal regulator. The principal regulator reviews the firm's or individual's submission to register in the other jurisdiction only to ensure that it is complete. The other regulator does not conduct a review of the firm or individual.

3.3. Interface registration

If a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in Ontario, the firm or individual submits an application to register in Ontario. The principal regulator will review the firm's or individual's application to register in Ontario and the OSC will decide whether to opt in or opt out of the principal regulator's determination. The firm or the individual's sponsoring firm will generally deal only with the firm's or the individual's principal regulator.

3.4. Registration in passport jurisdictions and Ontario

If a firm or individual seeks registration or is registered in the firm's or individual's principal passport jurisdiction, the principal regulator is a passport regulator, and the firm or individual seeks registration in a non-principal passport jurisdiction and in Ontario, the firm or individual should refer to the processes for

- a passport registration, to register in the non-principal passport jurisdiction, and
- an interface registration, to register in Ontario.

3.5. Registration by SRO

In some jurisdictions, the regulator has delegated, assigned or authorized an SRO to perform all or part of its registration function. The SRO continues to perform these functions in the relevant jurisdictions for a passport registration and an interface registration under this Policy Statement. At the date of this Policy Statement, this means that if,

(a) Alberta, British Columbia or Newfoundland and Labrador is the principal jurisdiction of a firm that is a member of IIROC or an individual whose sponsoring firm is a member of IIROC, the firm or the individual's sponsoring firm should deal with the office of IIROC, instead of the regulator, in that jurisdiction,

(b) Ontario or Québec is the principal jurisdiction of an individual whose sponsoring firm is a member of IIROC, the individual's sponsoring firm should deal with the office of IIROC, instead of the regulator, in that jurisdiction in respect of the individual.

3.6. Principal regulator

(1) For purposes of a passport registration and an interface registration under this Policy Statement, the principal regulator of a firm or individual is identified in the same manner as in section 6.1 of Regulation 11-102. This section summarizes section 6.1 of Regulation 11-102 and provides guidance for identifying a firm's or individual's principal regulator. The regulator of any jurisdiction can be a principal regulator for registration under this Policy Statement.

If a firm or individual makes an application for exemptive relief from a requirement in Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application for registration in the principal jurisdiction, the principal regulator for the application for exemptive relief is identified in the same manner as in section 4.4.1 of Regulation 11-102. If a firm or individual makes any other application for exemptive relief from a registration requirement, the principal regulator is identified in the same manner as in sections 4.1 to 4.4 of Regulation 11-102. If a firm or individual is not seeking the relief, or is seeking more than one item of relief and not all of the items of relief, in its principal jurisdiction, the principal regulator is identified in the same manner as in section 4.5 of Regulation 11-102. A firm or individual should refer to section 3.6 of NP 11-203 for further guidance on how to identify the principal regulator for exemptive relief application purposes.

(2) Subject to subsection (5) of this section and section 3.7 of this Policy Statement, the principal regulator of a firm is the regulator in the jurisdiction where the firm has its head office, unless the firm's head office is outside Canada. A domestic firm identifies its head office in item A *Contact Information* of Form 33-109F6. This information is on NRD for a domestic firm registered on [insert effective date of Part 6 of Regulation 11-102].

(3) For greater certainty, a firm is a domestic firm if it is a legal entity and has a head office in Canada. For example, a US subsidiary of a foreign firm is a domestic firm. A Canadian branch office of a foreign firm is not.

(4) Subject to subsection (7) of this section and section 3.7 of this Policy Statement, the principal regulator of an individual is the regulator in the jurisdiction where the individual has his or her working office, unless the individual's working office is outside Canada. The working office of a domestic individual is the office of the sponsoring firm where the individual does most of his or her business. A domestic individual identifies his or her working office in item 9 *Location of Employment* of Form 33-109F4. This information is on NRD for a domestic individual registered on [insert effective date of Part 6 of Regulation 11-102].

(5) Subject to section 3.7 of this Policy Statement, if the head office of a firm is outside Canada, the principal regulator for the foreign firm is the regulator in the jurisdiction of Canada the firm identified in its most recently filed Form 33-109F5 or Form 33-109F6. These forms requires a foreign firm to identify as its principal regulator the regulator in the jurisdiction with which the foreign firm has the most significant connection.

(6) The factors a foreign firm should consider in identifying the principal regulator based on its most significant connection are, in order of influential weight, the jurisdiction in which the firm has or expects to have

- its principal Canadian office, and
- the highest number of clients as of the end of the firm's most recently completed or first financial year.

(7) Subject to section 3.7 of this Policy Statement, if the working office of an individual is outside Canada, the principal regulator of the foreign individual is the principal regulator of the individual's sponsoring firm.

(8) A firm should notify the regulator by providing the information required in item A *Contact Information* of Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 if

- in the case of a domestic firm, the firm changes the jurisdiction of its head office,
- in the case of a foreign firm, the firm changes the jurisdiction of its principal Canadian office, or
- the jurisdiction where the firm has the highest number of clients as of the end of its most recently completed financial year changes.

Policy Statement 33-109 provides that the firm may make this submission to a non-principal regulator by giving it only to its principal regulator. The submission should be made in alternate format (i.e., by e-mail, fax or sending the submission to the regulator's address). A firm should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make this submission in alternate format.

(9) In the event of a change in a domestic individual's working office, the individual's sponsoring firm should make the NRD Submission for a *Location of Employment Change* for the individual in accordance with Regulation 33-109.

(10) Under Regulation 11-102, a foreign firm registered in a non-principal passport jurisdiction before [insert effective date of Part 6 of Regulation 11-102] must submit on or before [insert date that is 30 days after effective date of Part 6 of Regulation 11-102] the information required in item A *Contact Information* of Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109 to identify its principal regulator. A foreign firm may make its submission to a non-principal passport regulator by giving it only to its principal regulator. The submission should be made in alternate format. Foreign firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make this submission in alternate format.

(11) Under Regulation 11-102, the principal regulator for a foreign individual is the same as the principal regulator for the individual's sponsoring firm. For that reason, the sponsoring firm of a foreign individual is not required to make a submission to identify the individual's principal regulator.

3.7. Discretionary change of principal regulator

(1) If a regulator thinks that the principal regulator identified under section 3.6 of this Policy Statement is inappropriate, the regulator will give the firm or individual written notice of the appropriate principal regulator for the firm or individual and the reasons for the change. The regulator specified in the notice will be the firm or individual's principal regulator as of the later of the date the firm or individual receives the notice and the effective date specified in the notice, if any. To streamline the process, the regulators will give the written notice relating to the principal regulator of an individual to the individual's sponsoring firm.

(2) Regulators do not generally expect changing the principal regulator for a domestic firm or domestic individual. Regulators anticipate changing the principal regulator for a foreign firm only in exceptional circumstances. Regulators may change the principal regulator for a foreign individual if the foreign individual is not registered in his or her sponsoring firm's principal jurisdiction or if the individual's principal regulator under this Policy Statement does not correspond to his or her principal regulator as shown on NRD. Regulators will give written notice of a change in principal regulator.

PART 4 GENERAL GUIDANCE FOR FIRMS AND INDIVIDUALS

4.1. Effect of submission

(1) If an individual's sponsoring firm makes an NRD submission for the individual in relation to a passport registration or an interface registration in a non-principal jurisdiction, this has the effect of submitting the individual's entire Form 33-109F4 in the jurisdiction.

(2) Because firms do not file or submit their Form 33-109F6 on NRD, the form requires instead that the firm make a solemn declaration or affirmation that, among other things,

- the information provided on the form is true and contains all facts necessary to prevent the information from being false or misleading in the circumstances, and
- with respect to a submission made in respect of a non-principal jurisdiction, at the date of the submission,
 - the firm has filed or submitted all the information required to be filed or submitted in relation to the firm's registration in its principal jurisdiction,
 - the information is true and contains all facts necessary to prevent the information from being false or misleading in the circumstances.

In addition, the form requires the firm to authorize its principal regulator to give each non-principal regulator access to any information the firm has filed or submitted to the principal regulator under securities legislation of the principal jurisdiction in relation to the firm's registration in that jurisdiction.

Should a regulator discover that a firm made a false declaration or affirmation, the regulator may take appropriate enforcement action against the firm.

4.2. Fees

(1) A firm or an individual's sponsoring firm must submit any required fees for the firm or the individual under applicable securities legislation in the principal jurisdiction and the non-principal passport jurisdiction when making the relevant submission. A submission is not considered complete unless the required fees are submitted under applicable securities legislation in relevant jurisdictions.

(2) A firm may pay the fee related to a submission by sending a cheque to the relevant regulator or submitting payment to each relevant regulator directly on NRD. A sponsoring firm must pay the fee for a domestic individual's submission to each relevant regulator by submitting it on NRD. A sponsoring firm may pay the fee for a foreign individual's submission by sending a cheque to the relevant regulator or submitting payment to each relevant regulator directly on NRD.

4.3. Firm submissions

A firm should make a submission under section 5.2(1) to (3) or section 6.2(1) or (2) of this Policy Statement in alternate format. Firms should refer to Appendix B of Policy Statement 33-109 for guidance on how to make a submission in alternate format.

PART 5 PASSPORT REGISTRATION

5.1. Application

(1) This part applies to a firm or individual seeking registration in any category (other than a firm seeking registration as a restricted dealer) in a non-principal passport jurisdiction. To register in a non-principal jurisdiction, a restricted dealer must apply

directly to the non-principal passport regulator. This part applies to an individual seeking registration in a non-principal passport jurisdiction to act on behalf of a restricted dealer if the restricted dealer is registered as such in that jurisdiction and its principal jurisdiction.

(2) A firm seeking registration as a restricted dealer must complete the entire Form 33-109F6 and submit it, along with all supporting materials, in each jurisdiction where it seeks registration as such.

5.2. Filing of materials

For a firm

(1) Under Regulation 11-102, a firm that seeks registration in a non-principal passport jurisdiction in a category for which it is concurrently seeking registration in its principal jurisdiction (including Ontario) should complete the entire Form 33-109F6 and submit it together with all supporting materials.

(2) If the firm is registered in a category in its principal jurisdiction (including Ontario) and subsequently seeks registration in the same category in the non-principal passport jurisdiction, the firm should complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form. The relevant items of Form 33-109F6 are:

- A. *Contact information*
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- K. *Collection of personal information*
- L. *Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process*
- M. *Signatures*

(3) If the firm seeks to add a category in the principal jurisdiction (including Ontario) and in a non-principal passport jurisdiction, the firm should complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form. The relevant items of Form 33-109F6 are

- A *Contact Information* (item 7 ultimate designated person and chief compliance officer)
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- D. *Business structure and history* (item 7 business plan)
- E. *Capital requirements* (attachment for calculation of excess working capital)
- F *Financial Information* (item 3 insurance)
- G *Operations* (attachment for policies and procedures manual and client-related documents)
- K. *Collection or personal information*
- M. *Signatures*

(4) Making a submission under subsections (1) to (3), including submitting any supporting materials required under Form 33-109F6, by giving it to the principal regulator satisfies the firm's obligation under Regulation 11-102 to make the submission to the regulator in the non-principal passport jurisdiction. Making a submission under subsections (2) and (3) satisfies the firm's obligation to submit a completed Form 33-109F6.

For an individual

(5) Under Regulation 11-102, the sponsoring firm of an individual who seeks registration in a non-principal passport jurisdiction in a category for which the individual is registered or is concurrently seeking registration in his or her principal jurisdiction (including Ontario) should submit a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, for the individual in accordance with Regulation 33-109.

(6) Regulation 33-109 requires a completed Form 33-109F4 or completed Form 33-109F2 to be submitted on NRD. NRD automatically submits the relevant form to the appropriate regulators. In some circumstances, it is not necessary to complete the entire form. For example, it is not necessary to complete the entire form for an individual to seek registration in the same category in an additional jurisdiction, to add or remove a category of registration, or to register in a category with an additional or a new sponsoring firm. In those circumstances, the relevant NRD submission indicates which items of the form to complete.

(7) Making an NRD submission under subsection (6) satisfies the individual's obligation under Regulation 11-102 to submit a completed Form 33-109F4.

Fees in non-principal jurisdiction

(8) Fees required for a firm or individual to register automatically in a non-principal passport jurisdiction under Regulation 11-102 are annual registration fees. If the principal regulator refuses to register the firm or individual, the regulator in any non-principal passport jurisdiction in respect of which a submission was made will return the fees submitted in relation to the submission.

5.3. Registration

(1) NRD will record a firm's or an individual's category of registration in the principal jurisdiction, any T&C imposed by the principal regulator, and any exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator.

(2) Under Regulation 11-102, a firm or individual that is registered in a category in the firm's or individual's principal jurisdiction is automatically registered in a non-principal passport jurisdiction in the same category as in the firm's or the individual's principal jurisdiction if

(a) in the case of a firm,

(i) the firm submitted a completed Form 33-109F6 in accordance with Regulation 33-109, and

(ii) receipt of the submission has been acknowledged; and

(b) in the case of an individual,

(i) the individual's sponsoring firm is registered in the non-principal passport jurisdiction in the same category as in the firm's principal jurisdiction, and

(ii) the individual's sponsoring firm submitted a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, in accordance with Regulation 33-109 for the individual.

A firm's submission under section 5.2 of this Policy Statement has been acknowledged in a non-principal passport jurisdiction if NRD shows that a firm is registered in the non-principal passport jurisdiction.

If a firm or individual is registered in the same category in the principal jurisdiction and in the non-principal passport jurisdiction, Regulation 11-102 provides that a T&C imposed on the registration in the principal jurisdiction applies as if it were imposed in the non-principal passport jurisdiction. The T&C applies until the earlier of the date that the regulator that imposed it cancels or revokes it, or the T&C expires.

(3) NRD will record for each non-principal passport jurisdiction in respect of which the firm or individual made the relevant submission

- the firm's or the individual's automatic registration in the same category as in the principal jurisdiction,
- any T&C imposed by the principal regulator that apply automatically to the firm or individual in the non-principal jurisdiction, and
- any exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator that applies automatically in the non-principal jurisdiction.

If a firm or individual made the relevant submission to register concurrently in the principal jurisdiction and one or more non-principal passport jurisdictions, NRD will show the same registration date in the principal jurisdiction and the non-principal jurisdiction(s). If a firm or individual is already registered in the principal jurisdiction when the firm or individual makes the relevant submission in respect of a non-principal jurisdiction, NRD will show the date of automatic registration in the non-principal passport jurisdiction (which will be different from the date of registration in the principal jurisdiction).

(4) The principal regulator may grant or have granted a discretionary exemption application from a requirement of Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 in connection with an application to register in the principal jurisdiction. In that case, the exemption applies automatically in the non-principal passport jurisdiction in which the firm or individual is registered automatically under Regulation 11-102 if certain conditions are met. The conditions are set out section 4.7 of Regulation 11-102. Among other things, section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102 requires the applicant to give notice of intention to rely on the exemption in the non-principal jurisdiction.

PART 6 INTERFACE REGISTRATION

6.1. Application

(1) This part applies to a firm or an individual seeking registration in any category (other than a firm seeking registration as a restricted dealer) in Ontario when Ontario is a non-principal jurisdiction. To register in Ontario, a restricted dealer must apply directly to the OSC. This part applies to an individual seeking registration in Ontario to act on behalf of a restricted dealer if the restricted dealer is registered as such in Ontario and its principal jurisdiction.

(2) A firm seeking registration as a restricted dealer in Ontario must complete the entire Form 33-109F6 and submit it, along with all supporting materials, directly to the OSC whether Ontario is the firm's principal jurisdiction or non-principal jurisdiction.

6.2. Filing materials

For a firm

(1) If a firm seeks registration in Ontario in a category for which it is concurrently seeking registration in its principal jurisdiction, the firm should complete the entire Form 33-109F6 and submit it to its principal regulator and the OSC. Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

(2) If a firm is registered in a category in its principal jurisdiction and subsequently seeks registration in the same category in Ontario, the firm should complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form to the principal regulator and the OSC. The relevant items of Form 33-109F6 are:

- A. *Contact information*
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- K. *Collection of personal information*
- L. *Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process*
- M. *Signatures.*

Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

(3) If a firm seeks to add a category in its principal jurisdiction and in Ontario, the firm must complete the items of Form 33-109F6 specified in the General Instructions to the form and submit the form to its principal regulator and the OSC. The relevant items of Form 33-109F6 are:

- A *Contact Information* (item 7 ultimate designated person and chief compliance officer)
- B. *Jurisdictions where firm is seeking registration*
- C. *Categories of registration*
- D. *Business structure and history* (item 7 business plan)
- E. *Capital requirements* (attachment for calculation of excess working capital)
- F *Financial Information* (item 3 insurance)
- G *Operations* (attachment for policies and procedures manual and client-related documents)
- K. *Collection or personal information*
- M. *Signatures*

Supporting materials that are required under Form 33-109F6 may be submitted to the OSC by giving them to the principal regulator.

For an individual

(4) Under Regulation 33-109, the sponsoring firm of an individual who seeks registration is required to submit a completed Form 33-109F4, or in some cases a completed Form 33-109F2, for the individual through NRD. NRD automatically submits the relevant form to the appropriate regulators. In some circumstances, it is not necessary to complete the entire form. For example, it is not necessary to complete the entire form for an individual to seek registration in the same category in an additional jurisdiction, to add or remove a category of registration, or to register in a category with an additional or a new sponsoring firm. In those circumstances, the relevant NRD submission indicates which items of the form to complete.

(5) Making an NRD submission under subsection (4) satisfies the individual's obligation to submit a completed Form 33-109F4.

6.3. Decision-making process

(1) If a firm or individual seeks registration in the principal jurisdiction and in Ontario, the firm or the individual's sponsoring firm will generally deal only with the principal regulator.

(2) The principal regulator will submit to the OSC (or the Ontario office of IIROC, for an individual seeking registration as a representative of an investment dealer) an interface document containing its proposed determination. The OSC will advise the principal regulator whether it opts in to, or opts out of, the principal regulator's proposed determination generally within one business day from receiving the interface document. The Ontario office of IIROC will generally do this within [*] business days from receiving the interface document.

(3) The OSC may impose a local T&C on a firm's or an individual's registration without opting out.

(4) If the OSC opts out, it will give the principal regulator written reasons for its decision and the principal regulator will forward the reasons to the firm or the individual's sponsoring firm and use its best efforts to resolve the opt-out issues with the firm or the sponsoring firm of the individual and the OSC.

(5) If the principal regulator is able to resolve the OSC's opt-out issues with the firm or the individual's sponsoring firm before NRD shows the firm or individual as being registered in the principal jurisdiction, the OSC may opt back into the interface registration. In that case, the OSC will notify the principal regulator and the firm or the individual's sponsoring firm that it has opted back in. If the principal regulator is unable to resolve the OSC's opt-out issues, the firm or individual's sponsoring firm should deal with the OSC directly to resolve them.

6.4. Decision

(1) NRD will record a firm or individual's category of registration in the principal jurisdiction, any T&C that applies in the principal jurisdiction, and any exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 granted by the principal regulator. If the OSC opts in, NRD will also record that the firm or individual is registered in the same category in Ontario and that the OSC has adopted the same T&C and granted the same exemption from Part 4 of Regulation 31-103 or Part 2 of Regulation 33-109 as the principal regulator.

(2) If the OSC imposes a local T&C on a firm's or an individual's registration, NRD will also record any T&C applicable in Ontario only.

6.5. Opportunity to be heard

(1) If the principal regulator of a firm or an individual that seeks registration in the principal jurisdiction and, concurrently, in Ontario is not prepared to grant registration or is prepared to grant registration with a T&C, the principal regulator will

- send the firm or the individual's sponsoring firm a copy of the principal regulator's proposed T&C, if applicable, and
- notify the firm or the individual's sponsoring firm that it has the right to request an opportunity to be heard from the principal regulator.

If the OSC opts in to the determination of the principal regulator to refuse registration or impose a T&C, the principal regulator will forward to the firm or the individual's sponsoring firm the OSC's notification that the firm or individual has the right to request an opportunity to be heard from the OSC.

(2) If a firm or individual exercises the right to request an opportunity to be heard from the principal regulator or from the principal regulator and the OSC, the principal regulator will notify the OSC.

(3) If the firm or the individual's sponsoring firm also requests an opportunity to be heard in Ontario, the principal regulator and the OSC will decide whether to provide an opportunity to be heard separately, jointly or concurrently. After the firm or individual had an opportunity to be heard and the principal regulator makes a decision, the principal regulator will send to the OSC a new interface document setting out its proposed determination, if applicable.

(4) If a firm or individual is registered in the principal jurisdiction and, subsequently, applies to register in Ontario, and the OSC decides to refuse registration or impose a local T&C, the OSC will send the principal regulator for the firm or the individual

- a copy of the T&C, if applicable, and
- the OSC's notification that the firm or individual has the right to request an opportunity to be heard in Ontario.

The principal regulator will forward these documents to the firm or individual's sponsoring firm. Thereafter, the firm or individual will deal directly with the OSC.

REGULATION TO REPEAL REGULATION 31-101 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION SYSTEM

Securities Act

(R.S.Q., c.V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (11), (25), (26), (33) and (34); 2007, c. 15 ; 2008, c. 7 ; 2008 c. 24)

1. Regulation 31-101 respecting National Registration System is repealed.
2. This Regulation comes into force on *(insert the date of coming into force of this Regulation)*.

**REPEAL OF POLICY STATEMENT 31-201 RESPECTING NATIONAL
REGISTRATION SYSTEM**

1. *Policy Statement 31-201 respecting National Registration System* is repealed.